



**JEUDI 11 JUIN 2020**

**COVID-19 déconfinement : cherchez l'erreur. *Il n'y a actuellement ni vaccin ni traitement, nous en sommes ainsi exactement au même point qu'avant le confinement. Donc, ce confinement n'a servi... à rien et nous placent en situation de faillite mondiale.***

- ▶ **Comment tout peut s'effondrer - mon avant-propos au nouveau livre** (Jem Bendell) p.1
- ▶ **[Dossier :] Démographie et climat** p.4
- ▶ **Il y a 21 ans : La fin du bombardement de la Serbie. Et le début du déclin de l'Empire d'Occident** (Ugo Bardi) p.35
- ▶ **L'année la plus dramatique dans l'histoire du pétrole** p.36
- ▶ **Les inondations, les ouragans, les fléaux.** (Norman Pagett) p.38
- ▶ **Conséquences à long terme du coronavirus** (Peter Turchin) p.39
- ▶ **Virus, Chaleur et Criquets : L'Inde dans la tempête** p.42
- ▶ **Centrales thermiques : une inertie au coût élevé** p.44
- ▶ **Payer en billets cash ou par carte bancaire ?** (Michel Sourrouille) p.45
- ▶ **Pour Goldman Sachs le pétrole va baisser à nouveau de 15 à 20 % et les marchés ne vont pas aimer** p.46

## SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Impossible à arrêter : La plus grande dépression et l'effet inverse sur la richesse** (C-H Smith) p.48
- ▶ **Non, l'économie américaine ne reviendra certainement pas à la "normale". En fait, les choses vont bientôt s'aggraver.** (Michael Snyder) p.50
- ▶ **John Williams: Planche à billets: "Le système financier américain est en faillite, désormais la Fed fait comme le Zimbabwe. »** p.53
- ▶ **Nous sommes déjà en train de faire l'histoire. Laissons maintenant un héritage** (John Mauldin) p.54
- ▶ **Les 53 sociétés renflouées par la Banque d'Angleterre : Johnson Controls, Carnival, PACCAR, Honda, Toyota, BASF, Bayer...** p.56
- ▶ **Politiques monétaires : BlackRock met en garde contre... ses propres préconisations** p.60
- ▶ **« Le MEDEF inquiet ! Les Français ne veulent pas retourner travailler et ils ont raison !! »** (C. Sannat) p.61
- ▶ **Éditorial: en route pour la catastrophe man-made. Nous serons victime une fois de plus de la complaisance. Votre confiance est mal placée.** (Bruno Bertez) p.67
- ▶ **Le bilan de la Fed à 7,2 trillions, de l'argent gratuit à perte de vue.** (Bruno Bertez) p.71
- ▶ **La FED en route vers le chaos** (Philippe Béchade) p.73
- ▶ **Les illusions populaires et la folie des foules** (Brian Maher) p.77
- ▶ **Pour que l'économie reparte, c'est les salaires qu'il faut soutenir** (Bruno Bertez) p.82
- ▶ **Un pays, deux systèmes** (Bill Bonner) p.84

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

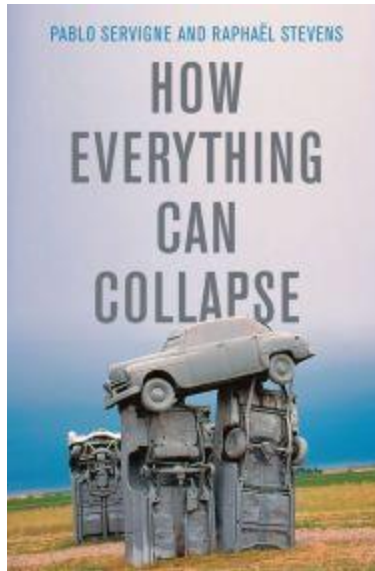
**Comment tout peut s'effondrer - mon avant-propos au nouveau livre**

Posté le 28 mars 2020 par **Jem Bendell**

*Voici ma préface au nouveau livre "Comment tout peut s'effondrer" : Un manuel pour notre temps" de Pablo Servigne et Raphaël Stevens. Le livre est publié en juin 2020 par Polity.*

## *Les bougies ne brillent que dans l'obscurité*

**Par le professeur Jem Bendell, auteur de « Deep Adaptation ».**



Lorsque nous lisons les dernières nouvelles sur les catastrophes, les maladies, les conditions météorologiques extrêmes, les changements sur notre planète et les avertissements des scientifiques, il est naturel de ressentir un malaise, voire une peur. Certains d'entre vous ont peut-être même subi les conséquences directes du chaos climatique, comme des récoltes ratées, des incendies de forêt, des maladies ou des troubles politiques dus à une sécheresse prolongée. Si c'est le cas, je veux reconnaître d'emblée que ma propre anxiété face à l'avenir n'est rien en comparaison de ce que vous avez déjà vécu. Et que les gens comme moi peuvent apprendre de vous. Pourtant, nous sommes tous touchés d'une manière ou d'une autre par la crise climatique, que ce soit par la hausse des prix ou la montée de l'extrémisme, car les gens ne se sentent pas en sécurité et sont incertains. Beaucoup d'entre nous ont des vies et des obligations bien remplies, ce qui signifie que même si nous sentons ce danger croissant, il est difficile de se tourner vers lui. Sans avoir le temps d'approfondir cette question, comment puis-je savoir quelle est la situation réelle ? Quelles sont les questions à examiner ou les options qui s'offrent à nous ? À qui devrions-nous parler de tout cela ?

Telles sont les difficultés que pose le simple fait d'entamer une conversation sur l'effondrement ou la dégradation de la société dans laquelle nous vivons en raison du changement climatique. C'est pourquoi ce livre et les travaux de Pablo Servigne et Raphaël Stevens sont si utiles pour lancer la conversation. La première étape pour aborder ce sujet est de se permettre de se demander "et si" l'avenir est aussi difficile pour l'humanité, partout, que certains universitaires le disent maintenant. Si vous vous permettez d'avoir cette perspective dans votre conscience, alors vous vous embarquez dans un voyage bizarre.

Eh bien, au moins, ce fut un voyage bizarre pour moi ! Le parcours de chaque personne sur ce sujet sera différent, surtout lorsque les mois passeront et que les conséquences s'aggraveront alors que davantage de nos amis, collègues et voisins se réveilleront à notre situation difficile.

## **Tout d'abord, il y a le doute de soi.**

Est-ce vraiment si grave ? Quelqu'un ou une technologie pourrait-elle l'arrêter ? Est-il utile d'avoir une vision aussi négative de l'avenir ? Cela signifie-t-il que j'ai une vision négative de la nature humaine ? Serai-je capable de faire face à la vie si j'accepte une vision aussi sombre de notre avenir ? De tels doutes sont naturels, même avant de commencer à parler aux autres de notre perspective.

## **Deuxièmement, il y a les émotions douloureuses.**

Une fois que l'on a accepté que nos sociétés s'effondrent ou se désagrègent, il peut y avoir beaucoup de tristesse, de peur et de confusion. Comment avons-nous fait cela à la vie sur Terre ? Qui sommes-nous en tant qu'espèce ? Que pourrais-je faire pour aider les gens que j'aime ? Que pourrais-je faire pour aider l'humanité et la nature ? Comment cela va-t-il se passer ? Où et quand ? Il peut être normal de vivre des moments de panique. Certains d'entre nous peuvent aussi avoir envie de blâmer quelqu'un, car la colère permet de se libérer momentanément de sa peur. Nous pouvons aussi passer d'une simple réponse ou préoccupation à une autre. Pourtant, aucune de ces habitudes mentales ne nous détournera très longtemps de la douleur sous-jacente.

## **Troisièmement, il existe un sentiment d'isolement.**

À qui puis-je en parler ? Penseront-ils que je suis trop anxieux ou déprimé ? Seront-ils traumatisés, de sorte que je me sentirai mal d'avoir déclenché leur douleur ? Comment puis-je en parler avec les jeunes ? Où peut-on trouver des conseils ou des orientations sur la façon d'être avec cette perspective, et encore moins sur la façon de commencer à changer ma vie en conséquence ?

## **Quatrièmement, il y a une nouvelle communauté.**

Soudain, nous trouvons des gens avec qui nous pouvons parler de la situation et partager des idées sur la façon dont nous vivons avec elle et sur ce qu'il faut faire ensuite. J'ai vécu l'excitation de rencontrer des gens de cette façon. Mais il y a aussi la douleur. Car la joie de la connexion augmente alors le sentiment de perte à venir. Comme la situation dans laquelle nous nous trouvons est très difficile, les émotions peuvent être fortes. Plus de communauté signifie plus de chaque émotion humaine.

## **Cinquièmement, il y a le contrecoup.**

Qu'a-t-il dit à mon sujet ? Pourquoi dirait-elle qu'il est immoral d'avoir conclu à la gravité de notre situation ? Pourquoi y a-t-il une telle colère dans sa critique ? Que se cachent-ils à eux-mêmes ? Dois-je me retirer des conversations avec eux et vivre ma propre vérité ? Si je le fais, est-ce que cela signifie que je renonce à m'engager dans la société pour essayer de réduire le mal ? Pourquoi devrais-je faire cela ?

## **Sixièmement, il y a la transformation.**

Mais il n'y a pas une seule voie de transformation. Vous aurez votre expérience et vous arriverez à vos propres conclusions. Une des raisons pour lesquelles j'ai introduit un cadre d'adaptation profonde était d'ouvrir des conversations sur la myriade de réponses possibles une fois que nous pensons que l'effondrement de notre civilisation est probable ou inévitable au cours de notre propre vie. Votre transformation intérieure et extérieure pourrait être soutenue par une nouvelle communauté et des ressources comme ce livre, mais en fin de compte, vous devez trouver votre propre chemin dans ce qui est un territoire complètement nouveau pour l'humanité.

## **Septièmement, il y a le fait de bien mourir.**

Bien que nous mourions tous, la société moderne semble le cacher à notre conscience quotidienne. Une prise de conscience de notre situation climatique est une prise de conscience de notre mortalité commune et de notre impermanence plus généralement. Souvent, les discours sur la réponse au chaos climatique, y compris sur la manière dont il peut transformer nos vies, peuvent se concentrer sur ce que nous pouvons faire différemment, alors qu'on suppose qu'il ne s'agit que de la manière dont nous vivons différemment. Ce n'est pas suffisant. Nous pouvons plutôt nous demander à quoi pourrait ressembler pour nous une mort en bonne santé. Sur quoi veux-je revenir ? Comment est-ce que je veux aborder la mort ? Pour quoi pourrais-je mourir ? Comment je me sens par rapport à ce qui se passe, le cas échéant, après la mort ? Comment pourrais-je aider les autres à aborder la mort d'eux-mêmes et des autres avec plus de conscience et d'amour ?

Je partage avec vous certaines de ces étapes afin de dresser une carte de la nouvelle réalité pour les personnes qui sont conscientes de l'effondrement. Je pense que je fais cela parce que je veux être à ma place. Je veux m'engager dans des conversations où nous tissons de nouvelles histoires de vie en ces temps troublés. C'est pourquoi je salue le travail de personnes comme Pablo Servigne et Raphaël Stevens. Parce que la première étape pour créer ces nouvelles conversations qui créent de nouvelles histoires et un sentiment d'appartenance est de briser le tabou autour de l'effondrement induit par le climat. Lorsque j'ai écrit mon article sur l'adaptation profonde à l'effondrement imminent du climat, je ne savais pas qu'il existait un champ d'étude et d'action sur ce sujet. Il n'y avait certainement pas un tel champ dans mes propres domaines d'expertise. Comme je l'ai expliqué dans mon article, c'était tabou. Depuis que le journal s'est répandu dans le monde entier, j'ai découvert des gens qui explorent ce terrain et qui changent leur vie. Des milliers de personnes étaient en contact, et je les ai donc toutes encouragées à se mettre en relation les unes avec les autres en lançant un forum sur l'adaptation profonde. Nous sommes principalement un réseau de langue anglaise, mais j'ai parlé aux gens des travaux antérieurs de Pablo et Raphaël et je suis impatient de tirer des enseignements de ces travaux en France et ailleurs. Ce livre vous aidera à découvrir ce travail et à vous joindre à une conversation de plus en plus large sur ce qu'il faut faire face à cette situation des plus difficiles.

Il faut un certain courage pour briser un tabou. Il faut un certain courage pour faire prendre conscience aux gens de l'obscurité qu'ils n'avaient pas vue auparavant ou dont ils s'étaient détournés. Surtout lorsque cette obscurité ne se trouve pas dans le changement climatique et les institutions qui ont endommagé notre monde, mais qu'elle est aussi en nous. Car nous avons tous participé à la fois à la création de cette catastrophe et à son ignorance. Ou en nous contentant d'une action inefficace qui nous a fourni un mythe crédible sur le fait d'être une bonne personne. En tant que tel, le chaos climatique est une invitation à approfondir la réflexion sur soi-même et à découvrir pourquoi nous avons participé à une telle destruction. Cette enquête peut nous permettre de trouver des moyens de vivre qui évitent d'aggraver les choses. Il est essentiel d'attirer l'attention sur l'obscurité qui nous entoure, nous précède et nous habite si nous voulons ensuite allumer des bougies de sagesse. Les personnes qui attirent l'attention sur l'obscurité allument également des bougies de sagesse. Les bougies ne brillent que dans l'obscurité. Plus il y a de bougies allumées, plus nous pouvons nous voir à nouveau. Nous pouvons nous connecter avec ce qui brûle dans notre cœur et vivre de cette vérité plus pleinement qu'auparavant.

NB : Cet avant-propos a été écrit en septembre 2019, avant la pandémie de covid19.

**Démographie et climat**

**Emmanuel Pont Jul 16, 2019 Medium.com**

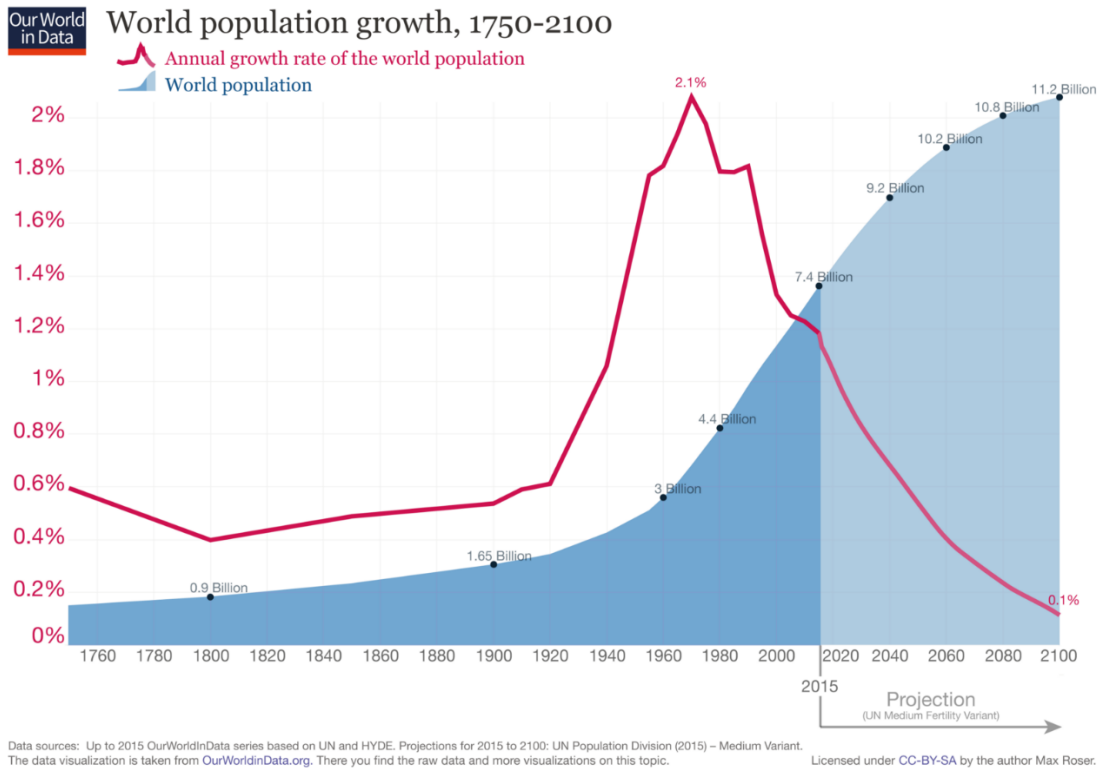
Pour “sauver la planète” faut-il d’abord réduire la population ? On entend souvent que la démographie est une priorité pour l’écologie, [de nombreuses associations](#) ont même été créées sur le sujet, et le débat s’enflamme régulièrement dans la communauté. [Selon certaines études](#), avoir un enfant est de loin la pire chose qu’on puisse faire envers le climat. En tant qu’individu “écolo”, faut-il [renoncer à avoir des enfants](#), et se culpabiliser pour ceux qu’on a déjà ? Comment éclaircir le sujet et apporter une réponse rationnelle ? C’est parti pour une enquête pleine de surprises sur le climat<sup>1</sup> et la démographie<sup>2 3</sup>.

## Sommaire

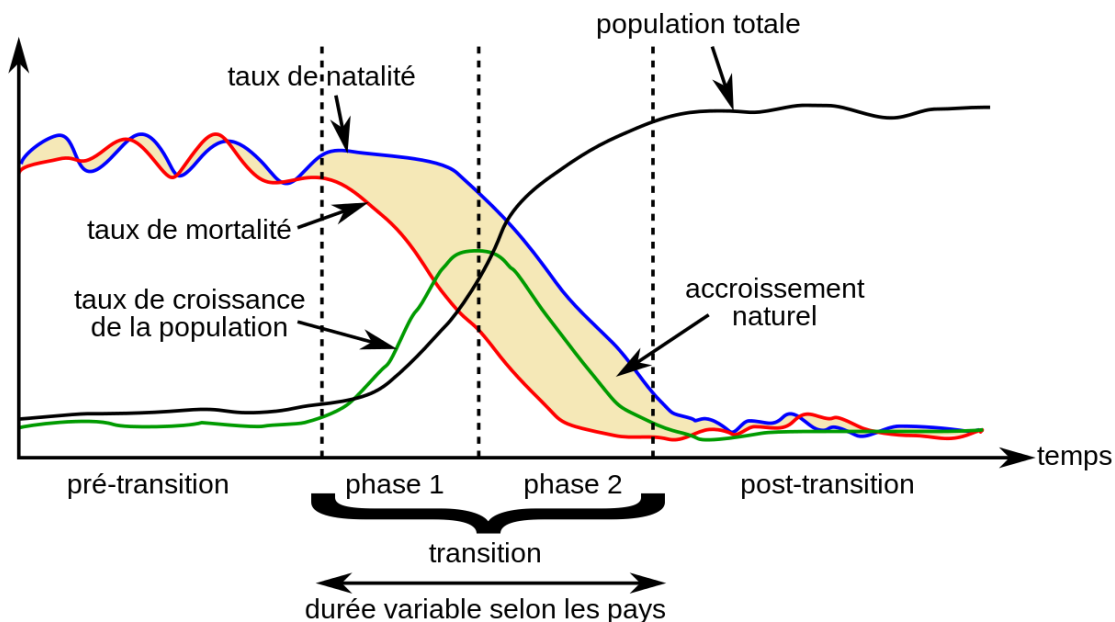
- [Où en est la population mondiale aujourd’hui?](#)
- [Comment va évoluer la population dans l’avenir ?](#)
- [Comment sont réparties les émissions ?](#)
- [Comment réduire les émissions ?](#)
- [Faut-il aider les pays pauvres à accélérer leur transition démographique ?](#)
- [Faut-il contrôler la population dans les pays riches ?](#)
- [Alors, quelles mesures concrètes pour réduire les émissions ?](#)
- [Que faire en tant qu’individu dans un pays riche ?](#)
- [Et les autres pays ?](#)
- [Et les migrations ?](#)
- [Et l’effondrement ?](#)
- [Y a-t-il une population soutenable maximale ?](#)
- [Conclusion](#)
- [Notes](#)
- [A continuer, à faire ou à trouver](#)

## Où en est la population mondiale aujourd’hui?

On peut avoir l’impression qu’elle augmente de plus en plus vite, et même qu’elle suit une [courbe exponentielle](#) en regardant d’assez loin ou en plissant les yeux. C’est pourtant une illusion d’optique, ou plus souvent une présentation trompeuse. Le taux de croissance<sup>4</sup> de la population mondiale décroît régulièrement depuis 1970 et les projections estiment une stabilisation de la population autour de 2100 :



La population mondiale augmente ou diminue par la différence entre mortalité et natalité. Elle se stabilise car tous les pays (sans exception jusqu'ici) passent par ce qu'on appelle une "[transition démographique](#)". La mortalité commence à baisser grâce à l'augmentation du niveau de vie, les progrès de l'hygiène et de la médecine. A ce moment la population augmente rapidement, car la natalité baisse plus tard et plus lentement.

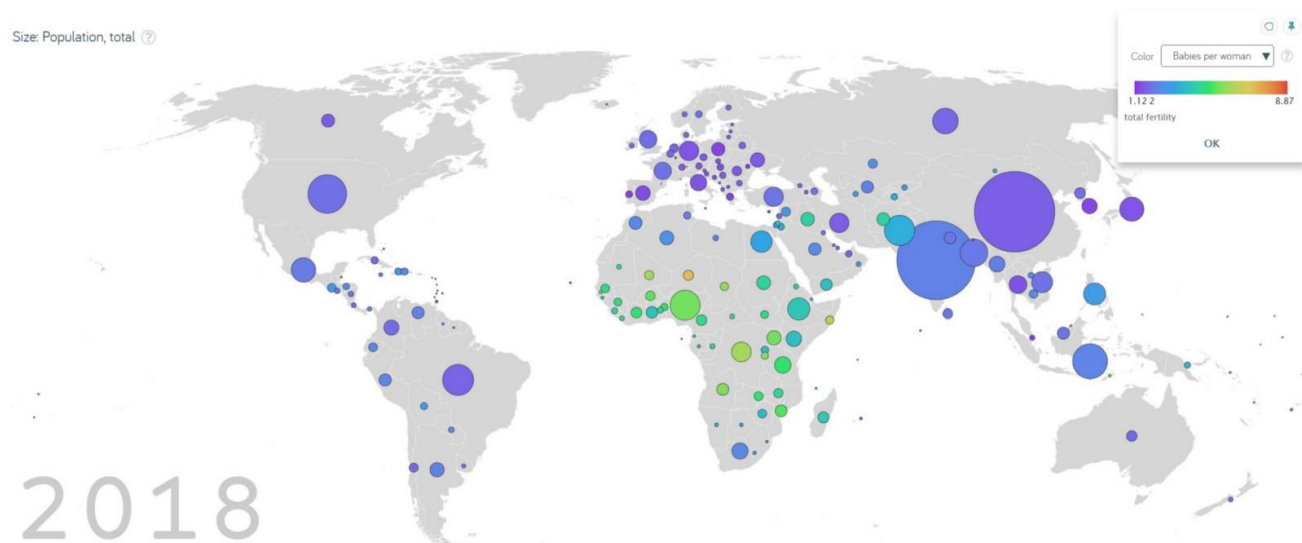


La baisse de la mortalité faisant politiquement et philosophiquement l'unanimité, la marge de manœuvre que tout le monde regarde est la natalité. Son meilleur indicateur est le taux de fécondité (pour être exact, [l'indicateur conjoncturel de fécondité](#)) :

Taux de fécondité = nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer

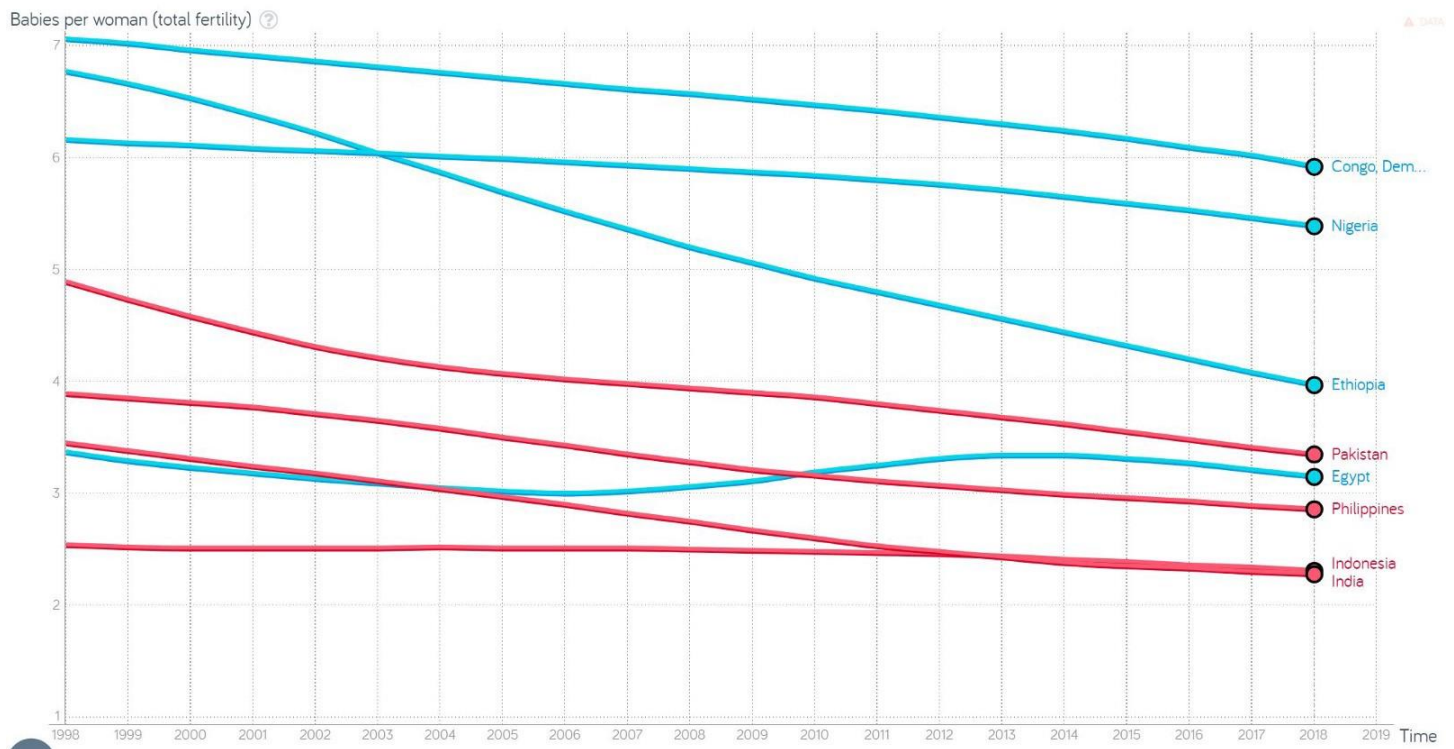
Dans le cadre de la transition démographique la fécondité diminue progressivement pour atterrir autour d'un taux où les naissances compensent les morts, donc qui assure la stabilité de la population. Ce taux, appelé "seuil

de renouvellement des générations” est autour de 2,1 enfant par femme dans les pays développés, de 2,3 en moyenne dans le monde, et peut monter jusqu’à 3,4 : [il dépend de la répartition de la population entre hommes et femmes, et de la mortalité avant l’âge d’avoir des enfants](#).



Aujourd’hui la plupart des pays ont un taux de fécondité en dessous de 2,1, donc leur population baisserait à long terme si elle n’était pas complétée par les migrations. Quelques grands pays sont en fin de transition démographique avec une fécondité proche de 2,1, en particulier l’Inde avec 2,28 en 2018 (probablement déjà en dessous de son seuil de renouvellement en raison de la [mortalité infantile](#) et du [déséquilibre entre les sexes](#)). D’ailleurs l’Inde, c’est plus d’un milliard d’habitants, lorsqu’on la décompose [par état](#) on se rend compte qu’elle n’est pas du tout homogène : la moitié des états sont sous 2,1, pour la moitié de la population. On reviendra aussi plus tard sur la différence entre population rurale et urbaine. En revanche atteindre 2,1 ne signifie pas que la population va se stabiliser immédiatement : les générations récentes plus nombreuses auront aussi des enfants, qui ne seront pas “annulés” par les morts de générations anciennes moins nombreuses. La stabilisation est nettement plus lente, ce qu’on appelle “l’inertie démographique”. Ainsi la population chinoise [augmente encore doucement](#) malgré un taux de fécondité très bas de 1,6 enfants par femme.

Il reste deux grands groupes de pays moins avancés dans leur transition démographique, en vert sur la carte : l’Afrique intertropicale et les pays moyen-orientaux moins développés (principalement Irak, Yémen, Afghanistan, Pakistan). Rappelons que cela correspond aussi à une mortalité, notamment infantile, [beaucoup plus élevée](#) que dans les pays plus riches. La plupart de ces pays en transition ont un taux de fécondité en baisse régulière, comme on le voit sur l’historique des 8 pays les plus peuplés au dessus de 2,1 ... sauf rare accident de parcours comme la [crise économique en Égypte](#) :



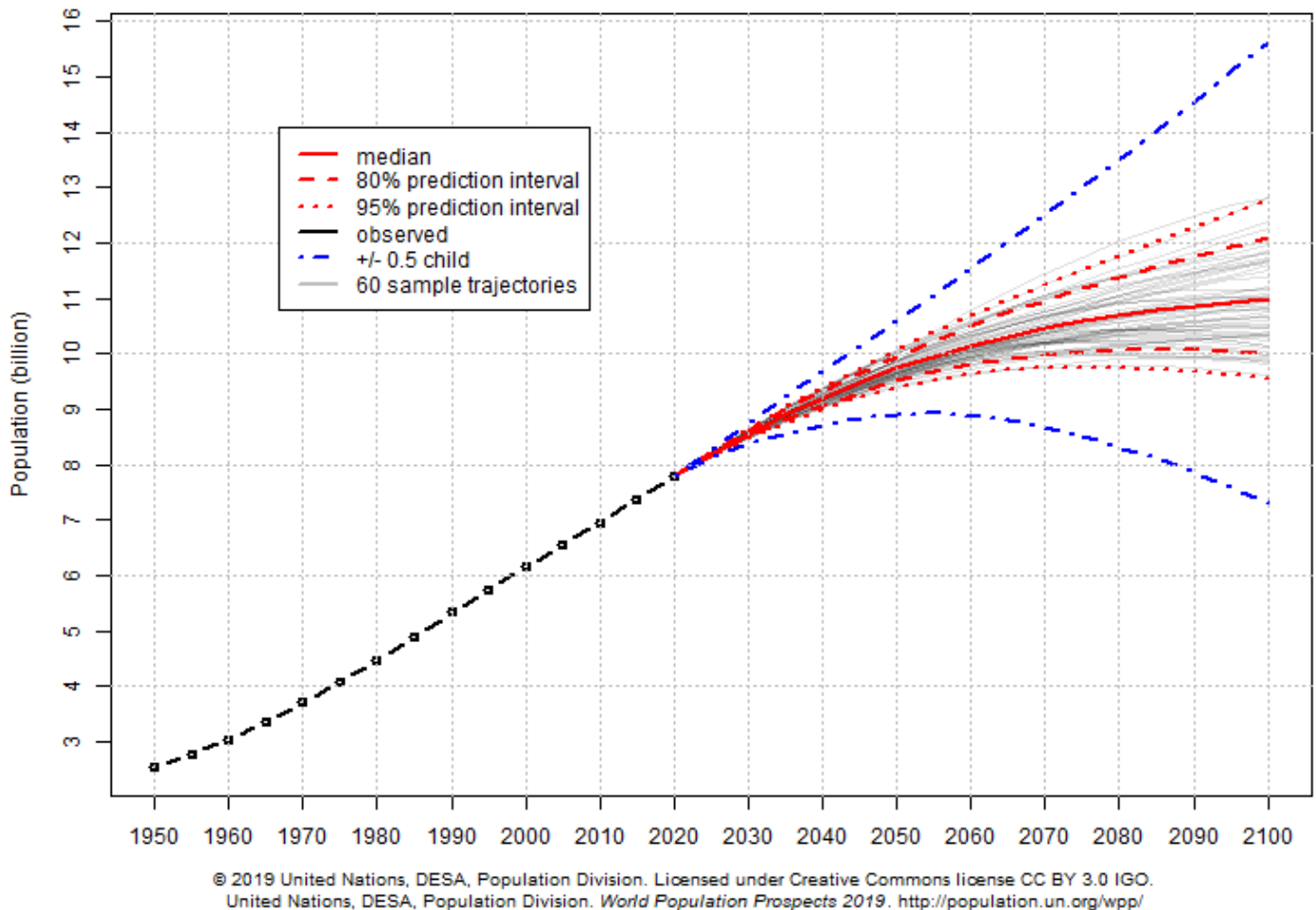
La transition démographique est favorisée par de nombreux éléments : développement économique, santé, éducation (principalement des filles), travail des femmes, normes sociales, incitations et interdictions, contraception, retraites, système de santé ... Il est difficile de séparer ces différents facteurs, et leur importance relative semble varier fortement selon les pays : j'ai pu trouver toutes sortes d'estimations différentes et de cas particuliers. En tout cas leur combinaison est importante, même s'ils en font partie il ne suffit pas de distribuer des contraceptifs pour engager la transition démographique.

La transition démographique peut-elle "reculer" en cas de crise, comme on l'a vu en Égypte ? Lorsqu'on regarde [un échantillon de pays en difficulté](#) ils restent tous sur une pente nettement décroissante, seuls l'Irak et le Zimbabwe ont connu un plateau temporaire de fécondité. En regardant [sur 40 ans](#) il y a seulement quelques augmentations temporaires (Somalie, Yémen, Congo, Haïti, Algérie). J'avoue avoir été très surpris de ne trouver aucune rupture brusque : les guerres ou les famines n'ont pas d'effet notable sur la fécondité, dans un sens ou dans l'autre.

## Comment va évoluer la population dans l'avenir ?

L'ONU produit régulièrement des projections qui font autorité, et vient de publier (juin 2019) sa dernière version :

## World: Total Population

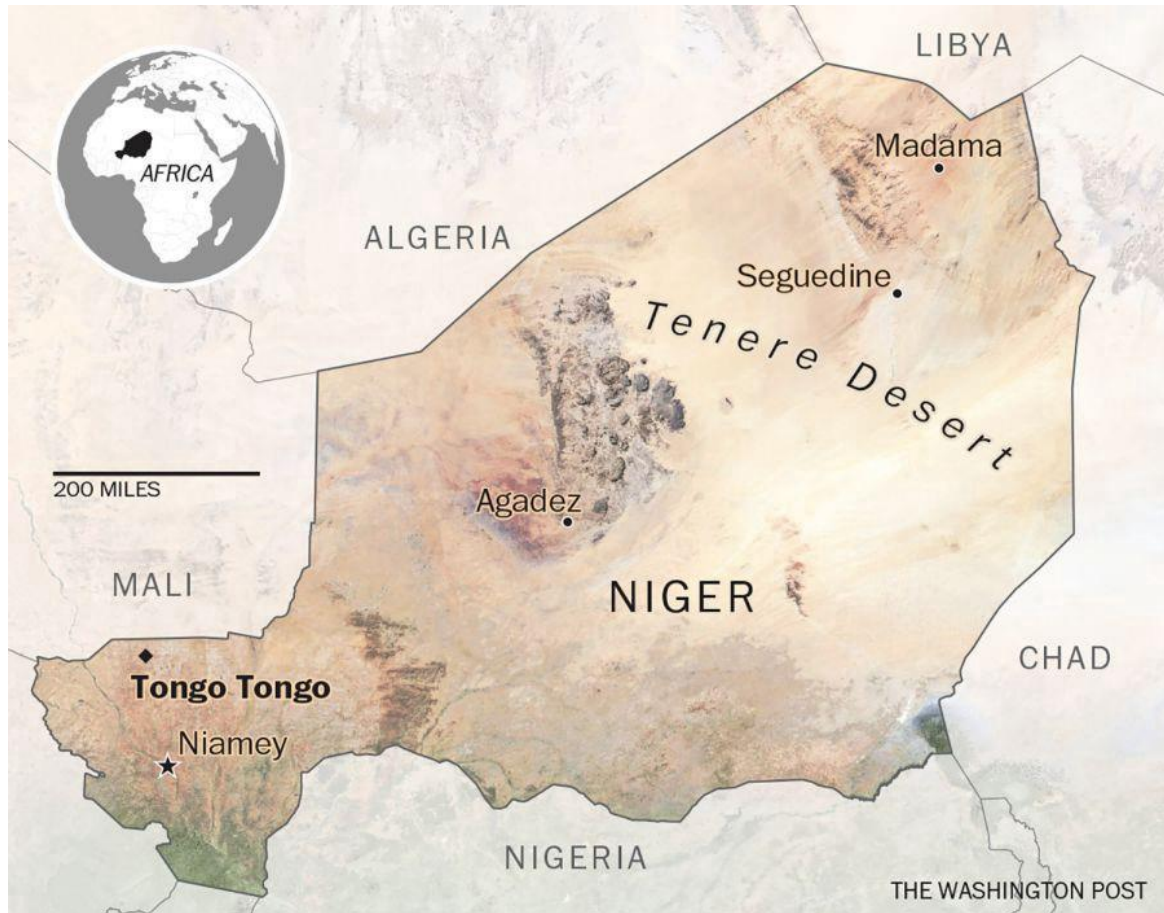


La nouveauté de ce rapport est que la fécondité semble rester durablement et nettement sous le seuil de 2,1 dans les pays développés, qui se dirigent donc vers une décroissance démographique en douceur. L'ONU estime maintenant une convergence des taux de fécondité vers 1,9, alors que les versions précédentes visaient 2,1.

Par contre attention au piège<sup>5</sup> ! Les scénarios présentés généralement comme “haut” et “bas”, les pointillés bleus, sont en fait [construits](#) par une différence arbitraire de fécondité de plus ou moins 0,5 enfants par rapport au scénario moyen. Cela est intéressant pour [analyser la sensibilité](#) d'autres variables face à la fécondité, mais a peu de sens pratique : une variation aussi forte partout dans le monde est extrêmement improbable, cela doublerait l'évolution du scénario moyen. Il faut donc l'utiliser avec précaution, nous y reviendrons. Les scénarios haut et bas les plus pertinents pour une analyse générale, ce sont plutôt les petits pointillés rouges (intervalle de confiance à 95%).

Comment calcule-t-on ces projections ? En prolongeant par pays l'évolution des taux de fécondité, de mortalité et les migrations. Les démographes calculent “toutes choses égales par ailleurs” : ils n'ont pas de boule de cristal et ne peuvent pas prévoir le reste de l'évolution du monde (politique, guerres, famines, crises, etc). C'est ce qu'on peut faire de mieux en restant rigoureux, mais cela pose un problème particulièrement gênant dans le cadre de l'écologie : on ne peut pas penser en même temps que le monde subira des crises écologiques majeures dans le futur proche et que la population va continuer à évoluer comme si de rien n'était. [Certains estiment qu'un monde à 4°C de réchauffement ne peut pas soutenir plus d'un milliard d'habitants](#). C'est probablement une vision pessimiste mais elle relativise fortement les projections de 11 milliards d'habitants en 2100. Prenons pour exemple le Niger, pays à la plus haute fécondité mondiale (7 enfants par femme), pour 20 millions

d'habitants aujourd'hui. C'est aussi un des pays les plus pauvres du monde, à 90% désertique, qui souffre régulièrement de [famines touchant la majorité de la population](#). Qui croit vraiment qu'avec la [désertification](#), le manque d'eau et l'instabilité politique dans la région le pays pourra multiplier sa population par 8 pour atteindre [160 millions d'habitants en 2100](#), soit une fois et demie la [densité actuelle de la France](#) ? Dans le cas du Niger, même la projection de 60 millions en 2050 [laisse dubitatif](#). Ce n'est pas vrai pour tous les pays, en particulier un certain nombre de pays africains peuvent accueillir une population nettement plus élevée, mais il faut s'interroger selon chaque contexte local.



Alors, les démographes de l'ONU sont-ils idiots ? Absolument pas, ils font leur travail de démographes, qui est d'estimer les évolutions de population à partir des tendances démographiques actuelles. C'est bien pour cela qu'on parle de projections et non de prévisions, et la distinction est importante. Les ~~idiots~~ imprudents sont ceux qui reprennent ces chiffres dans le débat public sans aucun recul. C'est tout aussi peu pertinent que les calculs de [réduction du PIB de 10% pour 6°C de réchauffement en 2100](#). Ce n'est pas non plus inutile, il faut savoir grossièrement où on va.

Pour la suite je me limiterai aux projections pour 2050, assez proches pour rester dans le domaine du raisonnable. C'est aussi une échéance importante pour l'écologie : [pour limiter le réchauffement à 1.5°C il faudra être neutre en carbone à cette date](#), quel que soit le nombre d'humains. Miraculeusement cet objectif commence à faire l'unanimité dans le monde politique et économique en France. Le gouvernement l'a [prévu dans une loi](#), et les présidents de Renault et BNP ont présenté [une étude](#) sur cet objectif financée par la moitié des entreprises du CAC40. C'est du sérieux, au moins pour l'instant comme objectif affiché et partagé, en attendant les mesures correspondantes... C'est à l'aune de cet objectif qu'on pourra mesurer l'importance de la démographie pour le climat.

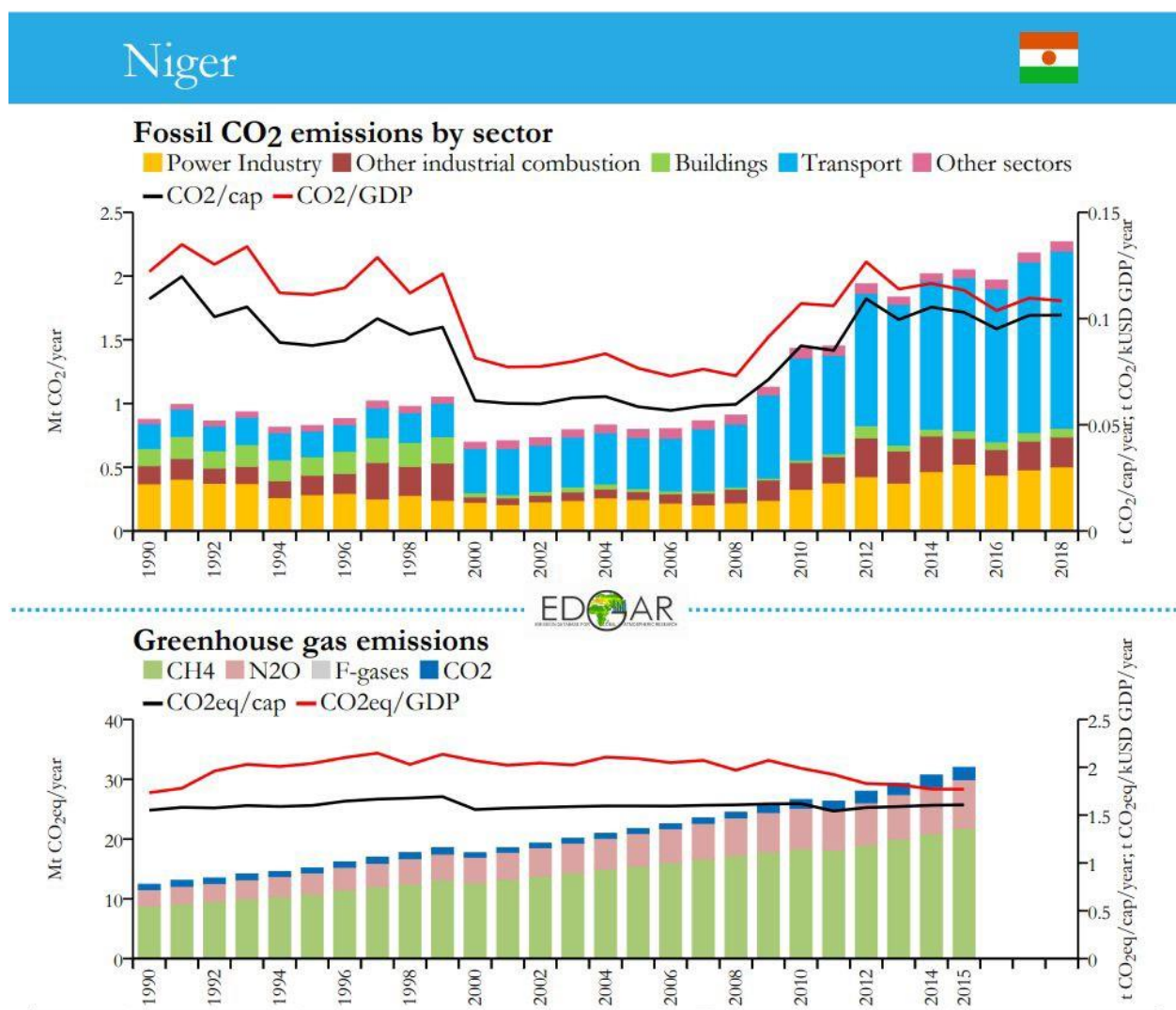
Je ne m'intéresserai pas aux projections pour 2100 : le monde aura très profondément changé, que ce soit par une transition vers une société plus soutenable, ou contraint par des catastrophes écologiques, auquel cas nous

ferons face à des problèmes bien plus graves que la population. Aujourd'hui ce qui nous menace en 2100 c'est [l'épuisement de la plupart des ressources](#), un [réchauffement d'au moins 4°C](#), [une chute violente de la productivité agricole](#) et une [partie importante de la planète inhabitable](#). [Qu'on le veuille ou non, nous serons très loin du "toutes choses égales par ailleurs"](#). Enfin la plupart des systèmes écologiques, notamment le climat, ont une [inertie importante](#) : en 2100 il sera trop tard pour éviter ces catastrophes, c'est aujourd'hui qu'il faut agir.

En fait, même sur la démographie il y a débat : la transition démographique est beaucoup plus rapide dans les villes que dans les campagnes, et le monde s'urbanise plus vite que prévu ([ce qui n'est pas vraiment une bonne nouvelle pour l'environnement](#)). [Ces projections](#) verraient la population mondiale atteindre son maximum en 2050 plutôt qu'en 2100, entre 8 et 9 milliards. Je n'ai pas d'avis sur ce point, et cela ne change pas notablement le chiffre en 2050.

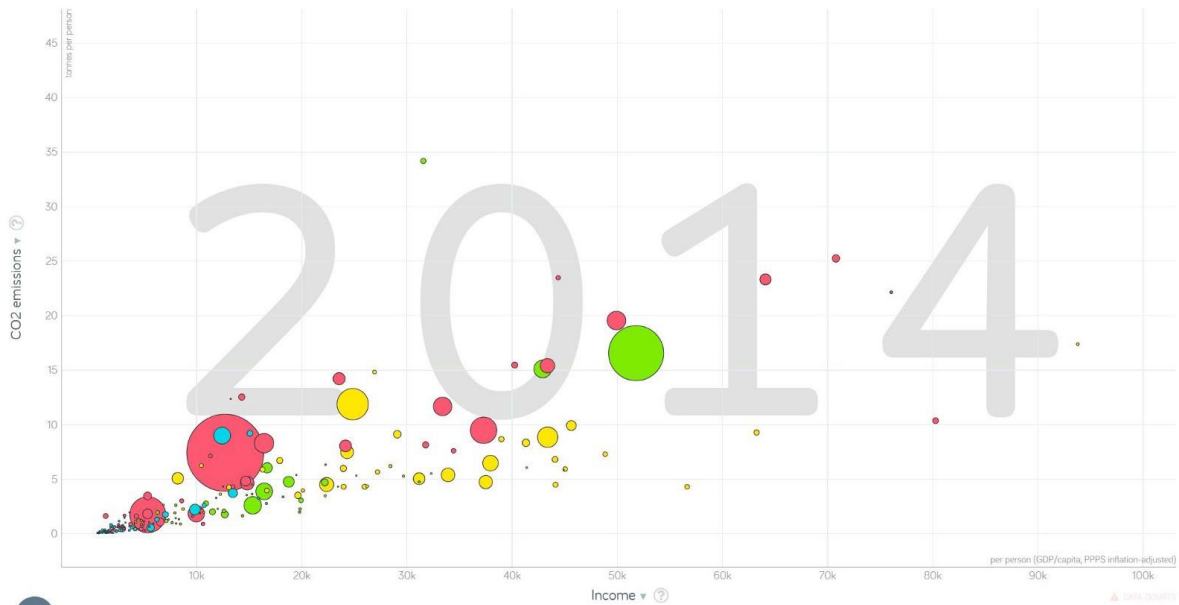
## Comment sont réparties les émissions de gaz à effet de serre?

Il faut bien compter l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre. Dans les pays riches on brûle beaucoup de combustibles fossiles (émissions de CO<sub>2</sub>), mais dans les pays pauvres c'est le protoxyde d'azote des engrais et surtout le méthane [du bétail](#) qui sont largement majoritaires :



Malheureusement les données sur l'ensemble des gaz à effet de serre ne sont pas disponibles largement, notamment sur les outils de graphiques (si quelqu'un en connaît un ayant à la fois les données démographiques et climatiques à ce niveau, je suis preneur !). Sauf indication contraire je ferai les calculs sur l'ensemble mais

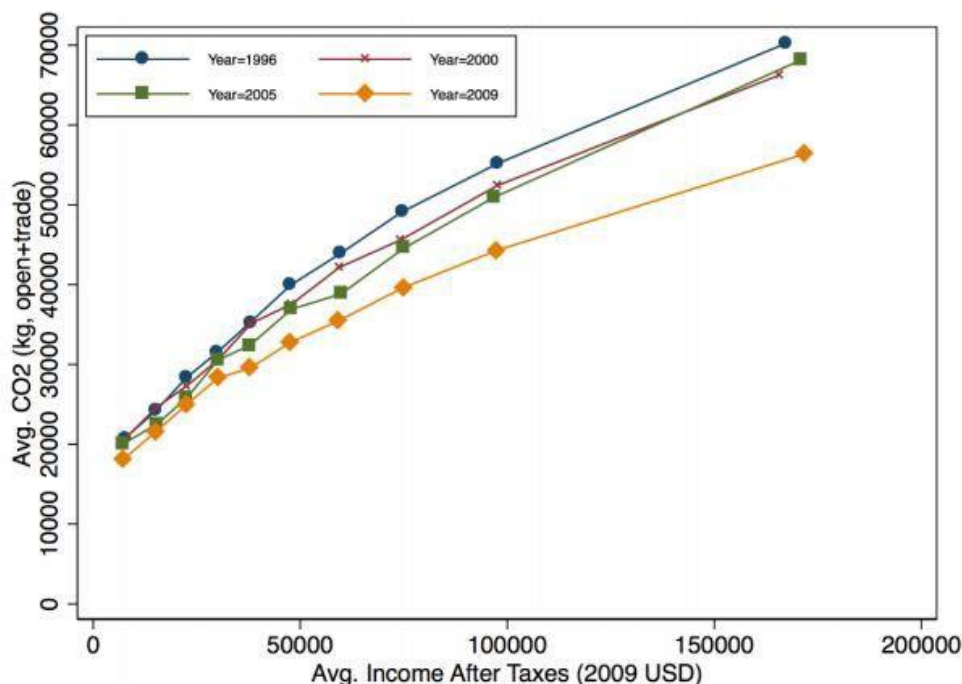
les graphiques portent uniquement sur les émissions de CO2. On peut constater que celles-ci varient très fortement entre les pays, et de manière à peu près proportionnelle au niveau de vie, c'est-à-dire au PIB par habitant :



On obtient un résultat similaire avec l'[empreinte écologique](#), indicateur qui agrège plusieurs mesures de pollution, avec un peu moins d'écarts.

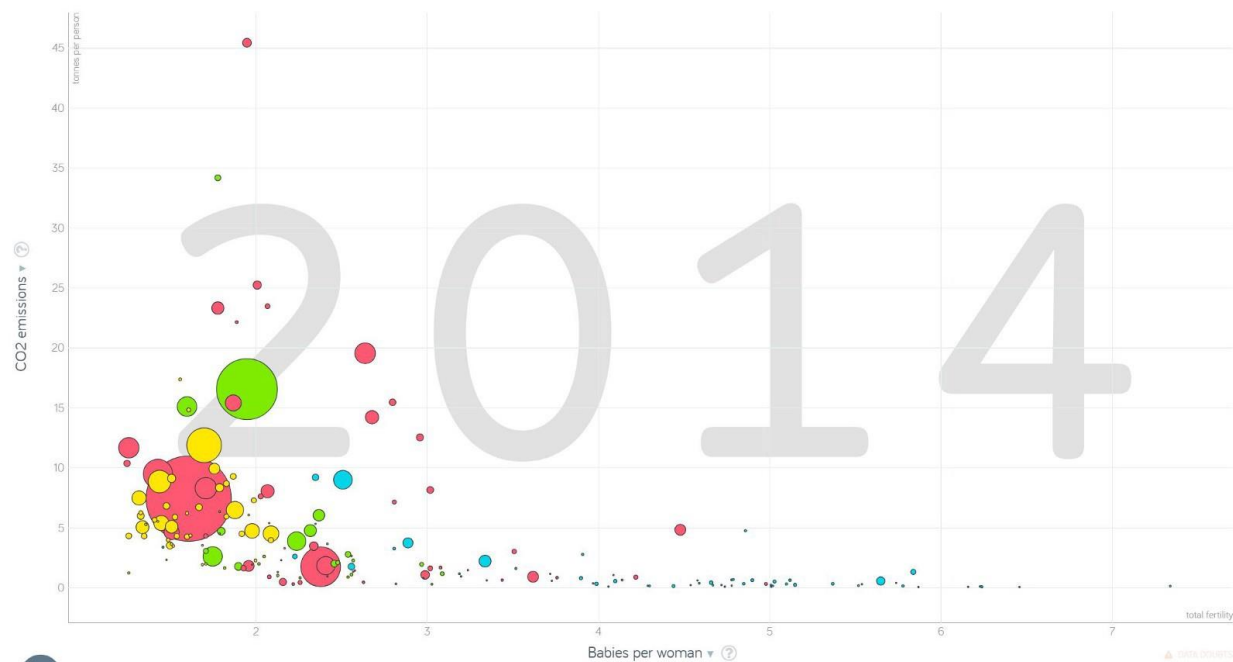
Soyons fous un instant et oublions les frontières pour nous intéresser aux individus réels. Cela n'a pas été étudié partout, mais les résultats en [Allemagne](#), [Canada](#), [Hongrie](#) et [à l'échelle mondiale](#) indiquent que la même relation de proportionnalité entre revenu et empreinte écologique s'applique bien à l'échelle individuelle. Lorsqu'on compte par individu, les 10% des habitants les plus riches du monde sont responsables [d'autant d'émissions](#) que les 90% les plus pauvres. Pour être exact, la courbe des émissions par niveau de revenu [s'aplatit](#) à partir d'un certain niveau, les riches consommant en proportion moins de leurs revenus :

**Figure 1: Descriptive Environmental Engel curve – Household CO<sub>2</sub>**



A garder en mémoire pour relativiser les arguments fallacieux comme “fin du monde contre fin du mois” ou “la décroissance va empêcher les pays pauvres de se développer” : aujourd’hui ce sont les “riches” (ce qui inclut, à l’échelle mondiale, le Français moyen) qui sont de très loin les responsables. C’est aussi une des grandes difficultés de l’écologie des petits gestes individuels, [le niveau de revenu reste de très loin le meilleur prédictor de l’empreinte écologique](#), la conscience écologique ou la plupart des actions individuelles n’ont qu’un impact mineur aujourd’hui. Par contre l’individualisation du calcul des émissions ou de l’empreinte écologique a aussi des limites : [une grande partie dépend d’un système économique et politique sur lequel l’individu n’a qu’un pouvoir très limité, notamment les grandes entreprises et l’énergie. Et attention à ne pas l’utiliser pour dépolitiser le problème.](#)

Maintenant passons aux émissions de CO<sub>2</sub> en fonction de la fécondité :



On aurait pu s'en douter, mais la plupart des pays les plus émetteurs, à la fois en valeur absolue et par personne, sont des pays riches qui ont déjà terminé leur transition démographique. Si on les sépare en trois groupes, en calculant bien sur l'ensemble des gaz à effet de serre :

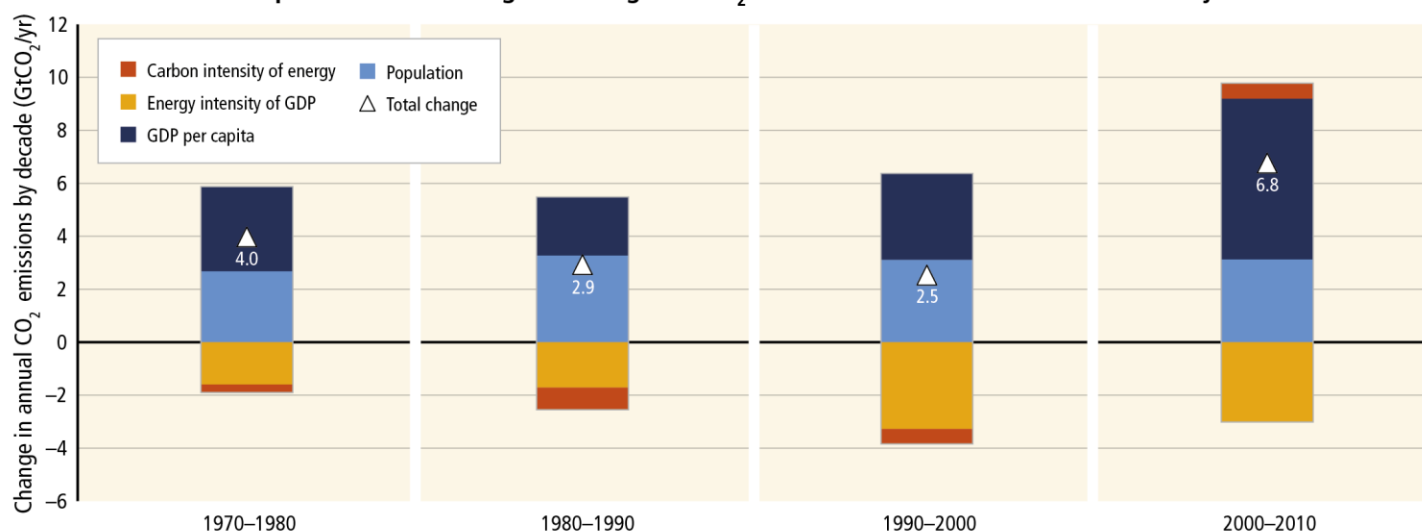
- Pays post transition démographique (fécondité  $\leq 2,1$ ) : 74% des émissions mondiales (dont Chine 27% et États-Unis 13%)
- Pays en fin de transition (fécondité  $\leq 3,4$ ) : 19% des émissions mondiales (dont Inde 7%, Indonésie 2%, Mexique 1,6%, Arabie Saoudite 1,5%, Afrique du Sud 1,2%), qui passeront bientôt dans le groupe précédent (j'ai choisi arbitrairement 3,4, qui est le plus haut seuil de renouvellement des générations)
- Pays en cours de transition (fécondité  $> 3,4$ ) : 3,5% (dont Pakistan 0,8%, Nigeria 0,6%, Irak 0,5%). L'Afrique intertropicale, c'est seulement 2% des émissions mondiales, dont un tiers au Nigeria. En comptant uniquement le CO2 on passe de 3,5% à 2% du total des émissions mondiales de CO2.

Pour mettre ces chiffres en perspective, le voyage aérien c'est autour de [5% des émissions de l'humanité](#) ([attention à bien compter tous les effets et pas seulement le kérosène brûlé](#)), alors que [90% des humains n'ont jamais pris l'avion](#). Les émissions des pays pauvres en forte croissance démographique sont négligeables aujourd'hui par rapport à celles des pays riches. C'est tout aussi vrai pour l'historique des émissions passées, celles qui ont déjà réchauffé le climat et continuent à le transformer aujourd'hui : [la grande majorité est due aux pays développés](#).

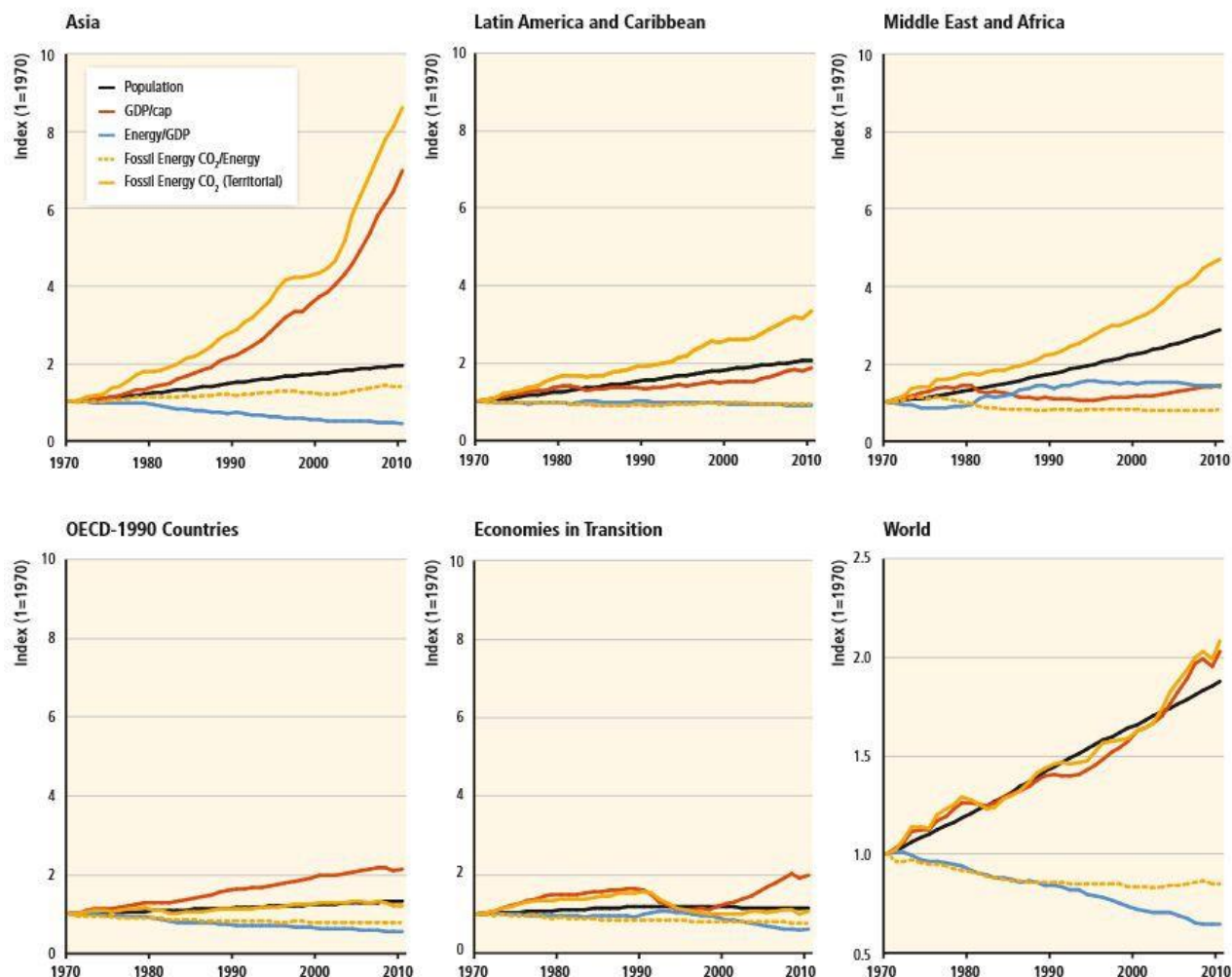
Décomposer ainsi est indispensable pour ne pas tomber dans des contresens complets. On lit souvent des raisonnements comme "[Entre 1990 et 2014, les émissions de CO2 dans le monde ont crû de 58 %, mais seulement de 15 % par tête d'habitant. L'augmentation de la population y a donc contribué environ pour les trois-quarts.](#)" C'est numériquement vrai, mais c'est une incompréhension totale ou plus probablement une manipulation : ce calcul mélange l'augmentation des émissions dans certains pays et de la population dans d'autres. Le problème classique des moyennes trop larges : "quand Bill Gates entre dans un bar, en moyenne tous les clients sont milliardaires". L'illusion disparaît dès qu'on décompose un peu plus finement, par exemple comme je l'ai fait plus haut (c'est un peu moins faux sur les émissions passées, où la population peut avoir fortement augmenté même si le taux de fécondité est faible aujourd'hui).

Le GIEC même ne fait pas mieux, en calculant de manière globale ([WGIII 1.3.1](#)) les facteurs d'évolution des émissions, et met en avant le graphique du résultat en l'incluant dans la [synthèse](#) :

Decomposition of the change in total global CO<sub>2</sub> emissions from fossil fuel combustion by decade



C'est d'autant plus regrettable que les auteurs insistent juste après ([WGIII 1.3.1 p129](#), mais pas dans la synthèse) sur les limites de l'analyse globale et les différences locales importantes, et alors que le reste du rapport (notamment [WGIII 5](#)) propose des décompositions beaucoup plus fines. J'aimerais voir le résultat du calcul par pays, puis additionné à l'échelle mondiale. Voici le celui du GIEC par grande région, où l'on voit déjà une baisse importante du facteur population :



**Figure 5.7** | Four factor decomposition of territorial CO<sub>2</sub> emission from fossil fuel combustion at regional level over 1970–2010. Note that only the bottom-right panel for the World has a different scale for its vertical axis. Data from IEA (2012) and JRC/PBL (2013); based on PPP-adjusted GDP. Regions are defined in Annex II.2.

Il faudrait décomposer plus l'Asie : entre 2000 et 2015, [60% de l'augmentation mondiale des émissions a été en Chine](#). Les émissions chinoises ont augmenté de 151%, la population de seulement 9%.

Il vaut mieux être très prudent avec le concept de “population mondiale”, qui amalgame des situations extrêmement différentes . Même au niveau des pays c'est souvent discutable, par exemple en Inde on va mélanger la famille rurale pauvre à forte natalité avec la famille de classe moyenne urbaine qui consomme de plus en plus mais avec une [fécondité inférieure à la moyenne européenne](#).

## Comment réduire les émissions ?

Nous venons de voir qu'il est très délicat de mesurer la “part de responsabilité” de la population dans les émissions, on ne peut donc pas se contenter de raisonnements simplistes comme “la population est un problème donc il faut la réduire”. Oui, la population mondiale a explosé au XX<sup>e</sup> siècle, c'est un fait et on ne changera pas le passé. La question pertinente est : aujourd'hui, que peut-on faire et pour quel résultat ? Il faut définir des mesures applicables et les évaluer.

Commençons par ce qui semble une évidence : si nous étions deux fois moins nombreux, toutes choses égales par ailleurs, l'humanité émettrait deux fois moins de gaz à effet de serre, et produirait deux fois moins de pollution de manière générale. Ce raisonnement est tellement courant qu'il a pu devenir le scénario d'[un film grand public](#). Cette “évidence” n'est pourtant pas forcément pertinente. Au rythme actuel de croissance des émissions, on atteindrait rapidement le même niveau. On peut douter de la capacité de l'humanité à agir avant

d'être au pied du mur. Il suffirait de "supprimer" les 10% les plus riches pour arriver au même résultat sur les émissions, comme nous l'avons vu plus tôt. Et évidemment, on ne peut pas rayer d'un trait de crayon des êtres humains. Il faut se poser la question des moyens à la fois réalistes et éthiques pour agir sur la démographie et les émissions.

Comment aller plus loin et lier numériquement les émissions et la population ? Nous allons partir d'une équation toute simple, [l'équation de Kaya](#), qui décompose les émissions en fonction des individus<sup>6</sup> :

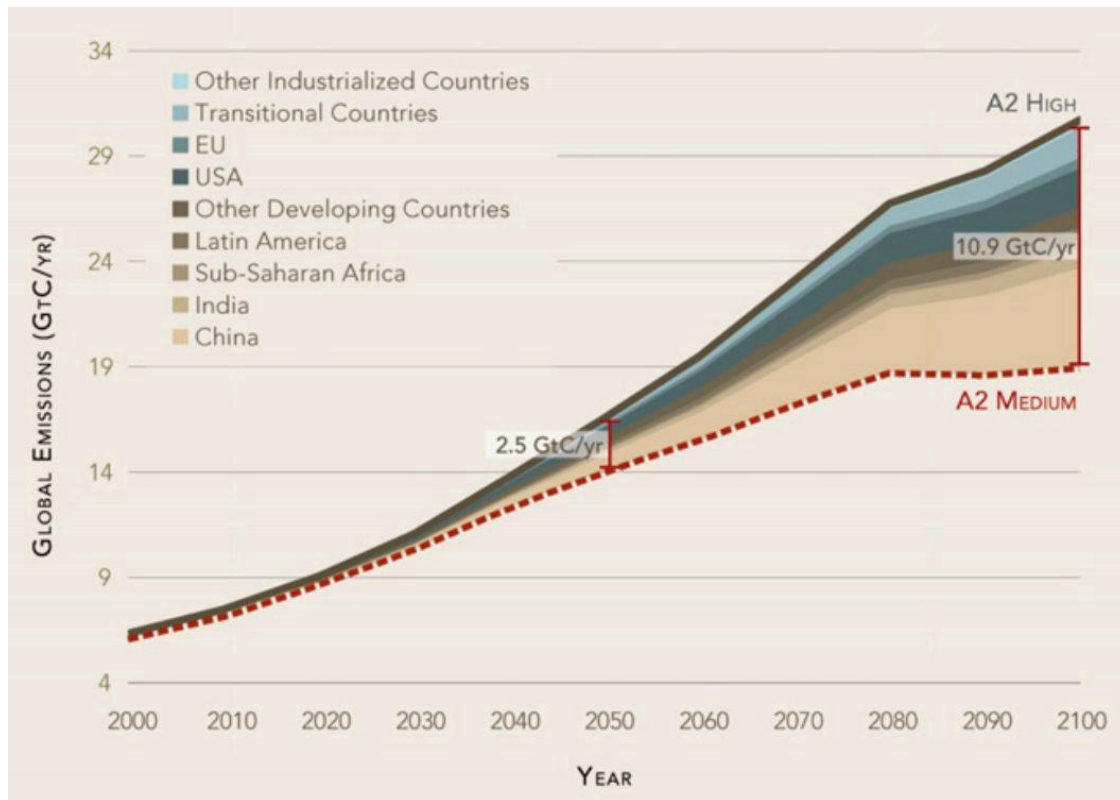
Émissions = nombre de personnes x émissions par personne

C'est une [identité](#), c'est forcément vrai, mais pas forcément pertinent non plus. On peut par exemple décomposer en fonction de la production de tomates, ce sera tout aussi vrai mais sans aucun intérêt. Sur la population et le climat, si le Qatar est en haut du [classement des émissions par habitant](#), ce n'est pas à cause du style de vie décadent de ses habitants ([qui sont à 85% des immigrés précaires de pays pauvres](#)), mais de son [importante industrie gazière](#).

Une conclusion évidente de cette équation est que réduire la population de 10% et les émissions par personne de 10% ont le même effet global. On peut donc s'en servir pour comparer<sup>7</sup>.

Alors, à quel point réduire la population serait-il utile pour le climat ? Pour le savoir il faut simuler les évolutions respectives de la population et des émissions par personne. Je n'ai trouvé qu'une seule étude récente (2010) sur le sujet : "[Global demographic trends and future carbon emissions](#)". C'est l'étude qui est citée partout sur le sujet, mais souvent au [2è](#) ou [3è](#) degré.

Cette étude utilise les [scénarios d'émissions de l'IIASA](#), un modèle économique complexe, et la différence entre les scénarios démographiques haut et moyen de l'ONU. Par contre elle ne compte que le CO2 et pas l'ensemble des gaz à effet de serre, ce qui sous-estime la part des pays à forte natalité (2% au lieu de 3,5%). Après calculs, le résultat de l'étude est une différence de 16% des émissions en 2050 dans un scénario "business as usual"<sup>8</sup> :



Que nous dit exactement ce résultat, et pourquoi la Chine a-t-elle autant de poids, et l'Afrique subsaharienne si peu ? Rappelez-vous le scénario haut de l'ONU, celui qui est obtenu par augmentation générale du taux de fécondité de 0,5. Ce scénario ne correspond à aucune projection plausible ou politique applicable, mais a effectivement beaucoup plus d'effet dans les pays à faible natalité et émissions élevées, comme la Chine, que dans ceux à natalité forte et émissions faibles. Cette étude ne dit donc absolument rien sur la transition démographique ou les marges de manœuvre réelles pour réduire les émissions en agissant sur la population, contrairement à ce que laisse entendre le résumé : “we show that slowing population growth could provide 16–29% of the emissions reductions suggested to be necessary by 2050 to avoid dangerous climate change”. Il faut comprendre “si la fécondité baisse de 0,5 partout dans le monde”, ce qui est donc purement théorique. C'est peut-être clair pour les spécialistes du domaine, mais pas pour le reste du monde. C'est malheureusement la source originale de cet appel de milliers de scientifiques à, entre autres mesures, limiter la population. Voici la chaîne de citations :

- Un article grand public parmi d'autres : [“Earth Needs Fewer People to Beat the Climate Crisis, Scientists Say”](#)
- L'appel initial : [“World Scientists' Warning of a Climate Emergency”](#)
- La source citée dans le chapitre population : [“Global warming policy: Is population left out in the cold?” \(PDF\)](#), écrite en 2018 par Brian O'Neill et un autre auteur dans Science, soit un article de vulgarisation plutôt qu'une étude originale. Cet article cite une seule source sur l'impact de la démographie sur les émissions futures :
- [“Demographic change and carbon dioxide emissions”](#) écrite en 2012 par Brian O'Neill et d'autres auteurs. Cet article propose des mesures de corrélations a posteriori entre population et émissions passées, pour le futur une seule étude est décrite et citée :
- [“Global demographic trends and future carbon emissions”](#) publiée en 2010 par Brian O'Neill, que nous venons de détailler ci-dessus.

Il ne faut pas y voir de complot ou de plan diabolique de Brian O'Neill, plutôt un jeu de “téléphone arabe” qui surinterprète de plus en plus un résultat scientifique initial limité. Ironiquement l'article grand public a le pire titre mais est plus juste sur le fond, en appelant à une réduction générale de population sans mentionner la

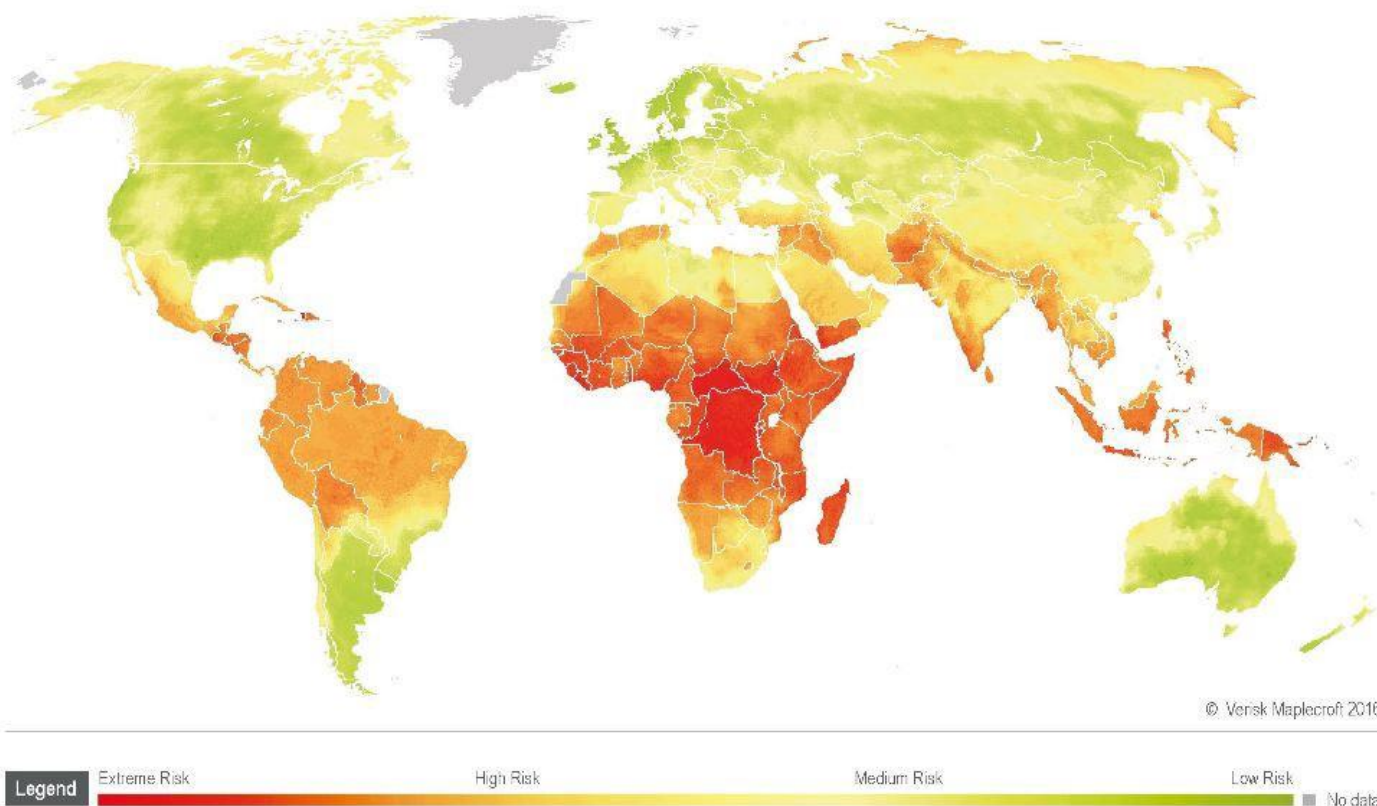
transition démographique. L'appel qui ne l'écrit pas explicitement non plus évoque des moyens d'action qui sont exactement ceux de la transition démographique. L'article le plus fallacieux de cette chaîne est probablement celui de Science, qui s'emploie à ne pas utiliser une seule fois le terme "transition démographique"<sup>9</sup> alors qu'il ne décrit que des pays à forte fécondité, et fait comme si ces pays étaient concernés par les réductions d'émissions évoquées (l'auteur est le même et devrait connaître cette limite de son résultat précédent). Cet article reconnaît pourtant, sans aller plus loin, que les émissions par personne sont faibles là où des mesures démographiques classiques peuvent baisser la natalité. Il y a une autre occasion manquée dans l'article de 2012, qui note que certaines mesures sur la transition démographique résulteraient en une baisse de la fécondité proche du 0,5 de variation des scénarios de l'ONU. Pourquoi alors ne pas reprendre le calcul de 2010 en l'appliquant uniquement aux pays concernés ? Je vais donc le faire très approximativement (le tableau de données n'étant plus disponible il faut mesurer les pixels sur le graphique et extrapoler l'Afrique) : ce sera autour de 1% de réduction des émissions totales. Ce n'est pas nul, mais ça ne mérite probablement pas d'être en tête des priorités<sup>10</sup>.

[Drawdown](#) est tout aussi mauvais sur le sujet : il prend de même la différence entre les scénarios haut et moyen (tout en reconnaissant cette construction comme arbitraire sur le site). Il divise ensuite en deux l'effet entre le planning familial et l'éducation des filles (alors qu'il existe une littérature abondante sur les nombreux facteurs de la transition démographique). Le total arrive second dans la "[liste des solutions](#)", alimentant l'illusion que la transition démographique est un enjeu prioritaire pour le climat. Non, la fécondité dans les pays riches, qui sont les principaux émetteurs, ne sera pas réduite de 0,5 en augmentant [l'éducation des filles](#) et le [planning familial](#).

Nous avons calculé précédemment que les pays en cours de transition démographique représentent autour de 3,5% de l'ensemble des émissions mondiales. Les [scénarios de l'IIASA](#) utilisés dans l'étude précédente prévoient une croissance économique forte pour ces pays, mais ne rattrapant pas du tout les pays développés, qui continuent aussi leur croissance. Les chiffres ne sont pas détaillés par pays, mais l'Afrique dans son ensemble passe de 6% des émissions de CO2 mondiales (dont 1% pour l'Afrique intertropicale, celle à forte natalité aujourd'hui) à 8% en 2050. Quelle que soit la marge de manœuvre sur la transition démographique, la différence en termes d'émissions sera faible. Nous avons beau avoir peur du rattrapage de notre niveau de vie non soutenable par les pays moins développés, il est beaucoup trop lent aujourd'hui, et probablement dans le futur proche. C'est d'ailleurs l'explication principale à la lenteur de sa transition démographique : [l'Afrique intertropicale ne se développe pas assez vite](#).

## **Faut-il aider les pays pauvres à accélérer leur transition démographique ?**

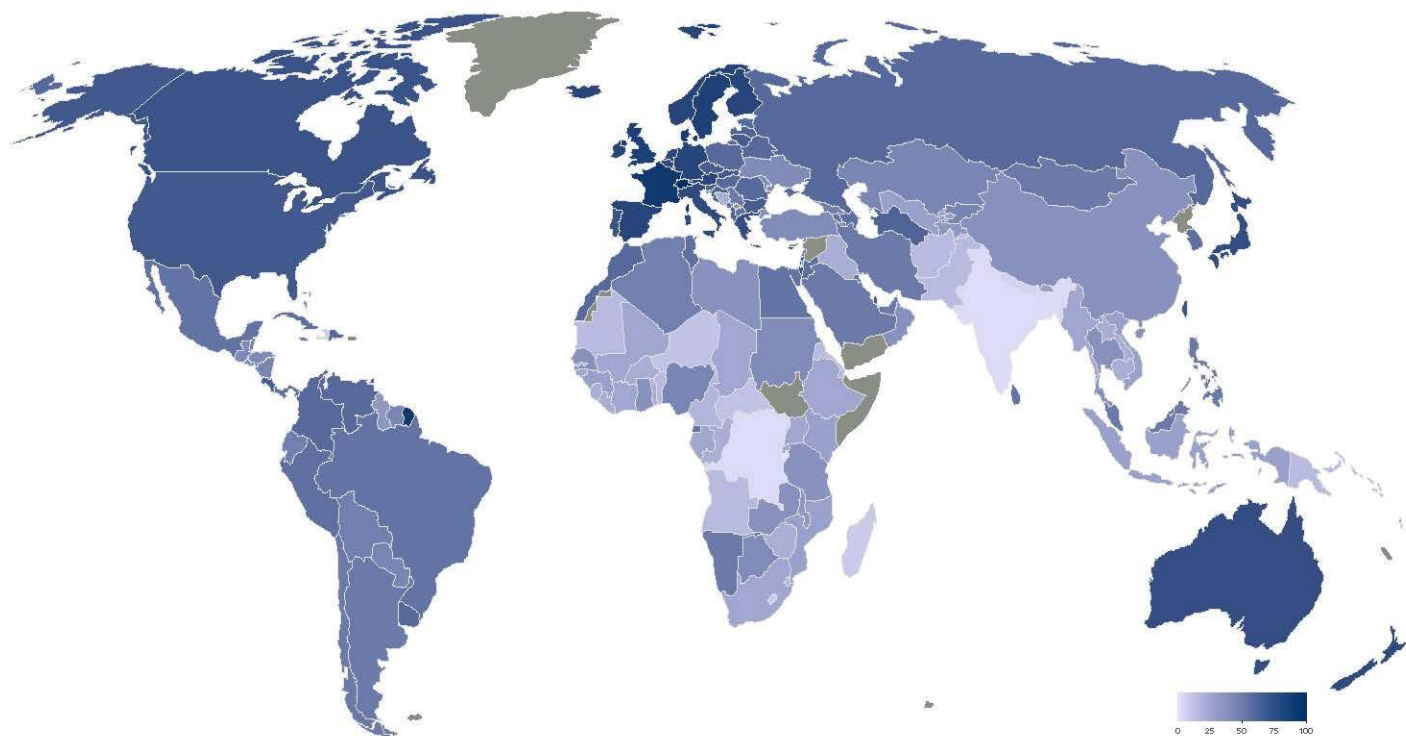
Nous venons de voir que la transition démographique des "pays pauvres" est en fait un problème très secondaire pour les émissions de gaz à effet de serre, mais ces pays seront aussi [les plus fragiles](#) face au réchauffement climatique, et une population plus élevée [amplifiera les difficultés](#). C'est particulièrement le cas au [Sahel](#), qui souffre déjà particulièrement de [la combinaison du changement climatique et de la pression démographique](#).



La population reste un facteur critique quand on élargit le problème à l'ensemble de l'environnement, notamment l'eau, les sols, la déforestation, [la biodiversité](#), les déchets ... En particulier on trouve dans ces domaines des écarts moins grands entre "riches" et "pauvres" que pour les émissions<sup>11</sup> :

| Mesure                | Source               | USA     | France  | Niger   | USA / Niger | France / Niger |
|-----------------------|----------------------|---------|---------|---------|-------------|----------------|
| Emissions CO2         | EDGAR                | 16.1 t  | 5 t     | 0.1 t   | 161         | 50             |
| Emissions GHG         | EDGAR                | 20.14 t | 6.98 t  | 1.61 t  | 12.5        | 4.3            |
| Empreinte écologique  | footprintnetwork.org | 8.1 gha | 4.4 gha | 1.7 gha | 4.8         | 2.6            |
| Perte de biodiversité | Wilting et al., 2017 | 2.5 MSA | 1.3 MSA | 0.7 MSA | 3.6         | 1.9            |
| Empreinte eau         | Hoekstra et al. 2012 | 2842 m3 | 1800 m3 | 3519 m3 | 0.8         | 0.5            |

On a beau calculer que l'Afrique est en moyenne nettement moins dense que l'Europe, si l'on enlève les déserts, [la densité des espaces habités n'en est pas si loin](#), et l'expansion humaine se fera au détriment d'espaces naturels, notamment des forêts. Beaucoup de pays en cours de transition démographique manquent déjà d'eau, de production agricole, et dégradent rapidement leurs écosystèmes :



Il faut donc bien aider les pays pauvres à réaliser leur transition démographique, mais d'abord pour eux et leurs environnements, pas pour réduire le réchauffement climatique. On évite au passage les relents néocolonialistes du discours tristement courant "il faut d'abord limiter les naissances dans les pays pauvres plutôt que réduire notre train de vie"<sup>12</sup>. C'est d'autant plus intéressant que dans ces pays la réduction de la croissance démographique [devrait aussi se traduire par un enrichissement](#), contrairement à la plupart des mesures écologiques dans les pays riches. Il y a aussi une "victoire facile" (mais non suffisante) : il suffirait de [6 Md\\$ par an](#) pour rendre la contraception largement disponible partout dans le monde, pour environ 20 millions de naissances en moins chaque année.

### Faut-il contrôler la population dans les pays riches ?

Nous avons vu que les pays riches sont responsables de la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre, donc y réduire la population aurait un effet important, d'autant plus si la réduction touche des individus riches. La grande difficulté est de savoir comment, pour quelle acceptabilité politique, quel résultat, et quelle échéance.

Pour les pays en début de transition démographique on connaît les principales politiques, mais elles font l'unanimité et sont déjà appliquées dans la majorité des cas (dans la limite des moyens souvent réduits des états concernés). Il est possible de les amplifier mais il n'y aura pas de miracle : le développement prend du temps. Quelques rares mesures à court terme peuvent être [efficaces](#) mais non suffisantes, par exemple [en Afrique 1/4 des femmes souhaitent des moyens de contraception mais n'y ont pas accès](#). La limitation autoritaire du nombre d'enfants [n'a été adoptée que par deux pays dans le monde, la Chine et le Vietnam](#). Le débat [reste ouvert](#) sur l'efficacité réelle de la politique de l'enfant unique en Chine, la fécondité ayant surtout baissé avant.

Pour les pays en fin de transition ou après, la grande majorité, c'est beaucoup plus compliqué : les mesures à la fois consensuelles et efficaces sont épuisées. Le niveau d'éducation est déjà élevé, les femmes plutôt bien intégrées au marché du travail, les retraites sont assurées, les moyens de contraception largement disponibles ... d'ailleurs le taux de fécondité continue toujours à diminuer dans la plupart de ces pays, souvent nettement sous le seuil de renouvellement des générations. Pour diminuer la fécondité il ne reste que les changements culturels et les mesures autoritaires. Les premiers sont très lents et inégalement répartis, les seconds très loin d'être acceptables politiquement aujourd'hui<sup>13</sup>. La transition démographique a été très rapide dans certains pays ([par](#)

[ex l'Iran](#)) mais il semble beaucoup plus facile de convaincre les gens de passer de 6 à 2 enfants que de 2 à 1 ou 0.

Quel serait l'effet d'une limitation des naissances, qu'elle arrive volontairement ou autoritairement ? Je n'ai trouvé qu'un [calcul au niveau mondial](#), mais on peut calculer rapidement un ordre de grandeur pour la France (si un démographe me lit et dispose de séries de naissances par rang qu'il n'hésite pas à me les indiquer). Le nombre d'enfants par famille est disponible sur [le site de l'INSEE](#) (il faut extrapoler le détail des familles de 4 enfants et plus). Interdire les enfants au dessus de 2 reviendrait à diminuer de 13% le nombre total d'enfants dans les familles. Ce chiffre est en baisse rapide, le recensement précédent donnait 15%, j'estime donc que cela reviendrait à baisser les naissances autour de 10% aujourd'hui. Ce faible chiffre n'est pas surprenant, avec un taux de fécondité moyen de 1,9 il n'y a pas beaucoup d'enfants au dessus de 2. Il ne reste plus qu'à comparer ce scénario sur le [simulateur de l'INED](#) (en mode simulation libre) avec celui sans modification.



Résultat : -5% de population en 2050. Cela ne nous amène pas bien loin, et encore le calcul a été large. Le taux de fécondité étant en baisse le nombre d'enfants au dessus de 2 continuera à baisser, et on a oublié tous les détails embêtants comme les jumeaux et autres naissances multiples, les familles séparées ou recomposées, ou les enfants des viols, [sujet explosif au Royaume-Uni qui a réduit les allocations au dessus de 2 enfants](#).

Quid donc des réductions d'allocations [promues par certains](#) ? Ce sera en tout cas moins de 5%. Le gouvernement britannique [n'a pas donné d'estimation des effets](#) prévus sur la démographie, mais cite [une étude sur la forte augmentation des allocations en 1999](#). On mesure une augmentation de la fécondité de 15%, mais qui concerne uniquement les 20% les plus pauvres de la population, soit une augmentation du taux de fécondité total de 3%. En simulant une réduction équivalente on arrive à un ordre de grandeur de 2% de population en moins en 2050.

Pour obtenir un effet non négligeable il faut passer à la politique de l'enfant unique, en sachant que la réduction des allocations au Royaume-Uni [est déjà extrêmement impopulaire](#). Dans ce cas on arrive à une réduction de la population d'environ 19% en 2050, par contre bienvenue dans un monde sans jeunesse<sup>14</sup> :

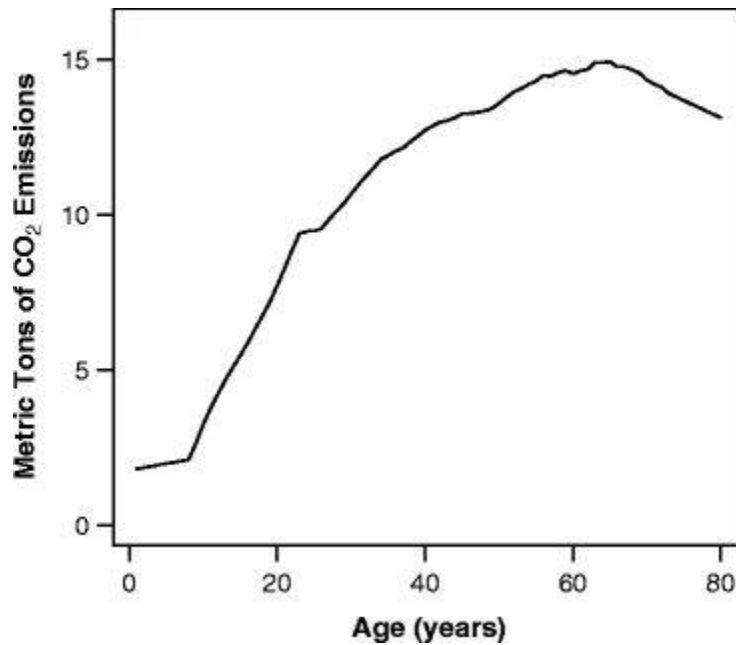


Et par curiosité, que se passerait-il si tout le monde renonçait à avoir des enfants ? Une réduction de 36% de la population en 2050.

Bref, je doute fortement de la possibilité politique de réduire nettement et rapidement la population en agissant sur la natalité en France, et plus largement dans les pays riches ayant fini leur transition démographique.

[L'autre "possibilité"](#) reste une augmentation forte de la mortalité par guerres, famines et maladies, que personne ne souhaite. Rappelons que ces événements ne sont pas simplement une "réduction numérique" de la population, mais détruisent profondément la société. C'est d'ailleurs ce qui risque d'arriver dans cette Afrique dont l'explosion démographique annoncée [fait trembler dans les chaumières](#), mais qui reste le continent le plus fragile [économiquement](#), [politiquement](#) et [écologiquement](#).

Attention, si on applique directement le résultat de ces calculs à l'équation de Kaya on fait comme si tous les individus avaient la même empreinte carbone, alors qu'en pratique elle varie très fortement par revenu et par âge, et se révèle notamment beaucoup plus faible pour les enfants et jeunes :



Ces pourcentages de réduction que nous avons obtenus vont donc nettement surestimer la réduction des émissions associée.

### Alors, quelles mesures concrètes pour réduire les émissions ?

Nous allons les calculer en France pour essayer d'atteindre l'objectif de [neutralité en carbone en 2050](#), ce qui nécessite de diviser nos émissions totales environ par 7 (l'objectif du gouvernement français est entre 6 et 8). On arrive au chiffre facile à retenir d'une tonne équivalent CO<sub>2</sub> par habitant et par an, soit [le niveau aujourd'hui du Bangladesh ou de Madagascar](#)<sup>15</sup>. Diviser par 7 en 30 ans c'est réduire d'un peu plus de 6% par an, et encore on ne compte pas les importations, qui augmentent de 50% le bilan carbone du français moyen (soit une division par 12 pour atteindre la neutralité carbone).

Faut-il regarder plus tard que 2050, quand les mesures démographiques auront plus d'effet<sup>16</sup> ? Il n'y a pas de "vérité scientifique" sur la question mais j'y suis fortement opposé, pour plusieurs raisons:

- L'environnement n'attend pas, il se dégrade déjà très rapidement, avec une inertie importante et des risques d'emballement
- Plus on regarde loin dans le temps, plus l'évolution du monde est incertaine, et plus on risque des catastrophes qui changeront fondamentalement l'équation
- Plus on regarde loin dans le temps, plus on souffre des effets négatifs de mesures démographiques radicales, comme une population majoritairement âgée
- [La simulation pour 2100 à l'échelle mondiale ne trouve pas d'effet notable](#)

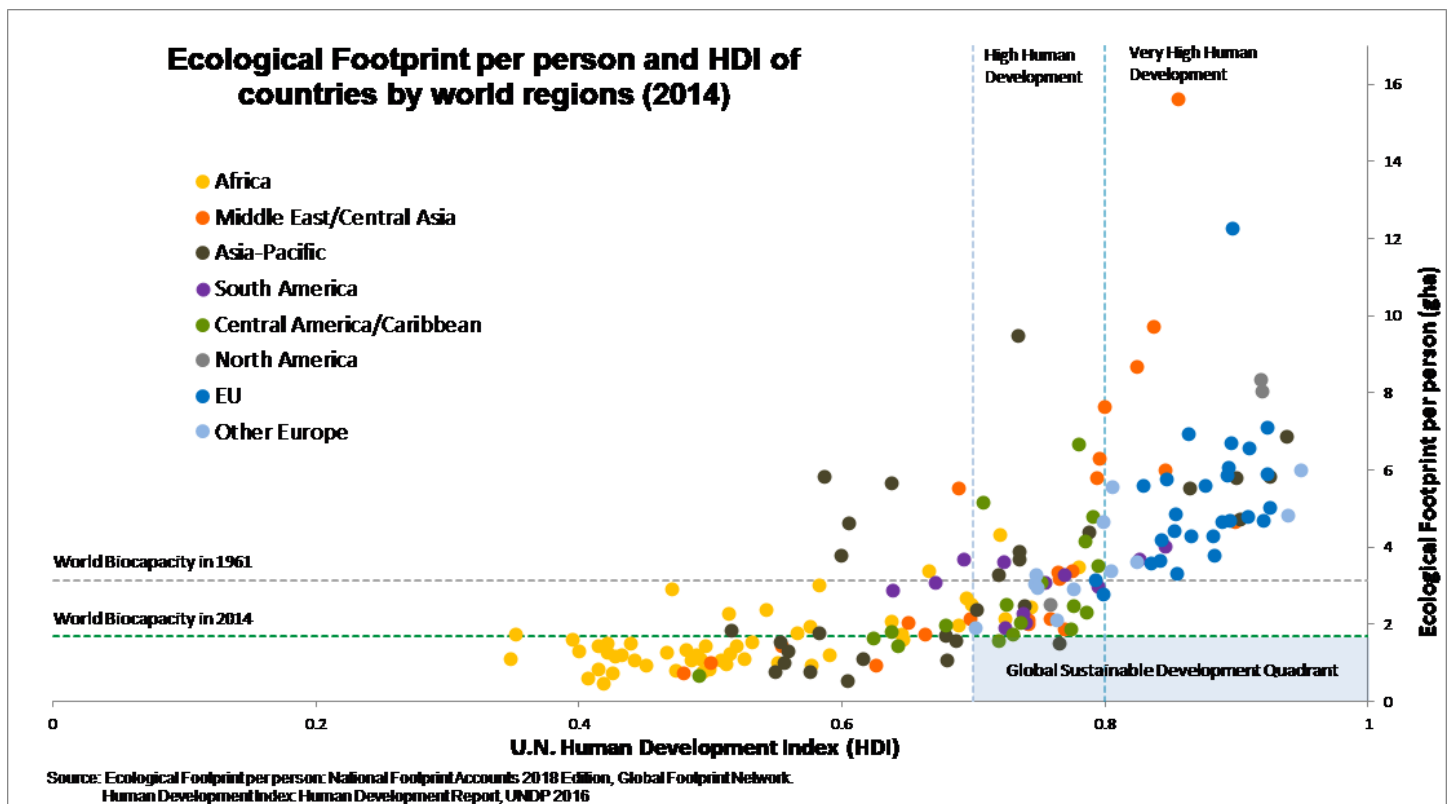
On l'a vu, il n'y aura pas de mesure consensuelle sur la démographie, et des [politiques impopulaires](#) comme les allocations dégressives ou même la limite à deux enfants auront un effet très réduit (-5% en 2050). Même la mesure la plus radicale qui soit, interdire entièrement les enfants, ne réduit la population française que de 36% en 2050. Je ne vois pas comment faire plus sans tuer des gens, et il resterait à diviser les émissions individuelles par 4,5 (-78%) après cette mesure si on considère (généreusement) que cela réduit d'autant les émissions. Ne nous voilons pas la face : l'immense majorité de l'effort doit porter sur les émissions par personne, quelle que soit l'évolution de la population et ce, même si l'humanité renonce demain aux enfants. Et pour diviser ces émissions par 4, 7 ou 12 pas de miracle, les petites améliorations sont très loin de faire le compte, il faudra des [changements profonds de notre mode de vie](#) et de notre système économique. Rappelons qu'une tonne de CO<sub>2</sub> par personne et par an c'est le Bangladesh ou Madagascar.

Il n'y a pas non plus de "vérité scientifique" sur la facilité à mettre en place telle ou telle mesure, mais je vous laisse juger en comparant mes estimations en France avec [les mesures proposées par le Shift Project](#) pour l'Europe, que j'ai recalculées par rapport aux émissions totales<sup>22</sup> :

| <b>Mesure démographique</b>                        | <b>Réduction</b> |
|----------------------------------------------------|------------------|
| Aucun enfant                                       | -36 %            |
| Enfant unique                                      | -19 %            |
| Interdiction des enfants au dessus de 2            | -5 %             |
| Suppression des allocations au dessus de 2 enfants | -2 %             |
| <b>Mesure Shift Project</b>                        | <b>Réduction</b> |
| Fermer les centrales à charbon                     | -18 %            |
| Rénover les logements anciens                      | -13 %            |
| Voiture à moins de 2L / 100km                      | -11 %            |
| Trains rapides                                     | -7 %             |
| Industrie lourde post-carbone                      | -5 %             |
| Transport urbain propre                            | -5 %             |
| Agriculture durable                                | -4 %             |

Aujourd'hui il me semble plus facile politiquement de fermer les centrales à charbon que mettre en place l'enfant unique, qui semble très loin d'être acceptable. L'interdiction totale des enfants ne le sera probablement jamais. Convaincre les gens semble très lent, mais je suis preneur de plus de sources sur la question. La seule mesure mise en place dans des pays riches, la suppression des allocations au dessus de 2 enfants, est déjà extrêmement impopulaire alors qu'elle n'est pas coercitive.

Est-ce que les mesures pour arriver à la neutralité carbone sont si radicales qu'elles nous feraient revenir au Moyen-âge, ce qui pourrait laisser préférer une limitation des enfants pour l'atténuer ? [Pas vraiment](#). Cela va seulement augmenter fortement un certain nombre de coûts (notamment énergie et transport), ce qui devrait provoquer une [décroissance générale du PIB](#) et en particulier des secteurs les plus polluants. Il y a eu peu de réduction des émissions aujourd'hui, par contre en élargissant à l'[empreinte écologique](#) il y a déjà des pays soutenables avec un [indice de développement humain](#) élevé. Les stars de ces classements sont des pays inattendus comme le [Costa Rica](#) ou [Cuba](#):

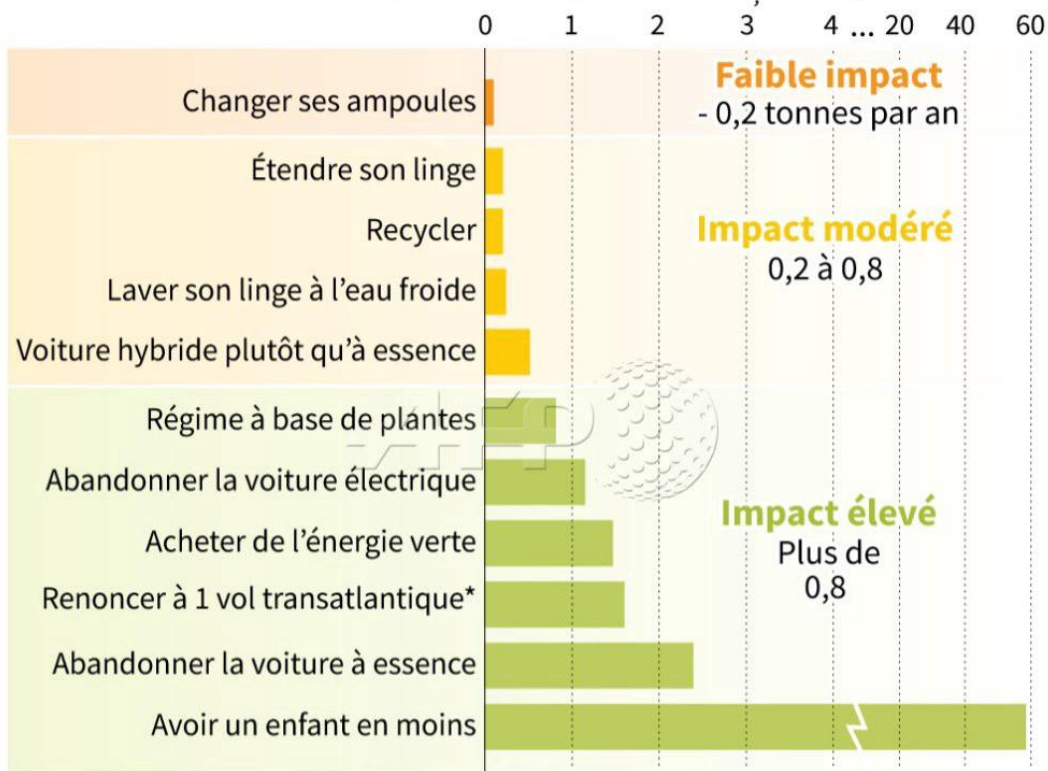


## Que faire en tant qu'individu dans un pays riche ?

A titre personnel, faut-il renoncer aux enfants pour réduire son empreinte carbone ? Vous avez sans-doute entendu parler de l'héritage carbone sans connaître son nom , par exemple dans ce graphique de l'AFP :

# Réduire son empreinte carbone

Réductions des émissions (en tonnes équivalent CO<sup>2</sup> par an)



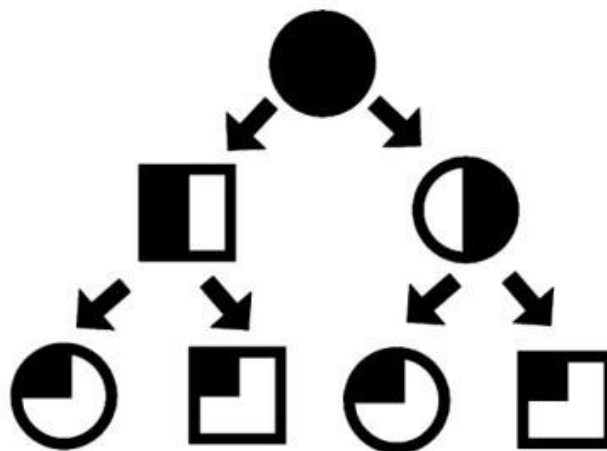
Source : Environmental Research Letters

\*(A/R)

© AFP

Avoir un enfant semble de très loin la pire chose qu'on puisse faire pour le climat. Comment est calculé ce chiffre, tiré d'une [publication scientifique de 2017 particulièrement populaire](#) ? [Il vient d'une autre étude](#), datant de 2008, dont nous allons présenter et analyser ici le raisonnement.

Les auteurs ont choisi de considérer qu'un individu est responsable de la moitié des émissions de son enfant (estimées sur toute sa vie), 1/4 de son petit enfant, 1/8 de la génération suivante, 1/16, 1/32 ... Si chacun a deux enfants :



Ces émissions sont additionnées jusqu'à la fin des temps, à partir d'évolutions estimées des taux de fécondité et des émissions de gaz à effet de serre. Le total est appelé "héritage carbone", et correspond à la part d'émissions futures dont le parent est "responsable".

Ce principe pose déjà plusieurs problèmes fondamentaux :

- La responsabilité est un concept flou qu'on peut interpréter de multiples façons. Est-on responsable de tout ce qu'on peut empêcher ? De toutes les chaînes causales auxquelles on participe, sans critère de temps, de proximité ou d'intention ? Faut-il compter plusieurs fois le chiffre (toutes mes générations d'ancêtres seraient chacune 100% responsables de mes émissions) ou partager la responsabilité ? Si oui, selon quelle formule ? L'article n'évoque même pas ces questions et choisit la formule maximaliste sans une seule considération éthique. C'est d'autant plus douteux que pour moi la répartition "de bon sens" est de considérer qu'on est le responsable principal des émissions de ses enfants pendant leur enfance uniquement, et qu'après ils sont responsables à la fois de leurs propres émissions et de leurs choix d'avoir des enfants. Non, mes parents ne sont pas responsables du bilan carbone de mes vacances à Bali. Donc pas d'héritage carbone à compter pour les générations suivantes.
- Calculer un total ne fait pas que les émissions futures de mes éventuels arrière-petits-enfants contribuent à l'effet de serre aujourd'hui. Pour notre objectif de neutralité carbone en 2050 elles ne comptent pas non plus. Ce calcul est à la fois sur le long terme et purement théorique. Cela n'a donc aucun sens de le comparer avec les bilans carbone habituels, comme sur le graphique de l'AFP. Ceux-ci concernent des émissions réellement réalisées aujourd'hui ou prévues à court terme, qui auront donc vraiment un effet sur l'évolution du climat.
- Il faut modéliser la population et les émissions jusqu'à la fin des temps pour calculer le total. Évidemment personne ne les connaît, on a déjà bien du mal à prévoir ce qui se passera dans le futur proche. C'est d'autant plus critique que le mode de calcul donne autant d'importance au futur lointain qu'à aujourd'hui (les chiffres ne sont pas [actualisés](#)).

Vous vous êtes sans doute rendu compte que dans le schéma plus haut chaque génération a un total d'émissions d'une personne. Si votre descendance continue à se reproduire en assurant le renouvellement, on additionne une vie d'émissions pour chaque génération jusqu'à la fin de l'humanité ... Pour éviter d'obtenir un total infini ou ridiculement grand (jusqu'à [la fin du soleil](#) ? [Des atomes](#) ?), ce qui ne serait pas très crédible, il faut soit que les émissions deviennent nulles, soit que l'humanité s'éteigne progressivement.

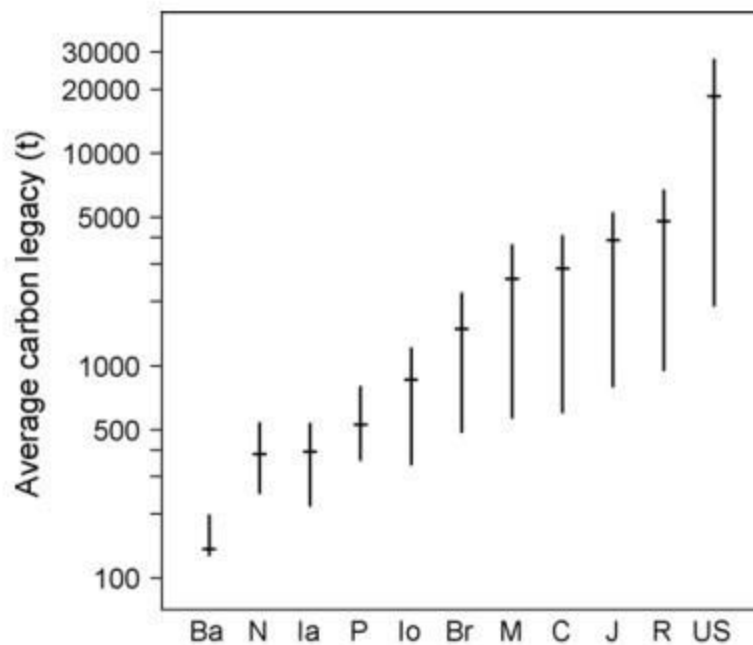
Les auteurs choisissent une hypothèse d'un des modèles démographiques de l'ONU : la fécondité va converger à 1,85 enfants par femme dans tous les pays en 2050, et ils considèrent qu'elle restera à ce niveau jusqu'à la fin des temps. Problème : ce chiffre n'est qu'une hypothèse pour réaliser des projections à court terme, et n'a aucun sens à long terme, pour lequel personne n'a de boule de cristal. Les auteurs ne l'indiquent pas, mais il a été choisi car il a l'avantage de faire diminuer la population et donc d'obtenir un résultat fini, ce qui implique aussi une extinction progressive de l'humanité.

Pour les émissions par personne ils évaluent trois scénarios :

- la réduction régulière des émissions jusqu'à 0,5t de CO<sub>2</sub> par personne et par an en 2100, stables par la suite (bon ordre de grandeur pour les objectifs pris depuis avec les accords de Paris)
- des émissions constantes jusqu'à la fin des temps (difficilement imaginable pour des raisons géologiques, à l'opposé de nos objectifs politiques, et scénario qui se termine [rapidement et très mal](#))
- une augmentation régulière et infinie des émissions (encore moins imaginable)(mais pas assez rapide pour compenser la décroissance de la population, sinon le résultat serait infini)

Seul le premier scénario semble tenir la route, c'est pourtant le second scénario, celui des émissions constantes jusqu'à la fin des temps, qui est mis en avant et présenté dans le résumé, en tant que ["scénario moyen"](#).

Voici le résultat du calcul pour les pays étudiés :



L'échelle est logarithmique et le chiffre par femme, à diviser par deux pour obtenir le résultat par parent. La barre horizontale au milieu est le scénario "émissions constantes", soit 9 441 tonnes de CO2 par enfant et par parent aux États-Unis. Pour comparaison l'empreinte carbone de l'Américain moyen est autour de [19t par an](#). Le scénario aux émissions décroissantes aboutit à 562 tonnes, soit 17 fois moins.

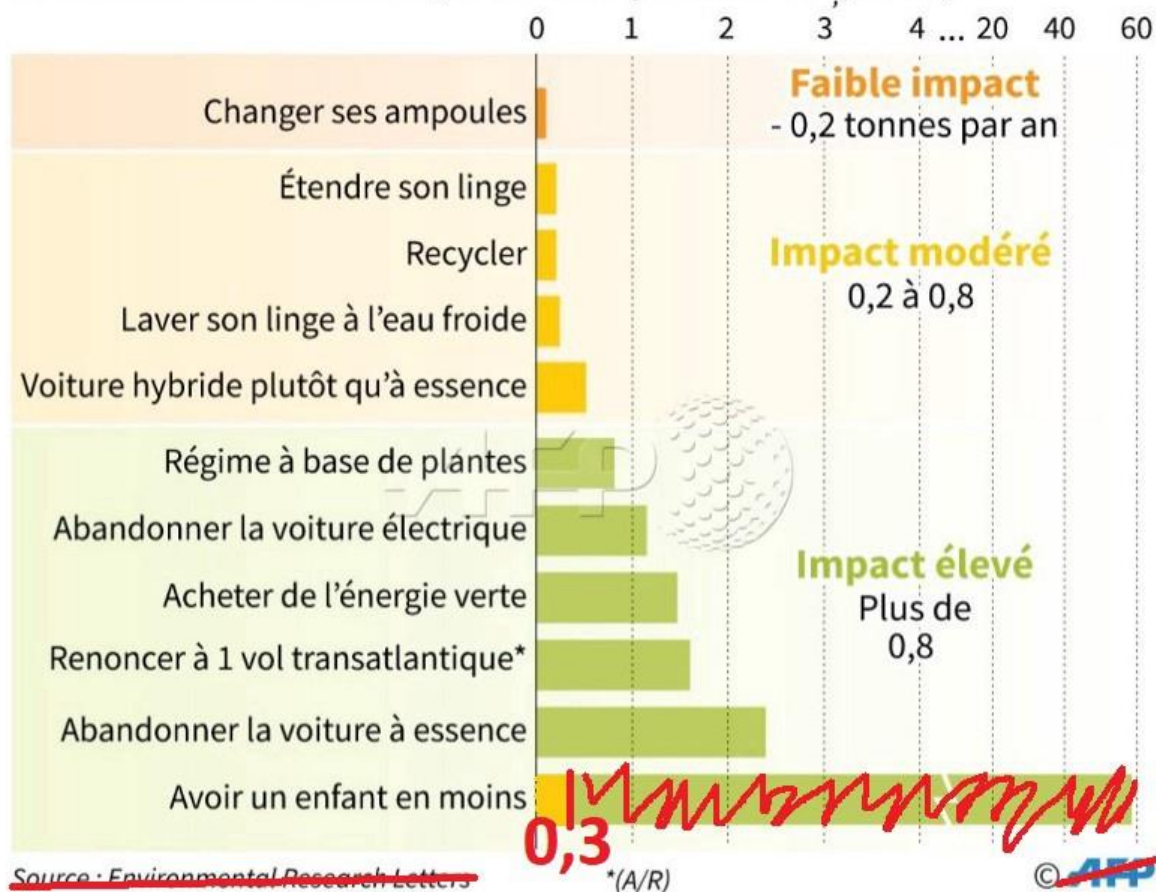
Reprenons : le principe du calcul souffre de défauts fondamentaux rédhibitoires et ses hypothèses sont des estimations absurdes de population et d'émissions jusqu'à la fin des temps. Tout cela nous donne le résultat gigantesque de 9 441t, qui n'a rien à voir avec les chiffres de bilans carbone que nous utilisons d'habitude. Il est donc d'autant plus absurde de les comparer, comme l'étude initiale sur l'impact carbone le fait. Bref, il vaut mieux oublier ce concept d'héritage carbone qui n'a aucune valeur pratique et n'aurait jamais dû sortir du monde de la recherche.

Par ailleurs il n'y a pas d'"enfant moyen". Si je nourris mes enfants de steaks et les emmène tous les week-ends en avion, leur impact sera beaucoup plus élevé que si je transitionne vers un mode de vie plus soutenable. Un parent est directement responsable de l'impact écologique de ses enfants pendant environ 20 ans, et d'une bonne partie de ses habitudes de mode de vie pour la suite.

Quelle serait l'empreinte carbone des 20 premières années d'un enfant né demain, en partant de [la même répartition par âge qu'aujourd'hui](#) et en considérant que les émissions diminueront de 6% par an ? Autour de 51t, 26t par parent, à comparer aux 9441t de l'étude initiale. En utilisant le même mode de calcul que l'étude initiale (divisé par 80 ans car ~~un chiffre trop élevé serait peu crédible~~ avoir un enfant est une décision sur l'ensemble de la vie), je vous propose donc ce graphique corrigé (qui est évidemment indicatif, il n'y aura pas de vérité scientifique sur le concept de responsabilité, ni de boule de cristal pour les émissions futures) :

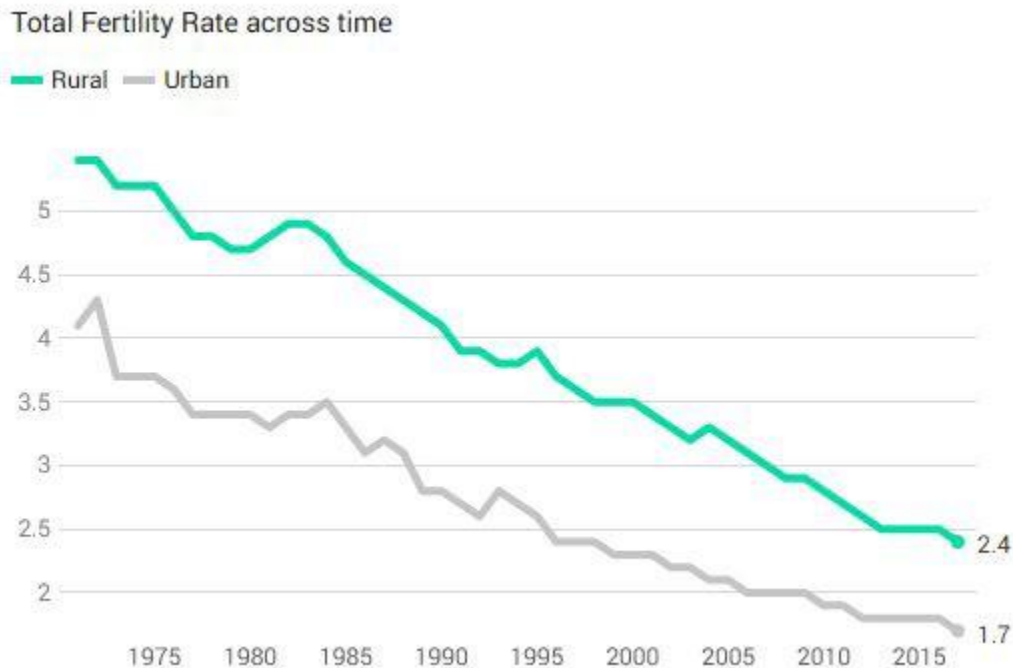
# Réduire son empreinte carbone

Réductions des émissions (en tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an)



## Et les autres pays ?

Nous nous sommes penchés sur les pays "pauvres" et "riches", raccourci pour désigner les pays en cours de transition démographique (fécondité > 3,4, 2% des émissions mondiales) et ceux ayant fini leur transition (fécondité ≤ 2,1, 80% des émissions mondiales). Qu'en est-il de tous les autres, cela change-t-il la donne ? En particulier l'Inde, pour 7% des émissions mondiales ? Lorsqu'on la regarde plus en détail, il y a en fait une Inde urbaine ("riche") qui concentre [la majorité des émissions](#) mais avec un taux de fécondité bas, et une Inde rurale ("pauvre") avec peu d'émissions et une fécondité plus élevée :



Notre dichotomie un peu simpliste s'applique donc toujours dans ce cas. Je n'ai pas trouvé de données récentes aussi précises pour les autres grands pays concernés mais il est probable qu'on aura des situations similaires. En tout cas il n'y a pas de pays avec à la fois une fécondité élevée (où des mesures pour la transition démographique seront efficaces) et de fortes émissions (où la réduction de population aura un effet important sur les émissions mondiales).

## Et les migrations ?

Augmente-t-on les émissions en "transformant" un habitant d'un pays pauvre peu polluant en habitant d'un pays riche plus polluant ? Le sujet sent le soufre car c'est principalement [l'extrême droite](#) qui [s'en inquiète](#) ([mais pas seulement](#)). Je n'ai pas trouvé d'étude sur le sujet et beaucoup de chiffres manquent, mais un certain nombre d'éléments peuvent nous éclairer.

Déjà, seuls [1/3 des migrants](#) quittent un pays pauvre pour un pays riche, notamment car migrer loin coûte cher. Pas de chiffres sur le niveau de vie, mais [un tiers des migrants dans les pays riches a un niveau d'études élevé, un tiers faible](#). Un migrant peut aussi être riche dans son pays d'origine (au dessus de la moyenne des émissions) et pauvre dans son pays d'arrivée (en dessous de la moyenne). Aujourd'hui le solde migratoire en France est modeste, [+58 000 en 2018, contre +144 000 de solde naturel \(différence entre naissances et décès\)](#), soit 0,1% de la population chaque année<sup>17</sup>. Dans l'ensemble des pays développés le total de migrants présents augmente au rythme de [2 millions par an](#), sans déduire les émigrants. C'est, là aussi, peu par rapport à la population (plus d'un milliard, soit moins de 0,2% par an). Tous ces indices laissent penser que le problème est marginal aujourd'hui, et concordent avec les [conclusions des démographes](#) sur la faible importance des "migrations de la misère vers la richesse". Les chiffres sont encore plus clairs pour [les réfugiés](#), qui vont dans leur immense majorité dans les pays voisins.

"Et l'avenir ?" me répondez-vous, avec ses centaines de millions de réfugiés climatiques ? Peut-être ([plus probablement ils vont rester dans le même pays ou les pays voisins](#)), sauf si les pays riches font ce qu'ils devraient faire de toute façon : nettement baisser leurs émissions par personne. Dans ce cas la différence d'émissions sera beaucoup plus faible, ou même nulle. Répétons une dernière fois que la neutralité carbone en 2050 cela correspond aux émissions par personne (une tonne équivalent CO<sub>2</sub>) du Bangladesh, source future probable de nombreux réfugiés climatiques. Le bengali qui émigre dans la future France neutre en carbone

n'augmente pas ses émissions. Rappelons aussi que [les 10% les plus riches sont responsables de 50% du réchauffement climatique](#) et me semblent donc avoir une responsabilité morale d'accueillir les victimes de leurs émissions, en particulier les plus pauvres, qui sont [à la fois les moins responsables et ceux qui en souffrent le plus](#).

## Et l'effondrement ?

Je ne me prononcerai pas ici sur une raison éthique valable pour ne pas vouloir d'enfants : penser que nos existences vont nettement empirer, peut-être même que le monde va s'effondrer dans d'atroces souffrances et vouloir leur éviter ce destin désagréable. Le sujet éthique est très délicat : toute vie "mérite"-t-elle d'être vécue, même dans des conditions difficiles ? Jusqu'où ? A titre personnel aujourd'hui je ne crois pas à l'inéluctabilité d'un effondrement, et encore moins à ce qu'il soit général et brutal, mais le risque n'est pas nul. Ce vaste sujet mérite un ou plusieurs articles. Par contre dans ce cas, si par exemple [75% de l'humanité meurent d'ici 2060](#), la démographie ou l'empreinte carbone individuelle aujourd'hui n'ont aucune importance, tout sera balayé par l'effondrement<sup>18</sup>.

## Y a-t-il une population soutenable maximale ?

On peut trouver [des estimations](#) variant entre 1 et 40 milliards selon les hypothèses, qui sont très prospectives et donc difficiles à évaluer ([et reflètent en général les préférences politiques de leurs auteurs quant à la population](#)). Les [réflexions sur une "population optimale"](#) sont encore plus discutables. La grande inconnue est le "confort" dont nous serions prêts à nous passer, car il reste encore un peu de marge sur les besoins vitaux. Il est possible de [nourrir sainement 10 milliards d'humains, de manière soutenable](#) avec la technologie actuelle. Ce ne sera pas simple, il s'agit de transformer profondément la majorité de l'agriculture mondiale, réduire nettement la consommation de viande, le gaspillage et l'utilisation de combustibles fossiles, mais c'est possible et on sait le faire. Les études citées semblent même prendre en compte les premiers effets prévus de la dégradation actuelle de l'environnement sur les rendements agricoles, mais évidemment plus on continue à le détruire plus cela devient difficile (comme dit précédemment, nous devons agir rapidement).

On peut probablement aller beaucoup plus haut avec plus d'efforts. Ce n'est pas forcément une perspective réjouissante, mais elle permet de relativiser cette question très théorique. En pratique, les questions de répartition à l'intérieur de l'humanité et de trajectoire pour arriver à une situation soutenable sont beaucoup plus pertinentes. Le monde est déjà [très inégalitaire](#) et rappelez-vous : ["le niveau de vie américain n'est pas négociable"](#).

## Conclusion

Quand beaucoup de gens mentionnent la démographie et l'environnement ils sous-entendent "si ces braves gens en Afrique ou en Inde pouvaient rester dans la misère et arrêter de se multiplier, nous pourrions continuer à polluer comme si de rien n'était". C'est en tout cas ce que laissent penser la plupart des illustrations sur le sujet, comme vous avez pu le constater si vous avez suivi les nombreux liens de cet article. Nous avons pu voir à quel point ce sentiment est faux.

La grande majorité du poids écologique de l'humanité provient des pays riches à faible fécondité, l'évolution de la population dans les pays pauvres n'y changera pas grand chose, même s'ils ont à gagner à accélérer leur transition. La démographie a de toute façon trop d'inertie pour pouvoir être infléchie fortement et assez vite pour faire une différence assez rapidement : l'urgence, c'est 2050. Nous avons calculé que la marge de manœuvre principale ne pourra être que le mode de vie, qui devra de toute façon changer profondément quelle que soit la population. A titre individuel avoir des enfants n'est pas neutre mais peut représenter un poids écologique limité s'ils vivent de manière soutenable.

J'espère que cet article contribuera à éliminer les nombreux contresens qu'on lit régulièrement sur le sujet. Les chiffres "mentent" parfois, des calculs justes numériquement peuvent dire l'inverse de la réalité, en particulier les moyennes qui regroupent des situations très différentes. Même "la science" peut être trompeuse, nous avons croisé plusieurs publications scientifiques dont le résumé, sans être à proprement parler faux, masque les limites importantes des conclusions. Malheureusement ces conclusions ont été reprises et amplifiées dans le débat public. Il faut se pencher sur les détails des articles, en général payant, ce qui demande des compétences rares et beaucoup de temps<sup>19</sup>, et ne pas se limiter à l'étude qui soutient son propos. Quant aux publications grand public, je me suis infligé un certain nombre d'articles et livres anti natalistes lors de mes recherches : pas un seul ne s'interroge sur les moyens réalistes de réduire la population dans les pays riches, ni sur le poids relatif de cette réduction par rapport aux objectifs climatiques ...

Notez que je n'ai jamais nié l'intérêt climatique d'avoir moins d'enfants, qui n'est pas négligeable ... si l'on est prêt au moins à instaurer l'enfant unique dans les pays riches. Je l'ai juste fortement relativisé par rapport à la situation actuelle, la faisabilité politique des mesures et des limites éthiques raisonnables. Je n'ai pas non plus répondu directement aux questions pièges "la démographie est-elle un problème" ou "sommes-nous trop ?", car elles sont peu rigoureuses et emmènent sur une pente séduisante mais [extrêmement glissante](#) : il suffirait de réduire suffisamment la population ("les autres") pour pouvoir garder notre niveau de vie comme si de rien n'était. Il est évident que nous sommes "trop" si l'on considère notre mode de vie comme non négociable, mais la bonne question est plutôt "comment, à partir de la situation actuelle et en restant dans un cadre éthique, arriver à une situation soutenable écologiquement pour l'humanité ?" Je ne pense pas que le monde à 1 milliard d'habitants où l'on en a tué 7 milliards (car il n'y a pas d'autre moyen pour réduire rapidement la population) est meilleur que le monde à 8 ou 10 milliards d'habitants qui se serrent la ceinture, mais c'est une [position éthique](#) et chacun est libre de ne pas la partager.

Mon sentiment est que le débat sur la démographie nous détourne de [l'injustice](#) criante du réchauffement climatique (les pays à forte natalité sont aussi ceux qui en souffriront le plus alors que leur responsabilité est minime) et fait oublier les vrais problèmes : comment réduire notre empreinte écologique et comment partager de manière juste la capacité écologique de notre planète entre tous ses habitants. Pire, il nous fait oublier notre échec collectif à agir et laisse espérer une solution "en réduisant les autres" qui nous épargnerait tout sacrifice de notre confort ou de notre niveau de vie. On sait où cela nous amène, et cela ne se termine pas bien. La similitude avec [les scénarios les plus convaincants d'effondrement écologique et social](#) est troublante.

Enfin l'écologie n'est pas qu'un sujet technique, c'est aussi un dilemme politique de solidarité intergénérationnelle<sup>20</sup> : à quel point sommes-nous prêts à sacrifier notre niveau de vie aujourd'hui pour éviter une catastrophe très probable aux générations jeunes et futures ? Dans ce cadre, avoir des enfants peut être une bonne motivation pour ce sacrifice<sup>21</sup>, quel que soit leur nombre. Nos enfants sont un des rares moyens d'avoir de l'espoir, de nous projeter vraiment dans le long terme, de souhaiter et construire un monde meilleur. On peut être irresponsable ou résigné pour soi-même, on n'a pas le droit de l'être pour ses enfants.

---

Merci pour sa relecture à [Jacques Véron](#), directeur de recherche en démographie à l'INED et auteur du [Repère Démographie et Ecologie](#).

---

## Notes

[1] Pourquoi se limiter au climat ? Plusieurs raisons :

- l'article est déjà beaucoup trop long, j'avais en fait commencé plus large mais le propos partait dans tous les sens

- le climat est l'élément le plus facilement mesurable et comparable dans la crise écologique que nous vivons
- Le réchauffement climatique est un risque existentiel à lui tout seul
- le climat est un sujet global alors que la plupart des pollutions sont locales et donc plus beaucoup simples politiquement
- beaucoup de pollutions sont des problèmes comparativement plus simples à régler, par ex la chute de biodiversité est en majorité liée à l'agriculture. Le climat est plus transverse et remet en question la majorité de nos modes de vie
- beaucoup de pollutions sont corrélées au premier ordre aux émissions de gaz à effet de serre
- dans les mesures agrégées les émissions sont l'élément le plus important (la moitié de [l'empreinte écologique](#) par exemple)

[2] Je ne rentre pas dans l'historique du sujet, tout a déjà été écrit. Nous allons essayer de l'analyser sur ses mérites propres plutôt que son historique (qui commence en général, selon l'opinion de l'auteur, par "[Malthus](#) avertissait déjà du risque ..." ou "les réacs' comme Malthus et [Ehrlich](#) se sont toujours trompés"). Les arguments sur les risques de la population ne sont pas vrais ou faux dans l'absolu, ils ne peuvent être jugés que par rapport à un contexte démographique et écologique.

[3] Cet article est la deuxième version, revue en mai 2020. La version initiale, publiée en juillet 2019, est disponible sur [archive.org](#).

[4] Pourquoi est-ce plus pertinent de regarder le taux de croissance que le nombre ? Car biologiquement les enfants sont nés de parents, plutôt que "livrés" en quantité totale. Aussi parce qu'en prolongeant l'évolution du taux de croissance on a une meilleure vision de l'avenir qu'en prolongeant le nombre d'humains ajoutés ([légèrement décroissant ces dernières années](#)).

[5] Ce calcul des scénarios apparaît aujourd'hui clairement sur le graphique, mais dans les versions précédentes il fallait fouiller les 300 pages de méthodologie pour s'en rendre compte. C'est peut-être évident pour les spécialistes du sujet, mais ça ne l'est manifestement pas pour la majorité des auteurs non démographes qui ont écrit dessus.

[6] Vous avez peut-être aussi déjà croisé son frère [IPAT](#)

[7] Je suis du coup très sceptique envers les études qui trouvent des élasticités [nettement au dessus](#) de [1](#) pour les émissions par rapport à la population (une augmentation de 10% de la population augmenterait les émissions de plus de 10%). La plupart de ces résultats sont cités [ici](#), je les ai ignorés pour cet article. Cela me semble le même problème que pour les décompositions au chapitre précédent (échantillon hétérogène), avec en plus un certain nombre de phénomènes non mesurés dans le PIB (habitudes de consommation, tailles des foyers, transports ...), et je suis étonné de l'abondance de la littérature sur la question, qui semble largement manquer de recul sur ce calcul

[8] Le scénario "business as usual" prolonge l'augmentation actuelle des émissions. Les pourcentages d'évolution sont similaires avec un scénario de réduction forte des émissions

[9] Je ne pense pas que la vulgarisation soit un bon argument pour l'éviter. On ne peut pas discuter de démographie sans savoir dans les grandes lignes ce qu'est la transition démographique, tout comme on ne peut pas discuter de climat sans connaître le CO2.

[10] En quoi est-ce différent de l'argument fallacieux habituel "la France ne représente que 1% des émissions et donc pas prioritaire" ? La France c'est 1% de la population mondiale, les pays en transition démographique 25%. La France devra donc dans tous les cas se serrer la ceinture comme tout le monde. Le 1% de réduction par

transition démographique est une mesure spécifique pas particulièrement chère ni complexe, qui du coup est intéressante.

[11] Toutes les données sont par personne et par an. Liste des sources :

- [Emissions Database for Global Atmospheric Research](#)
- [The Footprint Network](#)
- [Quantifying Biodiversity Losses Due to Human Consumption: A Global-Scale Footprint Analysis](#). Harry C. Wilting, Aafke M. Schipper, Michel Bakkenes, Johan R. Meijer, and Mark A. J. Huijbregts. *Environmental Science & Technology* 2017 51 (6), 3298–3306
- [The water footprint of humanity](#). Arjen Y. Hoekstra and Mesfin M. Mekonnen. *PNAS* February 28, 2012 109 (9) 3232–3237 (pourquoi le Niger consomme-t-il autant d'eau ? Car il en faut beaucoup là-bas pour faire pousser des plantes ! Ce n'est pas le cas dans la plupart des autres pays pauvres)

[12] Beaucoup d'antinatnalistes" se plaignent d'un [tabou](#) sur le sujet. Je vois plusieurs raisons possibles :

- leur facilité à remettre en question la liberté de reproduction des autres
- la légèreté de leurs réflexions (et même dans le monde de la recherche), qui se retrouvent naturellement instrumentalisées par des courants racistes. Un raisonnement plus rigoureux laisse beaucoup moins de prises. La démarche a d'ailleurs des similitudes avec un certain racisme courant : face à un problème complexe trouver des coupables "évidents" chez les autres et s'arrêter à ce raisonnement simpliste qui évite de trop se remettre en question

[13] Je n'ai pas trouvé de sondage sur la question de l'acceptation d'une limite autoritaire du nombre d'enfants pour raison écologique, par contre la plupart des gens [semblent](#) (peu de sources) très attachés à la [liberté de reproduction](#). Ils semblent aussi dans les pays riches [souhaiter un peu plus d'enfants](#) qu'ils n'en ont en moyenne. [Par contre il y a une majorité variable dans les pays ayant terminé leur transition pour limiter la croissance de la population par des traités internationaux](#), c'est-à-dire chez les autres.

[14] ce qui n'est pas vraiment problématique pour le ratio de dépendance, [la baisse du nombre d'enfants compensants le vieillissement](#)

[15] Pays tropicaux qui n'ont pas besoin de chauffage, lequel émet aujourd'hui en France [à peu près une tonne de CO2 par personne et par an](#).

[16] Une manière de garder un calcul rigoureux sans considérer uniquement l'année 2050 serait de calculer les émissions cumulées de scénarios de mesures à la fois écologiques et démographiques par rapport aux [budgets carbone](#), mais c'est beaucoup plus complexe. Les "[shared socioeconomic pathways](#)" le font partiellement, mais en mélangeant la démographie à beaucoup d'autres variables.

[17] C'est moins vrai pour le reste de l'Europe, dont le taux de fécondité est beaucoup plus bas, [à 1,6](#).

[18] Ainsi je ne comprends pas la position d'Yves Cochet, qui à la fois prédit un effondrement général et violent dans le futur proche et soutient la natalité raisonnable (2 enfants) au nom de l'héritage carbone

[19] Les articles que nous avons vus ont des problèmes de raisonnement général décelables simplement, mais les détails techniques ne sont accessibles qu'à des spécialistes, ce que je ne suis pas. Impossible de réaliser une lecture critique de la plupart des publications scientifiques sans connaître déjà très bien le sujet. Les limites des articles sont aussi souvent mentionnées dans le corps par leurs auteurs, mais il faut lire le texte complet et ses notes avec attention.

[20] Ce dernier paragraphe a fait l'objet de plusieurs débats et interprétations douteuses. Évidemment, il ne veut pas dire "faites autant d'enfant que vous pouvez". Je pense que même si ce n'est pas l'objet principal de

l'article, la question politique (pourquoi faire quelque chose pour l'environnement et comment y arriver) est tout aussi importante que la question technique, et en est indissociable. "On est trop, donc arrêtez de faire des enfants" est vrai techniquement (toutes choses égales par ailleurs cela réduit les émissions) mais très discutable politiquement. C'est une solution de jeu vidéo, ou de dictature, malvenue et probablement contre-productive dans un monde démocratique rempli de vrais êtres humains qui doivent pouvoir choisir leur voie pour atteindre un monde soutenable.

[21] C'est aujourd'hui une hypothèse ("legacy motivation") très discutée dans le monde de la recherche et seulement partiellement mesurée, en particulier elle se révèle fausse à court terme : les parents ont des préoccupations plus pratiques pendant les premières années qui augmentent légèrement leur impact environnemental. Les premiers paragraphes de "[Does having children increase environmental concern?](#)" en font une bonne synthèse, ou [ce thread twitter](#). [L'effet de motivation est positif mais léger](#) sur les parents étant déjà enclins à l'écologie. Il faut probablement relativiser la portée de ces résultats dans un monde où presque personne ne fait d'effort significatif. J'attends des études à plus long terme, et je garde cet appel en conclusion, qui [reste un moyen efficace d'éveiller la conscience écologique](#).

[22] On peut proposer une comparaison similaire pour l'espace utilisé, raccourci pour la biodiversité. Il y a 150Mkm<sup>2</sup> émergés, [environ 38% sont utilisés par l'agriculture, 2% pour le reste, et 60% sont principalement sauvages](#). En rendant l'humanité végétarienne [on réduirait de ~75% l'utilisation des terres agricoles](#), soit une libération de 30% de la surface totale. Maintenant de combien faudrait-il réduire la population pour arriver au même résultat, en gardant le même ratio de terres agricoles ? De 3/4 aussi. Je vous laisse réfléchir aux difficultés et vitesses relatives de changer le régime de l'humanité par rapport à tuer 6 milliards de personnes / faire évoluer la natalité assez fort et assez longtemps pour que la population diminue d'autant (même calcul que pour le climat).

---

## A continuer, à faire ou à trouver

- Calcul des baisses d'émissions possibles dans les pays en transition démographique en accélérant cette transition
- Calcul rigoureux de la baisse de population en France en fonction de mesures démographiques
- Calcul de budgets carbone en fonction de plusieurs scénarios d'émissions et de mesures démographiques
- Plus de sources et sondages sur le désir d'enfant et le renoncement pour raison écologique. Le changement culturel en la matière peut-il être assez rapide pour avoir un effet non négligeable ?
- Des mesures de la "legacy motivation" sur le long terme

**Il y a 21 ans : La fin du bombardement de la Serbie. Et le début du déclin de l'Empire d'Occident**

Ugo Bardi Mercredi 10 juin 2020



*Bombardement par l'OTAN de la ville de Novi Sad, Serbie, 1999 (image tirée de Wikipédia)*

Il y a 21 ans, le 10 juin 1999, la campagne de l'OTAN contre la Serbie prenait fin après 78 jours de bombardements. Nous ne savons toujours pas exactement le nombre de victimes, civiles et militaires, ni l'ampleur des dégâts et il serait difficile de dire qui a réellement "gagné" ce foutoir sanglant. Mais le bombardement de la Serbie a été un tournant pour de nombreuses raisons.

En 1991, l'effondrement de l'Union soviétique a marqué la fin de la "guerre froide" et a fait naître l'espoir d'un "dividende de la paix" une fois que le vieil ennemi de l'Occident se sera retiré. Il va sans dire que cela ne s'est jamais produit. Cela est apparu clairement avec la campagne serbe qui a vu l'ensemble du monde occidental s'allier contre un seul État de moins de 8 millions d'habitants.

Il n'y avait rien de spécial à ce que l'Empire occidental adopte une posture agressive après la chute de l'Empire soviétique rival. C'est la façon dont les empires fonctionnent : ce sont des organisations militaires qui se consacrent au transfert des ressources économiques de la périphérie vers le centre. Ainsi, les empires durent aussi longtemps que le coût de leur énorme appareil militaire peut être payé par les ressources qu'ils peuvent contrôler. Comme les ressources ne sont jamais infinies, elles ont tendance à être surexploitées et les empires souffrent d'un problème économique classique : la diminution des rendements. C'est la raison des cycles de croissance et d'effondrement des empires dans l'histoire.

Une des particularités des empires est leur capacité à masquer leurs mécanismes de fonctionnement. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Empire d'Occident avait réussi à se dépeindre comme un "non-empire", une force pour le bien de l'humanité. Dans certaines limites, il n'avait pas tort : le gouvernement impérial de Washington a beaucoup fait pour reconstruire l'Europe occidentale, pour rétablir la paix et la justice, pour promouvoir la démocratie, pour tenir en échec l'empire soviétique rival. Jusqu'aux années 1990, il était encore possible de le croire, même si cela exigeait un certain degré de foi.

Nous pouvons dire que le tournant de la manière dont l'empire s'est présenté a été la campagne de bombardement de la Serbie. Avec la meilleure volonté du monde, l'idée de "bombardement humanitaire" sonnait creux et absurde, peu importe combien de fois elle était répétée par les grands médias. Le bombardement de l'ambassade chinoise de Belgrade, le 7 mai 1999, a marqué un tournant dans la perception de la campagne. C'est peut-être aussi le tournant qui a conduit à la fin de l'attentat à la bombe environ un mois plus tard.

Là encore, ce n'est pas une grande surprise : la trajectoire déclinante des empires dans l'histoire commence lorsque leur propagande cesse d'être crédible - et crue. Cela devait arriver, et c'est ce qui s'est produit. C'est le moment où l'empire commence à découvrir qu'il n'est pas aussi puissant qu'il le croyait. C'est le moment où les caisses impériales commencent à être vidées par les dépenses gigantesques qu'implique le maintien en vie d'une machine militaire monstrueusement surdimensionnée, devenue non seulement trop chère mais aussi obsolète.

21 ans après la fin de la campagne serbe, nous sommes arrivés à un point où le déclin de l'Empire d'Occident est évident. M. Trump est un empereur bruyant et méprisé qui semble incapable de maintenir l'empire uni entre les problèmes externes et internes. Le principal problème est peut-être simplement que l'Empire n'est plus crédible en tant que force de justice et de démocratie. On ne peut rien y faire, c'est l'histoire qui avance. Et nous avançons tous avec elle

## **L'année la plus dramatique dans l'histoire du pétrole**

**Par Charles Kennedy - 10 juin 2020, OilPrice.com**



Il y a très peu d'industries dans le monde qui ont été touchées aussi durement ou qui sont prêtes à faire face à autant de conséquences que l'industrie du pétrole et du gaz en 2020. Dans un récent rapport, Fitch Ratings prévoit que les sociétés d'exploration et de production de pétrole et de gaz perdront 1,8 trillion de dollars de revenus cette année, soit six fois plus que ce que le secteur du commerce de détail devrait perdre. Mais les conséquences à long terme vont être encore plus dévastatrices. Le changement le plus visible dans l'industrie pétrolière et gazière est peut-être les mesures drastiques de réduction des coûts prises par les grandes compagnies pétrolières. BP a été obligé de supprimer 10 000 emplois, soit 15 % de sa main-d'œuvre, alors qu'il essaie de contrôler les coûts dans ce nouvel environnement de prix bas du pétrole. Schlumberger avait déjà réduit les salaires et supprimé des emplois fin mars, tandis que Shell et Chevron ont annoncé des plans pour réduire leurs effectifs.

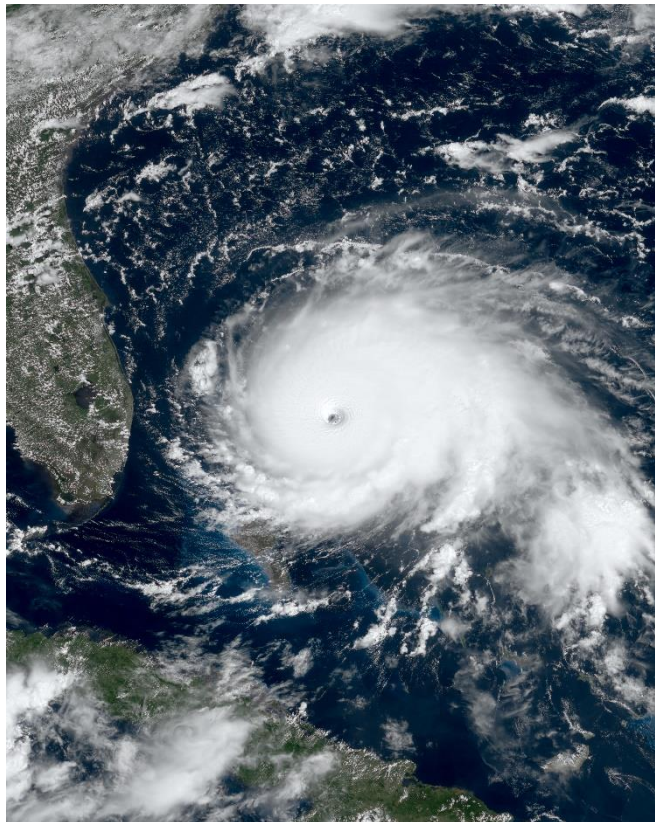
Et ce n'est pas seulement dans le domaine de la main-d'œuvre que nous assistons à des réductions sans précédent. La décision de Shell de réduire son dividende pour la première fois depuis 1945 a probablement été le plus grand indicateur de l'impact à long terme que cette pandémie aura sur l'industrie pétrolière. Shell et les autres grandes compagnies pétrolières sont fières de verser des dividendes quelles que soient les conditions du marché afin de satisfaire leurs actionnaires. Sa décision de réduire ses dividendes marque un changement de stratégie qui laisse penser que le géant pétrolier est désormais déterminé à réduire sa dette à l'avenir et à se concentrer sur la viabilité financière plutôt que de se contenter de faire plaisir à ses actionnaires.

On ne sait pas encore si la demande de pétrole reviendra un jour à son niveau d'avant la pandémie. De la destruction de l'industrie aéronautique à la transformation de la dynamique du lieu de travail réduisant les déplacements quotidiens et aux pressions gouvernementales en faveur des énergies renouvelables, la demande de pétrole est attaquée de toutes parts en raison du COVID-19. Les grandes compagnies pétrolières semblent avoir reconnu ce changement mondial et sont déterminées à rendre leurs opérations aussi légères et durables que possible.

2020 s'annonce comme l'année la plus dramatique de l'histoire des marchés pétroliers, avec une décennie de changements qui semblent se produire en seulement 365 jours.

## **Les inondations, les ouragans, les fléaux.**

Norman Pagett 15 mars 2020 [Medium.com](#)



Ce sont toutes des incursions de la nature qui perturbent notre statu quo.

Ce que nous avons du mal à comprendre et à accepter, c'est qu'elles ont un seul facteur en commun : ce sont des manifestations du pouvoir illimité que possède la nature.

Mais c'est nous qui avons provoqué ces catastrophes, en élevant un trop grand nombre d'entre nous

Notre réaction à tous ces problèmes est de dépenser de l'argent. (non pas que nous ayons le choix en la matière). Mais l'argent représente des jetons de notre approvisionnement énergétique disponible. Ce qui est minuscule par rapport à ce que la nature a à sa disposition.

Peu importe que nous utilisions de l'argent pour construire des défenses contre les inondations, ou que nous payions des pilotes de ligne pour qu'ils restent chez eux, ou que nous fabriquions des milliers de respirateurs pour garder les malades en vie. Le résultat final est le même : nous devons dépenser de l'argent et de l'énergie pour retenir les forces de la nature.

Face à ce qui se passe, nous continuerons donc à brûler nos réserves d'énergie disponibles. Au fur et à mesure que ces réserves s'épuiseront, nous augmenterons la quantité d'argent disponible, pour la seule raison que les politiciens et les économistes ne peuvent pas comprendre le lien entre l'énergie et la valeur de l'argent.

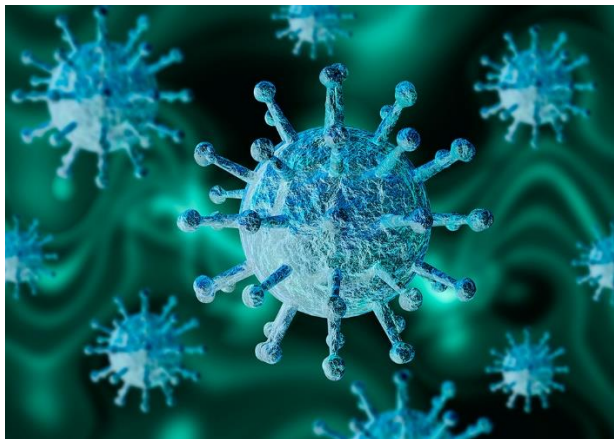
Plus d'argent inondera notre système économique, pourchassant de moins en moins d'énergie. Mais ce que nous faisons en réalité, c'est essayer de dépenser plus que la nature.

Nous le faisons par réflexe, parce que nous nous sommes convaincus que la planète est une propriété, et qu'elle nous appartient. (nous avons écrit des livres pour le prouver). L'argent est utilisé dans les transactions immobilières, donc dépenser de l'argent protégera ce qui nous appartient de droit. C'est là que nos émotions entrent en jeu.

Malheureusement, la nature n'a pas d'émotions. Nous ne sommes qu'une autre expérience qui a mal tourné.

## **Conséquences à long terme du coronavirus**

par Peter Turchin le 20 avril 2020



Nous sommes maintenant à mi-parcours de la pandémie de Covid-19 et c'est le bon moment pour faire le point sur notre situation et sur ce que nous pourrions faire. Il est déjà clair, par exemple, que l'effet de la pandémie sur la démographie sera faible, car moins de 1 % de la population mourra et la mortalité due au coronavirus est fortement biaisée en faveur des personnes déjà à la retraite. L'épidémie a déjà tué 40 000 personnes rien qu'aux États-Unis, mais du point de vue de la population globale, cela ne va pas changer grand-chose, ni rien.

Les perspectives épidémiologiques à moyen terme (les prochaines années) sont encore incertaines. Serons-nous en mesure de conduire le virus à l'extinction ? Ou deviendra-t-il endémique et reviendra-t-il chaque automne-hiver ? Le virus évoluera-t-il vers des formes moins mortelles, comme c'est généralement le cas ? À mon avis, il est tout à fait possible de se débarrasser du coronavirus dans les deux ou trois prochaines années. La question est de savoir dans quelle mesure nous sommes collectivement prêts à adapter notre comportement pour parvenir à cette fin. Cela nécessitera des tests massifs de tous les voyageurs et autres porteurs possibles de la maladie, une mise en quarantaine agressive de tous les points chauds du virus, et des cordons sanitaires autour des pays qui ne veulent ou ne peuvent pas contrôler eux-mêmes l'épidémie.

Toutefois, étant donné que ce blog est axé sur les dynamiques sociales, parlons des implications de cette pandémie pour la santé de nos sociétés. Comme je l'ai mentionné dans mon précédent billet, la probabilité de nouvelles pandémies mortelles est assez élevée, étant donné le degré actuel de mondialisation et d'appauvrissement de la population. Ainsi, le Covid-19 et toutes les maladies futures, encore inconnues, font partie de la dynamique interne au niveau du système mondial. Mais au niveau d'un pays individuel, qui est l'objet de mon cadre de recherche centré sur l'État, Covid-19 est un choc externe. Son impact à long terme dépend principalement de la résilience sociale des systèmes qu'il frappe.

D'une part, le coronavirus est un ennemi externe, et les menaces externes ont tendance à accroître la cohésion interne des sociétés. Cet effet est le plus fort dans le cas de menaces externes telles que les guerres entre États. De nombreuses recherches montrent que la guerre augmente la coopération sociale (bien sûr, au sein des sociétés, mais pas entre elles). Une épidémie est facilement conceptualisée comme une guerre (et cela a déjà été fait), et peut donc servir de force unificatrice.

D'un autre côté, un choc externe trop fort brise, et non unifie. Comme nous le savons, la résilience sociale des États-Unis a diminué au cours des quatre dernières décennies. En 2019, un certain nombre de lignes de fracture polarisant notre société se sont développées. Deux de ces lignes de fracture, celle entre les pauvres et les riches, et celle entre les côtes libérales et le cœur conservateur, ont été creusées par le choc de Corona.

Les épidémies ont tendance à frapper plus fortement les pauvres, et Covid-19 ne fait pas exception. La majorité des Américains ont très peu d'économies, et beaucoup survivent (à peine) d'un jour de paie à l'autre. L'augmentation massive du chômage, résultant de la nécessité de contrôler la propagation du virus, est devenue une catastrophe personnelle pour des millions de familles américaines. Beaucoup sont littéralement au bord de la famine (comme le montrent les longues files d'attente pour les distributions gratuites de nourriture). En outre, les pauvres qui ont encore un emploi courent un risque plus élevé d'être infectés, car beaucoup d'entre eux ne peuvent pas se permettre d'éviter les déplacements en transports publics. Et les pauvres sont plus susceptibles de mourir du Coronavirus, car l'augmentation générale de l'appauvrissement a pour conséquence de miner la capacité de beaucoup à résister au virus.

En principe, ces effets négatifs pourraient être atténués par une réponse collective forte, menée par le gouvernement. La Fed doit imprimer d'énormes sommes d'argent pour maintenir à flot ceux qui ont perdu leur emploi et les propriétaires de petites entreprises. Nous avons besoin d'une production massive d'équipements de protection pour maintenir en sécurité ceux qui doivent se déplacer. Des tests massifs de dépistage du virus nous permettront de mettre en quarantaine les points chauds, de sorte que seules les zones touchées doivent être fermées, ce qui permettra au reste du pays de fonctionner normalement. Ce qui doit être fait est très clair ; la question est de savoir si cela sera fait.

Un premier moment d'unité relative, qui a permis aux deux parties d'adopter rapidement le projet de loi sur les coronavirus, est en grande partie terminé. Notre classe politique est de nouveau en proie à des querelles

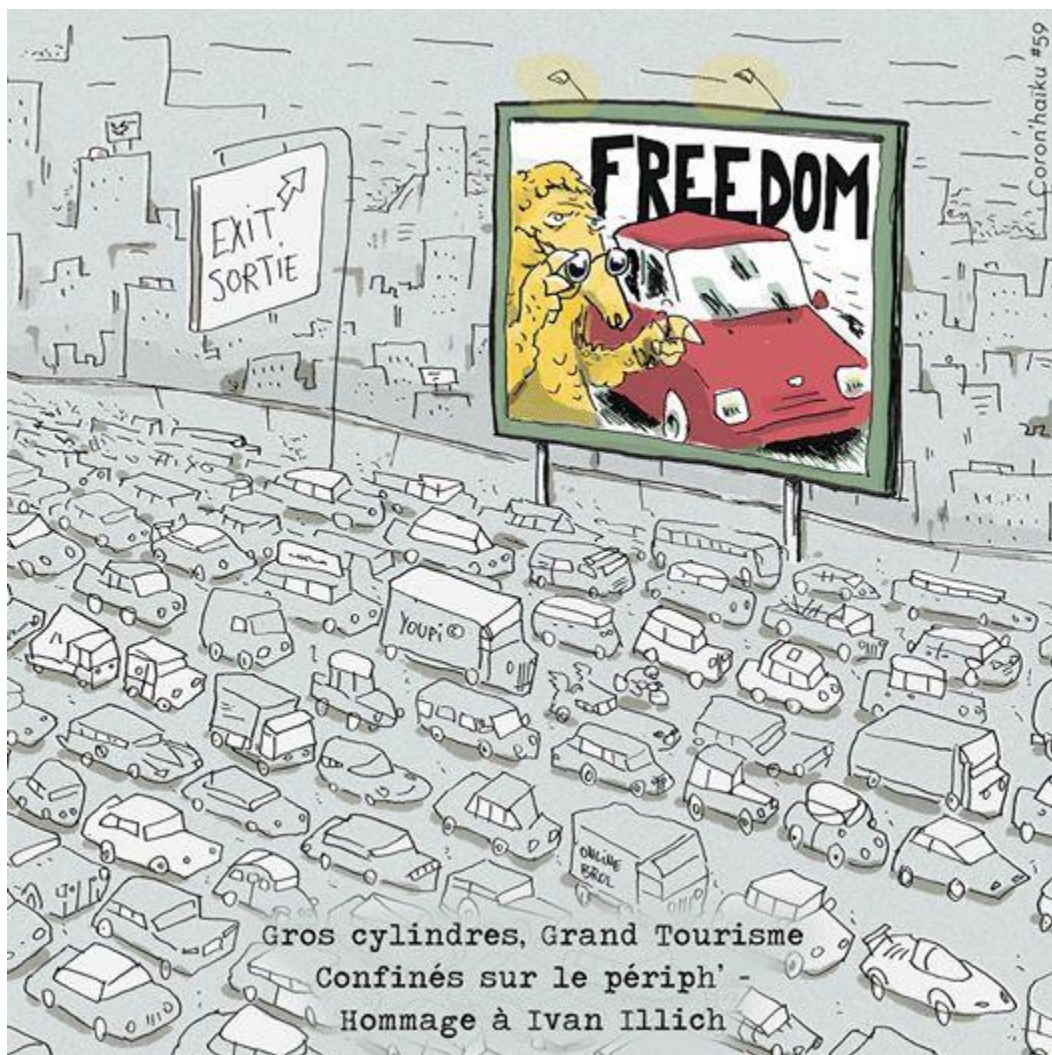
internes, et pire encore. Le signe le plus visible est le clivage entre le président à Washington, qui a été largement élu par le centre, et les gouverneurs des États côtiers.

Le choc du Coronavirus a le potentiel de créer une solidarité sociale au sein d'un pays et de le diviser. À mon avis, deux pays nordiques, la Norvège et le Danemark, ont les meilleures chances de suivre la première voie. Il y a vingt ans, je n'aurais aucun doute sur la possibilité de prévoir une telle réaction. Mais au cours de la dernière décennie, certains signes ont montré que le modèle nordique pourrait s'effiloche sur les bords.

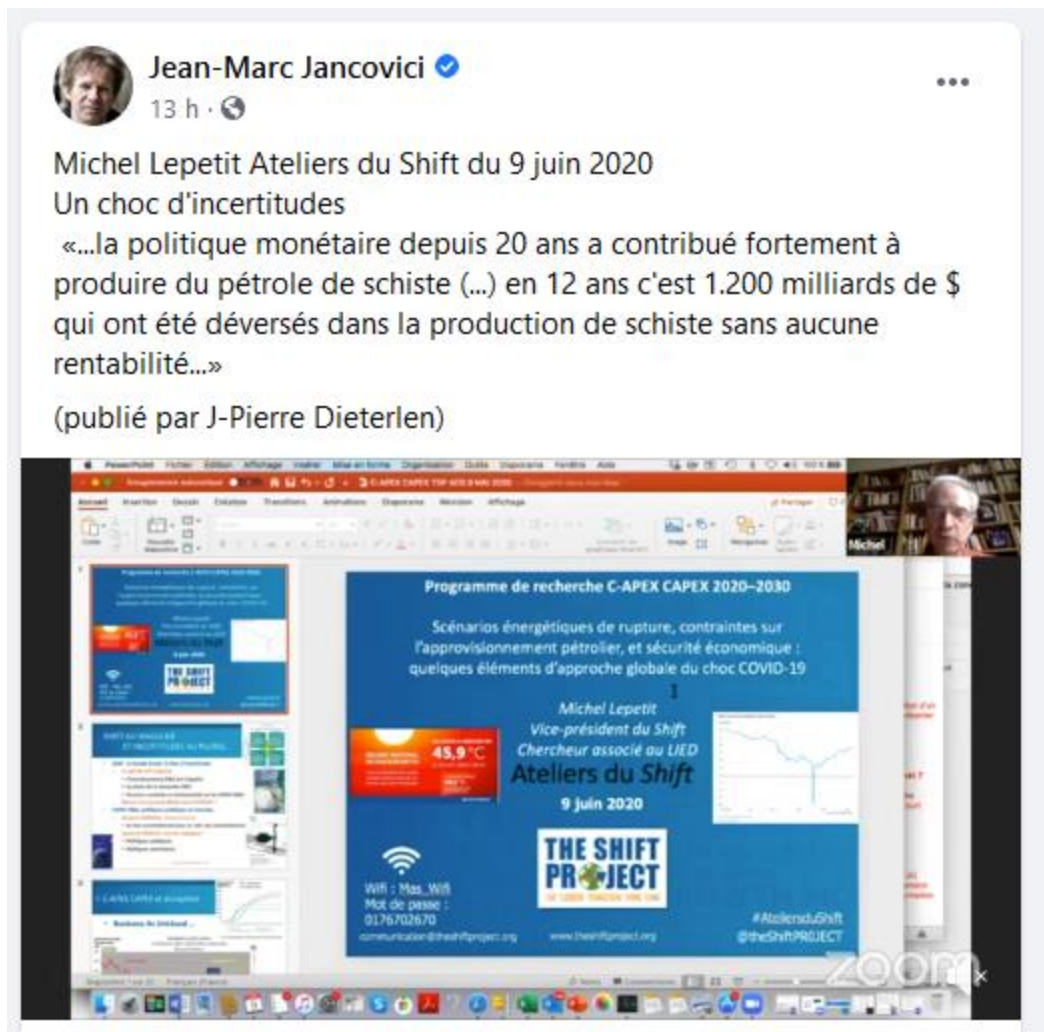
Pour les États-Unis, mes prévisions sont plutôt sombres. Nos élites dirigeantes sont égoïstes, fragmentées et embourbées dans des conflits internes. Je m'attends donc à ce que de larges pans de la population américaine perdent du terrain. La dette publique continuera d'exploser, la majeure partie de l'argent servant à maintenir à flot les grandes entreprises et les banques. Les inégalités augmenteront, la confiance dans le gouvernement diminuera encore plus, les troubles sociaux et les conflits intra-élites s'intensifieront. Fondamentalement, toutes les tendances démographiques structurelles négatives s'accéléreront.

J'espère vraiment que cette prévision pessimiste est erronée.

\* \* \* \* \*



\* \* \* \* \*



## **Virus, Chaleur et Criquets : L'Inde dans la tempête**

6.juin.2020 // Les Crises Source : [The Diplomat](#) Traduit par l'équipe Les-Crises

Les températures extrêmes et les invasions de criquets pèlerins n'arrangent rien aux malheurs de l'Inde qui fait face à la pandémie.



Comme si le coronavirus ne suffisait pas, l'Inde doit faire face à des températures extrêmes ainsi qu'à la pire invasion de criquets depuis des décennies, alors que les autorités se préparent au déconfinement, et ce malgré l'enregistrement de milliers de nouvelles infections chaque jour.

Cette triple catastrophe a contraint les autorités à essayer de trouver un équilibre entre les exigences concurrentes de ces crises simultanées : protection contre la chaleur mais aussi distanciation sociale dans les parcs et les marchés nouvellement réouverts.

La vague de chaleur menace d'aggraver les difficultés à contenir le virus. Ce dernier a commencé à se propager plus rapidement et plus largement depuis que le gouvernement a assoupli les restrictions de l'un des confinements les plus stricts du monde.

*« Le monde n'aura plus la possibilité de respirer. La férocité des crises augmente, et elles ne vont pas s'espacer »*, a déclaré Sunita Narain du Centre pour la science et l'environnement de New Delhi.

Lorsque son fils de 6 ans s'est réveillé avec une gorge desséchée et de la fièvre, Mme Kalista Ekka, femme de ménage, a voulu l'amener à l'hôpital. Mais face à un déluge de patients atteints de Covid-19, le médecin lui a conseillé de le garder à la maison malgré la température extrême de son appartement de deux pièces situé dans un quartier défavorisé au sud de Delhi.

*« Le ventilateur ne fait qu'augmenter la température, et nous ne pouvons pas ouvrir la fenêtre car elle n'a pas de moustiquaire »*, et donc aucune défense contre la malaria et les moustiques porteurs de dengue, a déclaré Ekka.

Les températures ont grimpé jusqu'à 47,6 °C dans la capitale New Delhi, marquant le mois de mai le plus chaud depuis 18 ans, et jusqu'à 50°C dans l'état désertique du Rajasthan, après le mois d'avril le plus chaud jamais enregistré.

L'Inde souffre également de graves pénuries d'eau et des dizaines de millions de personnes n'ont pas l'eau courante ni la climatisation, ce qui pousse beaucoup d'entre elles à chercher refuge sous les arbres ombragés des parcs publics.

Bien que de nombreuses personnes continuent à porter des masques correctement, d'autres les poussent sur le menton, et certains les ont carrément abandonnés.

Le cyclone Amphan – une super tempête qui a traversé un golfe du Bengale exceptionnellement chaud – a aspiré d'énormes quantités d'humidité, laissant des vents secs et chauds pour former une vague de chaleur sur certaines parties du centre et du nord de l'Inde.

Dans le même temps, des essaims de criquets pèlerins ont dévasté les récoltes au cœur de l'Inde, menaçant une région déjà vulnérable qui lutte contre le coût économique du confinement.

Les agriculteurs exaspérés ne savent plus quoi faire pour s'en débarrasser. Les essaims semblaient se diriger vers Delhi, mais un changement de direction du vent les a envoyés vers le sud, dans l'État du Madhya Pradesh.

K.L. Gurjar, un haut responsable de l'Organisation indienne de lutte contre les criquets pèlerins, a déclaré que son équipe de 50 personnes s'efforçait d'arrêter les essaims avant que la reproduction ne puisse avoir lieu pendant les moussons indiennes, qui commencent en juillet. Sinon, les criquets pourraient détruire les récoltes d'été de l'Inde.

Pendant ce temps, le chômage ayant augmenté de 25 %. L'arrêt soudain de l'économie indienne au début du confinement (25 mars) a été dévastateur pour de nombreux travailleurs qui ont fui les villes.

Le gouvernement a commencé à faire circuler des trains spéciaux pour les migrants, mais des décès sur les rails dus à la famine ou à la déshydratation ont été signalés. D'autres personnes mises en quarantaine à leur arrivée ont été testées positives au Covid-19, ce qui a alourdi le fardeau des systèmes de santé ruraux, déjà très sollicités.

Pour relancer l'économie, le ministère de l'environnement de Modi a décidé de réduire les responsabilités des pollueurs industriels et a donné aux acteurs privés le droit d'explorer et d'exploiter le charbon. Le pétrole bon marché alimentera les efforts de relance dans le monde entier.

Le journaliste environnemental indien Joydeep Gupta a déclaré que ce cocktail explosif entre virus, chaleur et criquets devait convaincre l'Inde de mettre en œuvre des politiques pour sauvegarder la biodiversité et offrir des incitations à l'énergie verte.

Au lieu de cela, « le gouvernement promeut les mêmes secteurs de l'industrie qui ont causé les multiples crises en premier lieu », a-t-il déclaré.

## **Centrales thermiques : une inertie au coût élevé**

Par : [Romain Loury](#) | [Le Journal de l'Environnement](#) 5 juin 2020



*Une centrale à charbon en Chine. [Shutterstock/Jixin YU]*

Les centrales à charbon et à gaz devront fermer 10 à 30 ans avant leur longévité habituelle de 35 à 40 ans afin de respecter les objectifs climatiques, révèle une étude. Un article de notre partenaire, le [Journal de l'environnement](#).

Tous les scénarios climatiques concordent : pour demeurer en dessous d'un objectif de +2 °C par rapport à l'ère préindustrielle, voire de +1,5 °C, nos émissions de gaz à effet de serre devront rapidement baisser, afin d'atteindre la neutralité carbone vers la moitié du siècle.

Si les choses paraissent simples sur le papier, elles le sont bien moins dans la réalité. Ne serait-ce que par l'existence des centrales au charbon et au gaz, dont la durée de vie moyenne atteint respectivement 39 et 36 ans. Ce qui, à moins de tabler toujours plus sur d'hypothétiques émissions négatives, implique d'envisager leur fermeture anticipée.

Dans son étude publiée dans la revue scientifique *Environmental Research Letters*, l'équipe de Steven Davis, du département des sciences de la Terre de l'université de Californie (Irvine), a analysé le parc mondial des centrales thermiques, calculant le surplus d'émissions par rapport à des objectifs climatiques de +1,5 °C, +2 °C et +3 °C au cours du siècle. Leur constat est sans appel : ces centrales devront cesser de fonctionner entre 10 et 30 ans avant terme.



#### [Une centrale au charbon teste les émissions négatives](#)

La centrale britannique de Drax est la première au monde à capter les émissions carbonées d'une de ses chaudières à biomasse. Une prouesse technologique qui interpelle. Un article de notre partenaire, le *Journal de l'environnement*.

#### **La chine explose le surplus**

Si les centrales existantes devaient mourir de leur « belle mort », le surplus d'émissions liées à ces centrales s'élèverait à 220 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> (GTCO<sub>2</sub>) dans le cas d'un scénario +1,5 °C. En estimant à 182,5 GTCO<sub>2</sub> le budget carbone pour demeurer dans les clous dans un tel scénario, ce surplus s'élèverait donc à 220,5 %.

Ce surplus potentiel est particulièrement marqué en Chine, pays qui compte la moitié des centrales à charbon existant à travers le monde, dont la plupart ont moins de 15 ans. Aux États-Unis, ce surplus d'émissions, si les centrales thermiques allaient à leur terme, serait de 26 % inférieur à celui de la Chine. En Europe de l'Ouest, il serait de 87 % inférieur, étant donné la moindre abondance de centrales thermiques et leur âge plus avancé.

Selon les chercheurs, les études sur le réchauffement peinent à tenir compte de l'inertie du secteur énergétique, qui constituent selon eux un « carbon lock-in » (enfermement dans les émissions de carbone). « Réorienter des milliers de milliards de dollars de capitaux privés, après que seulement 25 % de la vie des centrales se seront écoulées, va poser d'énormes défis politiques et économiques », préviennent-ils.

**Payer en billets cash ou par carte bancaire ?**

Michel Sourrouille 11 juin 2020 Par [biosphere](#)

Damnation, la peur non fondée de la transmission du coronavirus par l'intermédiaire des pièces et billets a favorisé l'accélération des paiements digitaux. Cela facilite l'évolution mortifère vers une société sans argent liquide. Un tiers environ des billets en euros « *partent à l'exportation* », parce que l'euro, comme le dollar, constitue, en tant que monnaie stable, un instrument de thésaurisation, notamment en Afrique, en Russie, en Europe orientale ou au Moyen-Orient. Un autre tiers des billets imprimés est conservé sous le matelas en Europe. Enfin le dernier tiers sert à payer, mais cette part « *évolue à la baisse* ». Pour [LE MONDE](#), « Il n'y aura pas de retour en arrière » : « *Le cash était déjà sur une pente descendante. Au milieu des années 2000, les paiements en espèces soutenaient un cinquième du PIB, l'an prochain ce sera un septième.* » L'innovation pour l'innovation se déchaîne, carte bancaire biométrique avec capteur d'empreintes digitales, cryptomonnaies et bitcoin, projet commercial Libra de Facebook, etc. Les aficionados du langage binaire suivent la mode. Mais l'argent liquide ne va pas disparaître brutalement, les populations fragiles n'ayant souvent pas d'autres moyens de paiement que le cash. La Banque de France a dû rappeler à des commerçants que les espèces bénéficiant du cours légal en France, elles ne pouvaient pas être refusées.

Nous n'avons pas besoin de carte bancaire. Comme le portable, c'est signe de l'informatisation forcenée de notre société. Les pièces et billets étaient un système qui avait atteint son degré de maturité. Les échanges étaient de fait plus limités, le capital et le travail ne pouvaient que difficilement s'exporter dans les pays étrangers. Avec le chèque, la dématérialisation de la monnaie était arrivée à un point tel qu'elle permettait déjà toutes les dérives financières. Les échanges étaient simplement indiqués dans des lignes de compte au niveau bancaire, non tangible pour l'utilisateur, non contrôlable. Les banques sont capables de créer de la monnaie ex nihilo, à partir de rien, de faire crédit à des entreprises insensées comme les placements pourris qui ont conduit à la crise des surprimes en 2008. Jetons nos cartes bancaires en 2021 et gardons nos billets. Ce n'est pas revenir au troc, à l'or ou à l'argent, c'est revaloriser une monnaie fiduciaire en laquelle il fallait faire confiance, mais qui ne profitait pas aux marchés financiers !

Revenir aux années 1960, sans portable ni carte bancaire, c'est revenir à une époque où les États et les ménages ne croulaient pas sous les endettements... En tant qu'écologiste, il nous faut penser à l'ancienne, ni portable, ni GPS, ni carte bancaire. La simplicité volontaire contribue à la réduction de notre poids sur la planète. Mais l'exemplarité d'une minorité ne sera suivie que quand les gens y seront obligés... comme ils sont obligés aujourd'hui à ne pas se passer de carte bancaire. Il n'y a jamais d'évolution linéaire sur le long terme, il y a aussi des retours en arrière. En effet les gens seront inéluctablement obligés d'en revenir aux pièces et aux billets. La raréfaction des hydrocarbures et autres ressources naturelles montreront à tous dans l'avenir qu'il nous fallait ressentir les limites de la planète et l'exprimer dans notre mode de vie. On se passera d'électricité, du moins pour une très grande part, et les serveurs de nos monnaies électroniques dépériront en période de descente énergétique jusqu'à en mourir. Pour en savoir plus grâce à notre blog biosphere :

## **Pour Goldman Sachs le pétrole va baisser à nouveau de 15 à 20 % et les marchés ne vont pas aimer**

par [Charles Sannat](#) | 11 Juin 2020



La banque d'affaire américaine Goldman Sachs estime qu'une chute de 15 à 20 % du pétrole est en cours. C'est ce qu'affirme la banque dans une note publiée hier, et prévoit une correction importante des prix du pétrole malgré la reprise importante qui a eu lieu depuis le début de mois mai jusqu'à aujourd'hui.

Pour Goldman Sachs il y a plusieurs raisons à commencer par le niveau des stocks toujours très élevé avec 1 milliards de barils qu'il faudra destocker alors que l'activité économique reste ralentie considérablement par la pandémie et que le tourisme est le secteur de l'aérien sont pour le moment cloués au sol.

Pour Goldman Sachs, les prix du pétrole sont trop en avance sur le cycle de reprise économique d'où le rééquilibrage nécessaire des prix à la baisse.

*« Notons que plusieurs analystes pensent qu'il faudra attendre le milieu de l'année 2021 pour inverser la tendance à la hausse des stocks, en supposant que la demande se rétablisse et que l'OPEP s'en tienne à ses quotas de réduction, sans compter le fait qu'il existe un risque réel qu'une nouvelle vague de coronavirus vienne à nouveau peser sur la demande ».*

Et oui, il pourrait bien y avoir une seconde vague, et même si les mesures de confinement ne sont pas aussi drastiques, la distanciation sociale nécessaire posera de gros problèmes à de nombreux secteurs comme nous le savons déjà.

Cette crise n'est pas terminée. Ce n'est que le début.

## **SECTION ÉCONOMIE**



### **La croissance à l'arrêt dans le monde**

Publié le 11 juin 2020 à 07:00:38 / 0 commentaire / 287 vues

Le Covid-19 tue des gens mais aussi l'emploi. Au niveau mondial, la croissance est à l'arrêt. Dans les pays les plus précaires, le chômage frappe fort mais... Lire la suite



### **Pour la Banque Mondiale, c'est la plus grave récession mondiale depuis des décennies ! Le rapport complet.**

Publié le 10 juin 2020 à 16:00:47 / 0 commentaire / 469 vues

C'est la saison des dossiers et des rapports gratuits !!!Après la Banque de France ou celle d'Espagne soyons fous et penchons nous sur celui écrit par la Banque... Lire la suite



### **John Williams: Planche à billets: "Le système financier américain est en faillite, désormais la Fed fait comme le Zimbabwe, Ruez-vous sur l'or ! »**

Publié le 11 juin 2020 à 12:05:19 / 0 commentaire / 1 057 vues

Alors que les Etats-Unis étaient occupés à tout faire pour contenir le Covid-19 par le biais du confinement, tout en devant faire face parallèlement à une

crise... Lire la suite



## WARNING: Les faillites vont s'envoler aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en France, avertit Coface !

Publié le 10 juin 2020 à 22:12:49 / 1 commentaire / 572 vues

Les faillites vont s'envoler aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en France, avertit Coface Les faillites vont s'envoler aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en France, avertit... Lire la suite



## Philippe Béchade – Séance du 10/06/20: « Et paf ! Un coup de planche à billets. Et paf ! Un coup de Bad Bank ! Et paf ! Vous l'avez dans l' F\*\*\* ! »

Publié le 10 juin 2020 à 17:00:15 / 1 commentaire / 658 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière



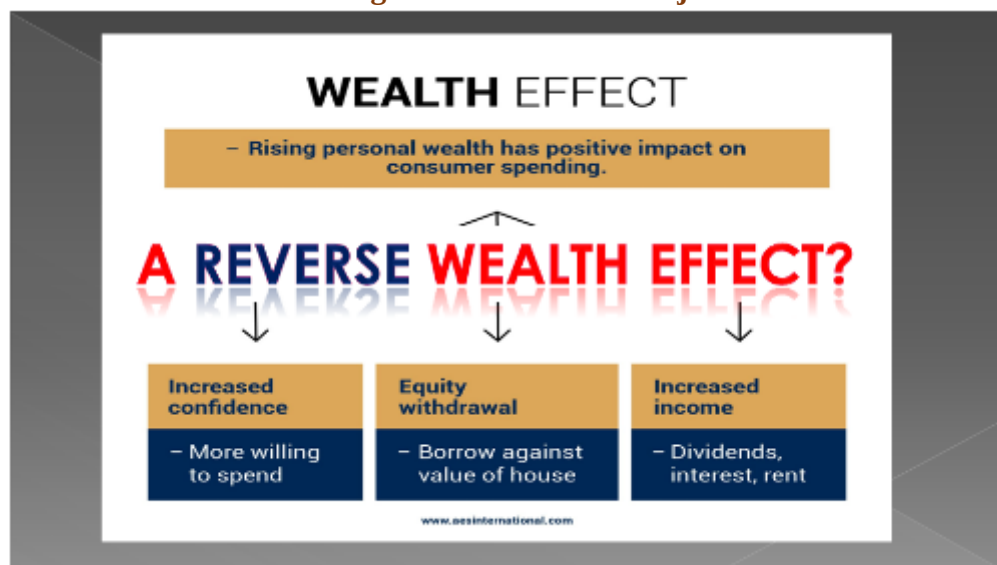
## Etats-Unis: La reprise fantôme...

Publié le 10 juin 2020 à 15:30:50 / 0 commentaire / 426 vues

CNBC maquille des graphiques en forme de V pour soutenir les fausses allégations de reprise économique Hier, après l'annonce-moins-mauvaise-que-prévu, concernant les... Lire la suite

## Impossible à arrêter : La plus grande dépression et l'effet inverse sur la richesse

Charles Hugh Smith Mercredi 10 juin 2020



**Nous entrons dans la plus grande dépression parce qu'il n'y a pas de sortie.**

Je me suis efforcé d'expliquer pourquoi *The Greatest Depression* est inarrêtable dans des articles récents :

-La chute des dominos Covid-19 : Le monde est insolvable 16 mars 2020

- Pandémie Pandémonium : Les marées de la mondialisation et de la financiarisation s'inversent le 31 mars 2020
- Voici pourquoi l'économie ne se redressera pas - et non, ce n'est pas Covid-19 ou le verrouillage 23 avril 2020
- Ce qui s'effondre ne peut pas être sauvé : Notre économie frauduleuse 22 avril 2020
- Pourquoi les actifs vont s'effondrer le 4 mai 2020
- Notre effondrement inévitable : Nous ne pouvons pas sauver une économie fragile avec des renflouements qui augmentent la fragilité 1er mai 2020
- La mondialisation et la financiarisation sont mortes, ainsi que tout ce qui en dépendait 15 mai 2020
- Notre destin est scellé, les vaccins n'auront pas d'importance : Quatre longs cycles s'alignent 19 mai 2020
- Les dépenses de consommation ne rebondiront pas : voici pourquoi le 18 mai 2020
- C'est ainsi que les systèmes s'effondrent 30 mai 2020

### **Je vais essayer de résumer tout cela aussi simplement que possible :**

1. La structure des coûts de l'économie mondiale a été fatalement déformée par les politiques des banques centrales consistant à gonfler les bulles d'actifs et à réduire les taux d'intérêt à un niveau proche de zéro.
2. Les revenus du travail ont stagné ou se sont érodés depuis que l'ère de la mondialisation/financiarisation a pris son envol vers 2000.
3. Tout coûte trop cher, c'est-à-dire qu'il n'est plus possible de se contenter des seuls revenus, de sorte que la seule façon de maintenir le mode de vie coûteux actuel est d'emprunter de l'argent et de l'utiliser pour payer les dépenses courantes. Cela est vrai pour tous les secteurs : ménages, entreprises et pouvoirs publics.
4. En conséquence, chacun a désormais besoin de chaque dollar de revenu pour payer ses dépenses, y compris les intérêts et le capital de ses dettes croissantes. Il n'y a pas du tout de relâchement (tampons) dans le système.
5. Cela peut être visualisé comme une rangée de dominos. Une fois que le premier domino tombe, tous les dominos seront renversés.

Par exemple : un travailleur est licencié et ne peut plus se permettre d'aller dans son restaurant préféré. Les dépenses du restaurant sont si élevées qu'il ne peut pas survivre avec une réduction du nombre de clients, alors il ferme. Les dépenses du propriétaire commercial sont si élevées qu'il ne peut pas se permettre de baisser les loyers, mais comme aucune entreprise ne peut se permettre de payer des loyers élevés, l'espace est vide et le propriétaire fait faillite. La banque qui détient l'hypothèque doit alors absorber une perte énorme, car le bien ne vaut plus grand-chose, car un immeuble sans locataires n'est qu'un gouffre à dépenses et sans revenus. Le restaurant, qui avait autrefois une grande valeur, ne vaut plus rien. La propriété commerciale, autrefois précieuse, ne vaut plus rien non plus, car le propriétaire doit continuer à payer les impôts fonciers, les taxes locales et l'entretien même s'il n'y a pas de locataires.

La chute des dominos déclenche un effet de richesse inverse, un sujet dont Gordon Long et moi discutons dans un nouveau podcast intitulé "A Reverse Wealth Effect ? (41:52). C'est important car l'effet de richesse - l'état psychologique d'euphorie créé lorsque la valeur des actifs d'une personne augmente régulièrement - a été un moteur essentiel de la consommation depuis que la Réserve fédérale a transformé l'économie en une économie à bulles à la fin des années 1990.

Lorsque nous nous sentons plus riches parce que nos actifs augmentent, nous sommes de plus en plus susceptibles d'exploiter cette nouvelle richesse en empruntant de l'argent pour satisfaire nos désirs de biens et de services inessentiels. Depuis que la Fed a supprimé les taux d'intérêt, le coût d'un emprunt sur sa maison ou de l'achat d'une nouvelle voiture semble remarquablement abordable, surtout si on le compare aux fortes augmentations de richesse générées par la hausse des actifs.

Malheureusement, si l'effet de richesse peut s'inverser, les dettes doivent être payées malgré tout. Les paiements de dettes sont éternels alors que l'effet de richesse est éphémère.

L'illusion de masse actuelle est que la Fed peut renflouer tout le monde avec de l'argent gratuit. Mais nous devons garder à l'esprit ce que la Fed ne peut pas faire :

1. Elle ne peut pas inverser l'inégalité de richesse sans précédent que ses politiques ont poussée au point de provoquer un effondrement de la société civile.
2. Elle ne peut pas obliger les gens à assumer les risques et les difficultés liés à la création de nouvelles entreprises.
3. Elle ne peut pas forcer les employeurs à embaucher davantage de salariés.
4. Elle ne peut pas rendre rentables des entreprises non rentables.
5. Elle ne peut pas forcer les gens à acheter des actifs à des prix qui n'ont plus de sens sur le plan financier.
6. Elle ne peut pas rendre solvables les entreprises et les administrations locales insolvables.
7. Elle ne peut pas forcer les gens qui réalisent maintenant que leur priorité est d'épargner de l'argent à dépenser leur argent, même si la Fed impose des taux d'intérêt négatifs, de sorte qu'il en coûte de l'argent pour épargner.
8. Elle ne peut pas faire baisser la structure de coûts inabordable de l'ensemble de l'économie.
9. Elle ne peut pas dissocier toutes les dépendances financières du système financier qui le rendent si vulnérable à la chute du premier domino.
10. Elle ne peut pas empêcher les gens de vendre leurs actifs.

En résumé, elle ne peut pas arrêter l'effet inverse de la richesse. Nous entrons dans la plus grande dépression parce qu'il n'y a pas de sortie. Soit la richesse fantôme des bulles d'actifs disparaît complètement, soit le pouvoir d'achat fantôme de la monnaie fiduciaire disparaît. Les deux voies mènent à la même destination : l'effondrement systémique.

**Non, l'économie américaine ne reviendra certainement pas à la "normale". En fait, les choses vont bientôt s'aggraver.**

par Michael Snyder le 10 juin 2020



L'année 2020 a été une sacrée année jusqu'à présent. Les cauchemars se succèdent, mais les optimistes économiques continuent d'insister sur le fait que l'activité économique va bientôt revenir à des niveaux normaux. Les optimistes économiques ne sont donc pas vraiment alarmés par le fait que les quartiers centraux de nos grandes villes ont été incendiés, détruits et pillés par des émeutiers, car ils partent du principe que toute cette violence n'est qu'un phénomène temporaire et que tout dommage qui a été causé peut être réparé. Et ils ne sont pas vraiment alarmés par le fait que la pandémie COVID-19 recommence à s'aggraver. En fait, au cours des sept derniers jours, nous avons vu le nombre de cas nouvellement confirmés dans le monde entier atteindre des niveaux que nous n'avions jamais vus auparavant. Ils supposent simplement que "le pire est derrière nous" et que la grande majorité des entreprises et des emplois qui ont été perdus au cours de cette pandémie seront rapidement récupérés.

Ne serait-ce pas merveilleux s'ils avaient raison ?

Malheureusement, la vérité est que les conditions économiques ne reviendront pas à la normale. Oui, certains des emplois qui ont été perdus seront récupérés lorsque les États commenceront à "rouvrir" leur économie. Mais plus de 100 000 entreprises ont déjà fermé définitivement pendant cette nouvelle récession économique, et tous ces emplois sont perdus à jamais.

Et oui, le niveau de l'activité économique augmentera à mesure que les États mettront fin à leur verrouillage, mais il sera toujours bien inférieur à ce qu'il était avant que COVID-19 ne commence à se propager comme un feu de forêt aux États-Unis.

À ce stade, même l'OCDE, perpétuellement optimiste, admet que l'activité économique mondiale dans son ensemble sera en chute libre en 2020...

*Si une deuxième épidémie se déclare, l'OCDE prévoit que la croissance mondiale chutera de 7,6 % en 2020 et "restera bien en deçà" de ses niveaux d'activité de croissance à partir de 2019, ce qui laisse supposer qu'il n'y aura pas de reprise en forme de V. Si une deuxième vague peut être évitée, l'OCDE prévoit que l'économie mondiale se contractera encore de 6 % cette année et ne parviendra pas non plus à retrouver les niveaux d'avant la crise à la fin de 2021.*

*"Ces deux scénarios donnent à réfléchir, car l'activité économique ne revient pas et ne peut pas revenir à la normale dans ces circonstances", a écrit Laurence Boone, économiste en chef de l'OCDE, dans le rapport.*

Une baisse de 6 ou 7 % du PIB mondial n'est certainement pas "normale".

En fait, si cette projection de l'OCDE s'avère exacte, nous parlerons d'une "dépression mondiale" d'ici la fin de l'année.

Ici, aux États-Unis, une mesure clé de l'optimisme des consommateurs vient de chuter de 5,4 %, même si les économies des États de tout le pays "rouvrent"...

*L'indice d'optimisme économique IBD/TIPP, un sondage national de premier plan sur la confiance des consommateurs, a baissé de 5,4 % en juin. L'indice de 47,0 est à son plus bas niveau depuis septembre 2016. Il place également l'indice en territoire négatif pour le troisième mois consécutif. Pour les indices IBD/TIPP, une lecture inférieure à 50,0 indique un certain pessimisme.*

Mais tous les optimistes continuent de me dire que les choses "s'améliorent".

En fait, ils continuent d'insister sur le fait qu'un nouvel âge d'or pour l'Amérique est à portée de main.

Eh bien, apparemment, le plus grand détaillant de bijoux des États-Unis ne partage pas cet optimisme, car il vient d'annoncer qu'il va fermer au moins 150 magasins...

*Le plus grand détaillant de bijoux en diamant du monde déclare qu'il ne rouvrira pas au moins 150 de ses magasins en Amérique du Nord qui ont été temporairement fermés en mars en raison de la pandémie COVID-19.*

*Signet Jewelers, qui exploite 3 172 magasins dans le monde, principalement sous les marques Kay Jewelers, Zales, Jared The Galleria Of Jewelry et Piercing Pagoda, prévoit également de fermer 150 autres magasins d'ici la fin de son exercice financier, qui se termine en février 2021.*

Dans l'ensemble, le secteur américain de la vente au détail est confronté à un tsunami de fermetures de magasins qui ne ressemble à rien de ce que nous avons vu auparavant...

*Jusqu'à 25 000 magasins américains pourraient fermer définitivement cette année après que la pandémie de coronavirus ait dévasté un secteur où de nombreux détaillants basés dans les centres commerciaux étaient déjà en difficulté.*

*Ce chiffre briserait le record établi en 2019, lorsque plus de 9 800 magasins ont fermé leurs portes pour de bon, selon un rapport de la société de données commerciales et technologiques Coresight Research.*

Pour moi, cela ne ressemble pas à une "reprise économique".

Pendant ce temps, la création monétaire imprudente à laquelle s'est livrée la Réserve fédérale commence à se manifester dans nos prix alimentaires. Selon Nielsen, nous avons assisté à une inflation alimentaire alarmante au cours des trois derniers mois...

*Le cabinet d'études de marché Nielsen a déclaré que les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 5,8 % au cours des 13 semaines allant du 1er mars au 30 mai par rapport à la période de l'année précédente.*

Malheureusement, ce n'est que le début. Le coût de la vie va continuer à augmenter de manière agressive, et cela au moment où plus de 42 millions d'Américains ont déjà perdu leur emploi.

Oui, certains de ces emplois commencent à revenir.

Mais de plus en plus d'Américains continuent à perdre leur emploi chaque semaine.

Et l'activité économique sera plus élevée qu'elle ne l'était lorsque pratiquement tout a été fermé.

Mais de plus en plus d'entreprises ferment définitivement leurs portes et déclarent faillite chaque jour.

Ce nouveau chapitre de notre histoire économique ne fait que commencer, et une énorme douleur nous attend.

Bien sûr, le président de la Fed, Jerome Powell, n'est pas du tout d'accord avec cette évaluation, et il essaie vraiment de nous convaincre tous qu'une nouvelle dépression économique n'a pas commencé...

*Bien sûr, la seule comparaison avec le chômage est la Grande Dépression. Et les entreprises sont fermées dans tout le pays. Et beaucoup de gens ont du mal à acheter de la nourriture. Mais le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, ne voit aucune similitude.*

*"Je ne pense pas que la Grande Dépression soit un bon exemple ou un résultat probable pour un modèle de ce qui se passe ici, vraiment pas", a-t-il déclaré. "Il y a tellement de différences fondamentales".*

Et je suis en fait d'accord avec Powell pour dire que ce à quoi nous sommes confrontés ne sera pas très semblable à la Grande Dépression des années 1930.

À long terme, ce à quoi nous sommes confrontés sera bien pire.

La "tempête parfaite" est là, et notre économie est ébranlée jusqu'à la moelle. Beaucoup de gens continuent à espérer que le pire est maintenant derrière nous, mais ce qu'ils ne réalisent pas, c'est que ce que nous avons vécu jusqu'à présent n'est qu'un acte de réchauffement pour ce qui est encore à venir.

## **John Williams: Planche à billets: "Le système financier américain est en faillite, désormais la Fed fait comme le Zimbabwe. »**

Source: [usawatchdog](https://www.usawatchdog.com) Le 11 Juin 2020



Alors que les Etats-Unis étaient occupés à tout faire pour contenir le Covid-19 par le biais du confinement, tout en devant faire face parallèlement à une crise économique sans précédent, la réserve fédérale a procédé à un énorme revirement de sa politique monétaire, qui n'avait jamais encore été réalisé auparavant. La Fed a procédé à une réduction du ratio de réserves obligatoires, ramené à zéro le 26 mars 2020. Cette mesure supprime les obligations de réserves pour des milliers d'institutions de dépôt. [\(Lisez par vous-même\)](#). Que signifie ce profond changement ? **Voici ce que l'économiste John Williams nous explique:** « *Le système financier américain est en faillite, et ils dépensent simplement de l'argent afin d'éviter un effondrement immédiat plutôt que de le voir s'effondrer tout de suite. Ils ont ramené les taux d'intérêt à zéro. Le sauvetage du système bancaire lors de la grande récession n'a pas fonctionné. Donc maintenant, ils ne font qu'imprimer de l'argent et renflouer tout ce qu'ils peuvent. Ce procédé a été utilisé de nombreuses fois à travers l'histoire, comme lors la République de Weimar (hyperinflation en Allemagne) et au Zimbabwe (également de l'hyperinflation)... C'est la raison pour laquelle, je considère que nous avons une Fed qui fonctionne exactement comme au Zimbabwe.* »

Donc, la Fed va imprimer tout l'argent dont elle a besoin pour renflouer chaque banque qui se trouve dans le besoin. **Voici ce que John Williams déclare:** « *C'est exactement ce qu'ils ont dit qu'ils allaient faire, mais pas seulement pour toutes les grandes banques, mais pour n'importe quelle institution financière, pour le marché boursier et grâce à la planche à billets à l'infini, vous êtes libre de faire ce que vous voulez. Mais devinez quoi ? Vous obtenez inévitablement de l'hyperinflation. Ils ont franchi la ligne rouge. C'est la raison pour laquelle je vous conseille vivement de détenir des métaux précieux physiques.* »

Concernant l'économie qui s'est complètement écroulée par le confinement dû au coronavirus, John Williams, le fondateur de Shadowstats.com, calcule les données sans aucun gadget comptable artificiel gouvernemental, afin de présenter ses résultats honnêtes et fiables. **Voici ce que John Williams affirme:** « *Nous avons aux Etats-Unis, environ 40 millions de chômeurs... ce qui représente un taux de chômage d'environ 40% (en utilisant les méthodes de shadowstats.com) et non de 13% selon les chiffres du gouvernement... La pandémie et le confinement a tué l'économie américaine. Les chiffres du mois d'avril relatifs à la production industrielle ont connu leur pire baisse en 101 ans d'existence. La baisse des ventes au détail du mois d'avril a été la plus importante de son histoire sur 73 ans. C'était une contraction de 60% à 80%... je pense que nous allons voir une contraction du PIB au deuxième trimestre de -50%... Le PIB d'avril est en baisse de 50%, et c'est là qu'on peut voir l'effet concret de l'effondrement économique... Nous allons toucher le fond au deuxième trimestre, et peut-être rebondir un peu au troisième trimestre et enfin revenir à des niveaux un peu plus normaux au quatrième trimestre.* »

John Williams nous dit de ne pas nous inquiéter par rapport aux coups portés sur les manipulations qui ont pour but d'étouffer les cours de l'or et de l'argent, en particulier face à l'impression massive d'argent jamais observée. **John Williams déclare ceci:** « *La manipulation des cours consiste à essayer d'étouffer le cours de l'or. Les banques centrales détestent l'or (et l'argent aussi d'ailleurs) car cela montre qu'elles ne font pas leur travail correctement. Je mesure le taux de chômage comme il était mesuré par le gouvernement il y a des années, et je mesure également la façon dont l'inflation était mesurée à la même époque... L'or a suivi l'inflation réelle tout comme vos dépenses réelles. L'or monte en même temps que l'inflation réelle. (Les calculs de ShadowStats.com indiquent que le taux d'inflation réel en Amérique est actuellement en moyenne de 9% par an)... J'attends l'hyperinflation. Au fur et à mesure que cet argent sera imprimé, vous continuerez à voir les prix augmenter et vous verrez une accélération générale des prix. Avec de l'hyperinflation, tout arrivera si rapidement, que votre devise nationale ne vaudra strictement plus rien.* »

**Nous sommes déjà en train de faire l'histoire. Laissons maintenant un héritage**

Par John Mauldin Jeudi, 04 Juin 2020



Pendant des milliers d'années, les gens qui ont vécu ce que nous appelons "l'histoire" ne s'en sont pas rendu compte.

- La guerre du Vietnam a certainement été historique, mais le coronavirus a tué plus d'Américains ces derniers mois qu'il n'en est mort au cours de ce long conflit.
- La Grande Dépression a été historique mais, selon certains indicateurs, nous sommes en bonne voie de la faire correspondre.
- Le projet Manhattan et les missions Apollo ont été historiques. Et maintenant, pour la toute première fois, une société privée (SpaceX) a lancé une capsule spatiale réutilisable en orbite avec des humains à bord.

La plupart d'entre nous savent que l'histoire est en train de se dérouler autour de nous en ce moment même.

Mais que diront les générations futures en 2020 ? Quel terme astucieux imagineront-elles pour cette période ? Et quels événements dramatiques rappelleront-elles que nous, à notre époque, n'avons pas encore vus ?

Lors de la grande finale de ma conférence sur l'investissement stratégique en 2020, Karen Harris, la directrice générale du groupe des tendances macroéconomiques de Bain & Co. a demandé à notre panel d'experts en investissement et en économie d'imaginer, dans un an, ce que nous regarderons en arrière et souhaiterons avoir compris.

### **Les réponses :**

- Louis Gave, associé fondateur et directeur général de GaveKal Research : Nous avons vu le bas du pétrole et le haut du dollar américain.
- Mark Yusko, fondateur, PDG et DSI de Morgan Creek Capital : Tous les taux d'intérêt de la planète vont devenir négatifs.
- David Bahnsen, fondateur, directeur général et DSI de The Bahnsen Group : La Fed évitera les taux négatifs et les entreprises moins endettées auront fait de bons achats.

L'année prochaine, nous verrons qui avait raison.

Personnellement, je nous vois regarder en arrière sur ce que j'appelle le "Rocky Mountain Recovery", avec des sommets de différentes tailles s'élevant au-dessus des plaines. Certains secteurs seront en plein essor, d'autres

lutteront dans les vallées avant de s'élever. Il n'y aura pas de V, de Us, de swooshes ou d'autres métaphores simplistes. Il y aura des moments exaltants, mais aussi du travail et des luttes.

Je suis optimiste que nous obtiendrons un vaccin contre les coronavirus assez rapidement, ce qui accélérera la reprise, mais nous reviendrons alors aux mêmes problèmes qu'auparavant. Nous devons donc viser juste, et nous ferons probablement mieux d'acheter les meilleurs entrepreneurs plutôt que de nous intéresser aux entreprises.

Chers boomers et entrepreneurs : Si vous le pouvez, trouvez quelques personnes dans lesquelles investir personnellement votre argent, votre temps et vos ressources. Aidez-les à se remettre sur pied. Prenez du temps et encadrez quelques personnes pour les aider à relancer le pays. Faites-le dans votre propre cour, par tous les moyens possibles.

## **Les 53 sociétés renflouées par la Banque d'Angleterre : Johnson Controls, Carnival, PACCAR, Honda, Toyota, BASF, Bayer...**

**par Nick Corbishley - juin 8, 2020**

*Les entreprises étrangères sont les bienvenues. Les fraudeurs américains qui n'ont pas été admis aux États-Unis, pas de problème.*

**Par Nick Corbishley, pour WOLF STREET :**

La Banque d'Angleterre (BoE) a publié une liste des 53 entreprises auxquelles elle a prêté plus de 16 milliards de livres sterling, à des taux absurdement bas, dans le cadre de son mécanisme de financement des entreprises Coronavirus (CCFF). Lancé le 20 mars, ce dispositif permet à la BoE d'acheter des titres de créance à court terme ("corporate paper") d'une durée maximale d'un an à des entreprises à des taux d'intérêt compris entre 0,2 % et 0,6 %.

Pour avoir droit à ces fonds, il faut être une grande entreprise dont la santé financière est jugée saine avant l'épidémie de coronavirus, mais qui est maintenant confrontée à de graves problèmes de trésorerie à court terme en raison de cette épidémie. Votre dette doit également être cotée "investment grade" au moment de la demande de prêt.

Il n'est pas nécessaire d'être une entreprise britannique pour pouvoir bénéficier du programme de prêt ; il suffit d'être considéré comme apportant "une contribution matérielle à l'économie britannique". Environ deux bénéficiaires sur cinq ont leur siège social à l'étranger et le plus grand bénéficiaire du programme jusqu'à présent est le géant allemand de la chimie BASF, qui a reçu un prêt d'un milliard de livres sterling. Une autre entreprise allemande, Bayer (tristement célèbre pour avoir acquis Monsanto pour ensuite être submergée par l'horrible litige de Monsanto), a également reçu 600 millions de livres sterling.

Nombre des bénéficiaires de ces prêts se trouvent dans les secteurs les plus touchés par les retombées de la crise du coronavirus :

### **Aviation**

Jusqu'à présent, les plus grands bénéficiaires d'aides d'État en Europe sont des compagnies aériennes telles que Lufthansa et Air France-KLM. Certaines compagnies aériennes bénéficient également de l'aide des banques centrales. Dans le cas du programme CCFF de la Banque d'Angleterre, quatre compagnies ont reçu un total de

1,8 milliard de livres sterling en prêts à court terme : British Airways (300 millions de livres sterling), Ryanair (600 millions de livres sterling), Easyjet (600 millions de livres sterling) et la compagnie hongroise à bas prix Wizz Air (300 millions de livres sterling).

Ryanair est un cas particulièrement intéressant étant donné qu'elle dispose de 4,1 milliards d'euros de réserves de liquidités. En tant que telle, elle ne connaît pas de difficultés de trésorerie à court terme. Qui plus est, son propriétaire, Michael Leary, a fait une énorme chanson et danse sur l'injustice de sa compagnie aérienne à cash-flush qui doit concurrencer des transporteurs phares amorcés avec des liquidités de renflouement, ce qui est parfaitement justifiable si ce n'est qu'au même moment où Leary dénigrait ses rivaux, sa compagnie recevait également un prêt pratiquement gratuit de 600 millions de livres sterling de la BoE.

## Automobile

Cinq entreprises automobiles ont jusqu'à présent reçu un grand total de 1,34 milliard de livres sterling de crédit pratiquement gratuit de la Banque d'Angleterre. Elles sont (par ordre décroissant de taille de prêt) :

- Nissan Motor Co (600 millions de livres sterling), qui a récemment annoncé qu'elle ne fermerait pas son usine au Royaume-Uni, du moins pour l'instant ;
- Toyota Financial Services (375 millions de livres sterling) ;
- Inchcape Plc (100 millions de livres sterling), un détaillant et distributeur automobile
- Honda Finance Europe PLC (75 millions de livres sterling)
- Alliance Automotive Investment Limited (20 millions de livres sterling), un distributeur de pièces détachées pour véhicules

Il est intéressant de noter que deux des cinq bénéficiaires sont des divisions financières de constructeurs automobiles, qui dominent le secteur du financement automobile au Royaume-Uni. Comme nous l'avons signalé il y a un peu plus d'une semaine, ces divisions financières sont confrontées à une situation délicate alors que les ventes de véhicules s'effondrent, mettant en danger toute la boucle de rétroaction dont dépend la version britannique du crédit-bail automobile - "plans de contrats personnels" ou "PCP" comme on les appelle -. Les groupes de pression de l'industrie ont harcelé le gouvernement et la BoE pour obtenir un renflouement.

## Vente au détail

Compte tenu de l'état lamentable du commerce de détail britannique, il n'est pas surprenant que sept des entreprises qui ont reçu des prêts à court terme de la BoE soient dans ce secteur :

- Westfield, propriétaire d'un centre commercial australien (600 millions de livres sterling)
- Le détaillant de luxe français Chanel (600 millions de livres sterling)
- Le géant des grands magasins John Lewis plc (300 millions de livres sterling)
- Burberry Ltd (300 millions de livres sterling)
- Marks & Spencer Plc (260 millions de livres sterling)
- Greggs plc (150 millions de livres sterling)
- Fuller Smith & Turner Plc (100 millions de livres sterling)

Selon l'Office for National Statistics (ONS) du Royaume-Uni, les ventes au détail ont chuté de 18,1 % en avril, le premier mois complet de fermeture totale du marché. Il s'agit de la pire baisse mensuelle depuis le début des relevés. Les ventes des "magasins non alimentaires" ont chuté de 42 %, un chiffre impressionnant. Et les ventes des magasins de vêtements et de chaussures se sont effondrées de 50 %. La principale valeur aberrante a été les ventes en ligne, qui ont augmenté de 18 %. Mais cette hausse des ventes n'a apparemment pas été suffisante

pour empêcher le détaillant en ligne ASOS de demander un prêt de 100 millions de livres sterling à la Banque d'Angleterre.

## La BoE devient le prêteur du carnaval des croisiéristes américains

Un autre bénéficiaire de la CCFF a été l'opérateur de navires de croisière américain Carnival - une société aux coûts fixes élevés et aux revenus effondrés, qui, comme tous les grands paquebots de croisière américains, n'a pas droit actuellement à un seul dollar américain de renflouement parce qu'elle est constituée, pour des raisons fiscales, au Panama. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas obtenir un coup de main de la Banque d'Angleterre, qui lui a prêté 25 millions de livres sterling.

La BoE détient également 170 millions de livres sterling de papier commercial émis par PACCAR Financial, une division de la société américaine, PACCAR qui possède les constructeurs américains de poids lourds Kenworth et Peterbilt et le constructeur néerlandais de poids lourds DAF.

## Évitateurs d'impôts sur les sociétés et autres mauvais acteurs

La BoE a également aidé Johnson Controls, une entreprise américaine qui est devenue la deuxième plus grande inversion d'entreprise au monde lorsqu'elle a décidé, en 2016, de se délocaliser en Irlande après sa fusion avec Tyco pour éviter de payer des impôts américains. L'entreprise a été retirée de la liste des 500 plus grandes entreprises du monde. Il est également peu probable qu'elle reçoive une aide du gouvernement américain pendant la crise du virus, si elle en a besoin. Mais cela ne semble pas important car elle peut toujours aller, chapeau bas, à la Banque d'Angleterre et recevoir un prêt de 370 millions de livres sterling pratiquement sans intérêt.

Comme mentionné précédemment, pour pouvoir bénéficier du programme CCFF de la BoE, vous devez être considéré comme apportant "une contribution matérielle à l'économie britannique". Mais ce que cela signifie réellement est loin d'être clair. Compte tenu de la prédominance sur la liste des entreprises qui ne paient pas ou peu d'impôts au Royaume-Uni, il est clair que cela ne signifie rien en termes fiscaux. Près de 30 % de l'argent versé jusqu'à présent par la BoE est allé à des sociétés qui appartiennent à une société de paradis fiscal ou à un exilé fiscal, ou qui sont elles-mêmes constituées en paradis fiscal, selon le groupe de réflexion Taxwatch UK. Il s'agit notamment de :

- **Baker Hughes** (600 millions de livres sterling), une filiale de General Electric (via un holding des Bermudes). GE est impliqué dans un litige fiscal d'un milliard de livres sterling avec HMRC pour des impôts impayés remontant à 2004.
- **Chanel Limited** (600 millions de livres sterling), qui appartient à Litor Limited, une société basée dans les îles Caïmans.
- **CNH Industrial Limited** (600 millions de livres sterling), une société américano-italienne issue d'une fusion entre Fiat Industrial et Case New Holland, qui est contrôlée en dernier ressort par la famille Agnelli, l'une des dynasties les plus riches d'Europe. La société n'est pas soumise à l'impôt au Royaume-Uni, car ses activités dans ce pays sont déficitaires. Toutefois, sa présence au Royaume-Uni lui permet de recevoir 600 millions de livres sterling de la BoE, ce qui représente plus de 50 % des 1,1 milliard de livres sterling de revenus de la société à son usine de Basildon.
- **Telefonica Europe B.V.** (200 millions de livres sterling) et **ABB Finance B.V.** (400 millions de livres sterling), dont les deux holdings sont basées aux Pays-Bas alors que la plupart de leurs revenus sont générés ailleurs.

Une autre entreprise qui a bénéficié de l'aide de la BoE est Chemring, une société britannique opérant dans le secteur de la défense qui admet dans un communiqué de presse sur son site web qu'elle s'est référée au Serious Fraud Office en 2018, déclenchant une enquête criminelle pour corruption et blanchiment d'argent. Comme le confirme le site web de l'OFS, cette enquête est toujours en cours. Et pendant qu'elle se poursuit, Chemring a reçu 50 millions de livres sterling du BoE.

Vous trouverez ci-dessous la liste complète des grandes entreprises chanceuses qui ont bénéficié de l'aide du BoE au cours des dix dernières semaines. Étant donné que la BoE dispose encore de 50 milliards de livres de fonds à prêter dans le cadre de ce programme, la liste devrait s'allonger dans les mois à venir. Les montants indiqués représentent l'encours du papier commercial (CP) détenu par la BoE.

Au total, 152 entreprises ont été approuvées pour recevoir un soutien de la CCFF de la BoE par le biais de ces achats de CP. Mais 99 d'entre elles n'ont aucun CP en circulation auprès de la CCFF. En outre, 99 autres entreprises ont demandé à bénéficier de la CCFF et, comme l'indique la BoE, "ont été approuvées comme éligibles en principe mais n'ont pas encore été entièrement approuvées pour l'émission de la CCFF". Il y en a donc d'autres à venir. Mais voici les 53 qui ont un CP en suspens à la BOE :

| <b>Businesses with outstanding CP held by the BOE, 3 June 2020</b> | <b>CP, million £</b> |
|--------------------------------------------------------------------|----------------------|
| ABB Finance B.V.                                                   | 400                  |
| Akzo Nobel NV                                                      | 30                   |
| Alliance Automotive Investment Limited                             | 20                   |
| Amcor UK Finance plc                                               | 360                  |
| ASOS plc                                                           | 100                  |
| Baker Hughes UK Funding Company PLC                                | 600                  |
| BASF SE                                                            | 1,000                |
| Bayer AG                                                           | 600                  |
| Bourne Leisure Limited                                             | 300                  |
| Brake Bros Limited                                                 | 400                  |
| British Airways PLC (International Airways Group PLC)              | 300                  |
| Burberry Limited                                                   | 300                  |
| Carnival plc                                                       | 25                   |
| Chanel Limited                                                     | 600                  |
| Chemring Group plc                                                 | 50                   |
| CNH Industrial N.V.                                                | 600                  |
| Compass Group PLC                                                  | 600                  |
| easyJet PLC                                                        | 600                  |
| FirstGroup plc                                                     | 300                  |
| Fuller Smith & Turner Plc                                          | 100                  |
| G4S International Finance Plc                                      | 300                  |
| Greggs plc                                                         | 150                  |
| Honda Finance Europe PLC                                           | 75                   |
| Inchcape Plc                                                       | 100                  |
| Intercontinental Hotels Group                                      | 600                  |

|                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------|-----|
| J.C.B. Service                                                       | 600 |
| John Lewis Plc                                                       | 300 |
| Johnson Controls International plc                                   | 370 |
| Lendlease Europe Finance Plc                                         | 300 |
| London & Quadrant Housing Trust                                      | 300 |
| Marks and Spencer plc                                                | 260 |
| Meggitt PLC                                                          | 60  |
| Mitsubishi Corporation Finance PLC                                   | 300 |
| National Express Group PLC                                           | 300 |
| Nissan Motor Co., Ltd.                                               | 600 |
| OPTIVO                                                               | 150 |
| PACCAR Financial PLC                                                 | 170 |
| Polypipe Group Plc                                                   | 100 |
| Rentokil Initial plc                                                 | 600 |
| Rolls-Royce plc                                                      | 300 |
| Ryanair DAC                                                          | 600 |
| Schlumberger Plc                                                     | 150 |
| SSP Financing Ltd                                                    | 50  |
| Stagecoach Group PLC                                                 | 300 |
| Telefónica Europe B.V.                                               | 200 |
| The National Trust for Places of Historic Interest or Natural Beauty | 30  |
| The Vitec Group plc                                                  | 30  |
| Tottenham Hotspur Stadium Limited                                    | 175 |
| Toyota Financial Services (UK) plc                                   | 365 |
| Vesuvius plc                                                         | 200 |
| Westfield UK & Europe Financial Plc                                  | 600 |
| Wizz Air                                                             | 300 |
| Young & Co.'s Brewery, P.L.C.                                        | 30  |

## **Politiques monétaires : BlackRock met en garde contre... ses propres préconisations**

By [Or-Argent](#) - Juin 11, 2020



Les marchés financiers sont devenus tellement absurdes qu'il faut parfois se pincer pour vérifier que l'on ne rêve pas. Entre les titres de Hertz et d'autres sociétés en faillite qui bondissent, le constructeur Nikola dont la

capitalisation boursière est plus élevée que n'importe quel fabricant de pick-up alors qu'il n'a pas vendu un seul véhicule jusqu'à présent, et bien d'autres choses, il y a de quoi en perdre la tête.

En début de semaine, nous avons publié un article qui montrait que les politiques de la FED en réponse à la crise du coronavirus avaient été [échafaudées bien avant par BlackRock](#), soit le hedge fund désormais chargé d'exécuter certains pans de la stratégie de banques centrales telles que la FED, la Riksbank, etc.

Nous consultons quotidiennement le blog de BlackRock pour voir ce qui se dit du côté de cette entité qui a indubitablement une grosse influence sur les décisions des politiques monétaires de par le monde. Vous pouvez imaginer la surprise lorsque nous avons vu un billet ([source](#)) signé ni plus ni moins par Jean Boivin, l'un des membres du BlackRock Investment Institute qui a élaboré la stratégie Go Direct, y référer **pour mettre en garde les lecteurs contre... ses éventuelles conséquences !**

Dans son article, M. Boivin explique que les banques centrales ont fait ce qu'il fallait en « *étant directes* ». Il explique ce que signifie ce concept en reprenant tous les thèmes développés dans son papier de 2019, qui ont été appliqués.

De quoi s'inquiète-t-il, si les banques centrales ont appliqué à la lettre son plan ? Il écrit :

*« Nous avons averti qu'il fallait mettre en place des garde-fous efficaces, ainsi qu'une stratégie de sortie claire, afin de mitiger les risques de déficits qui dérapent accompagnés d'une expansion monétaire importante, et, en bout de course, d'inflation. (...) Pour être crédible, cette décision de sortie doit être contrôlée de façon indépendante par la banque centrale. (...) »*

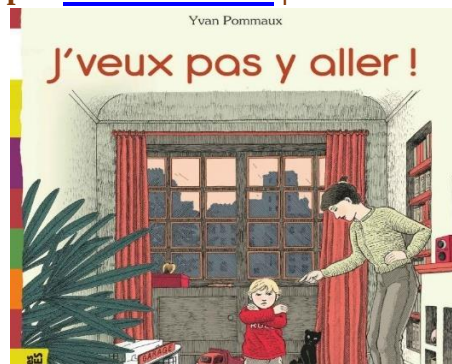
*Cette révolution de politique est positive à court terme pour les marchés, mais en l'absence de garde-fous, elle pourrait ne pas l'être à moyen terme. Les taux d'intérêt se trouvent déjà à leur niveau effectif le plus bas, ou proche de celui-ci. Alors que nous voyons des risques d'inflation plus élevée dans les années à venir. »*

Quand on ouvre la boîte de Pandore, c'est difficile de la refermer. C'est d'autant plus vrai en ce qui concerne l'inflation. Alors que l'implication de BlackRock dans les politiques des banques centrales vient d'être mentionnée, ce billet apparaît. Les conséquences de ces politiques pouvaient pourtant être anticipées dès le début. BlackRock chercherait à se dédouaner à l'avance de tout dérapage qu'il n'aurait pas fait autrement.

La FED n'a jamais eu de politique de sortie, tout simplement parce qu'il n'y en a pas qui soit politiquement viable. Lorsqu'elle a tenté de normaliser ses politiques monétaires, le retour de bâton ne s'est pas fait attendre. Toute tentative de normalisation sera suivie des mêmes effets aujourd'hui.

## **« Le MEDEF inquiet ! Les Français ne veulent pas retourner travailler et ils ont raison !! »**

par [Charles Sannat](#) | 11 Juin 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Quel est votre pourquoi ?

### **Pourquoi vous levez-vous tous les matins ?**

Si la réponse est « uniquement pour gagner des sous » alors c'est bien triste pour vous. Non pas que je me permette un jugement. Je me suis, comme beaucoup, levé le matin pour gagner ma vie, pas pour la vivre. Alors je ne serai pas celui qui jette la première fiche de paye sur le pauvre bougre qui veut remplir la gamelle en travaillant.

Il faut beaucoup de dignité, beaucoup de courage, pour se lever chaque matin, pour aller gagner son pain quotidien dans l'ennui d'un travail que l'on n'aime pas. Vraiment beaucoup.

C'est sans doute parce qu'il manque à beaucoup de nous un solide « pourquoi », que de très nombreux Français ne souhaitent plus retourner travailler ce qui pose un sacré problème aux entreprises. Et pour tout vous dire, je savoure avec délectation ce moment savoureux d'un point de vue « RH », RH pour les Relations Humaines dans l'entreprise....

Hahahahahahahahahahahahahahaha....

Qu'est-ce que je rigole mes amis.

Je sais ce n'est pas bien de se moquer des malheurs des autres, mais là il s'agit du malheur des patrons du Medef qui contemplent, médusés un refus massif de retourner au boulot des gueux. Et le pire, ce n'est pas dans les fonctions de bases... Par exemple les caissières sont fidèles aux postes et l'ont été pendant le pire de la crise d'ailleurs. Elles avaient un pourquoi elles ! Elles se levaient le matin pour permettre aux gens d'acheter à manger. Le postier permettait aux gens d'avoir un courrier. Bref, ce pays a tenu uniquement parce que les « petits », les « ceux qui ne sont rien » avaient une certaine idée de leur utilité... loin d'être marginale pour la société même si leurs salaires eux... sont marginaux !

Bref, du côté des remplisseurs de tableaux excel, le moral n'est pas au retour au boulot.

Il faut dire qu'un tableur excel cela se remplit aussi bien depuis la maison de campagne que de sa grande tour inhumaine de la Défense et du confort de sa ligne A du RER à l'heure de pointe surtout l'été lorsque la température monte à 42°....

Les entreprises et les patrons, ceux-là mêmes qui expliquent depuis 40 ans que les « Français ont peur du changement », qu'il « faut s'adapter à un monde qui change »... et « gnagnagnagna » n'ont jamais voulu entendre parler du télétravail, car c'est perdre la main et le contrôle sur le salarié ce qui est parfaitement vrai.

On ne peut pas manager et diriger à distance comme en présentiel... surtout pour mettre la pression et exercer toutes les manipulations psychologiques qui sont, en réalité, les techniques au cœur de toute activité dite de « management ».... et je peux vous dire que j'en connais un rayon. La distance fait perdre aux « chefs » la faculté de jouer les uns contre les autres.

Je vais vous donner un exemple pour illustrer cela.

Un grand jeu de chef est de traverser la cantine, une salle de réunion, ou je ne sais quel autre endroit comme la machine à café. Vous allez voir directement Pierre, en évitant ostensiblement Paul et Jacques... Vous ne dites rien aux deux derniers. Vous vous entretenez longuement avec Pierre. Vous déclenchez immédiatement de la

jalousie, de la peur ou de la culpabilité chez Paul et Jacques qui se demandent ce qu'ils ont fait de mal, pourquoi Pierre et pas eux etc... C'est une méthode de base du « diviser pour mieux régner ».

La majorité des gens ne se rendent pas compte de ces méthodes et les subissent parce qu'ils n'y ont pas été formés et qu'évidemment personne ne leur explique. Mais, ils savent bien de manière diffuse, que quelque chose cloche, ils savent bien qu'ils se sentent mal au travail, mal avec les autres



## **Retournez travailler !!**

Tel est désormais le cri et l'appel du Medef !

Ils veulent leurs esclaves serviles à portée de fouet, et ceux qui refusent parce qu'ils prennent goût au télétravail sont évidemment, consciemment ou non, en train de s'émanciper de la tutelle de l'employeur.

En réalité ceux qui nous disent qu'il faut nous adapter, sont simplement confrontés à un immense problème d'adaptation de leurs méthodes de management, d'encadrement et de direction.

Ce que ne comprend pas le patron du Medef (en fait si, il le comprend mais c'était pour la figure de style) c'est que les gens veulent bien travailler, ils ne veulent juste pas retourner travailler.

Ils ne veulent pas retourner au bagne alors que les faits montrent qu'ils n'ont pas besoin d'aller supporter les transports, la barre gluante du métro, la pollution, la saleté, la sueur, la puanteur et la chaleur des métros et des RER ou les mains aux fesses dans les tramways. Ils ne sont pas obligés d'aller supporter les méthodes de manipulation psychologique des « managers ». Ils ne sont pas obligés d'aller s'enfermer dans des clapiers sans espaces vendus ou loués à prix d'or alors que notre pays ne manque pas d'espace. Ils n'ont pas besoin de supporter tout cela pour remplir des tableurs excel dans tous les « bullshit » jobs de Geoffroy Roux de Bézieux et de tous ses acolytes.

C'est quoi une « start-up » ? C'est l'inverse du management à la française !

Si vous voulez savoir ce qu'est une start-up c'est facile en réalité.

Une start-up est une entreprise qui vous donne un objectif. Vous pouvez aller à la plage, manger une glace, venir en short au bureau et même avec votre caniche si cela vous amuse, mais il va vous falloir atteindre votre objectif car si vous n'y arrivez pas, vous serez viré, tout simplement renvoyé.

En France, les grosses boîtes ne veulent pas virer... elles préfèrent vous rendre la vie impossible jusqu'à obtenir que vous partiez, d'où la notion d'harcèlement moral et l'augmentation de la souffrance au travail et accessoirement du nombre de suicides.

Pourquoi ne pas virer ceux qui n'y arrivent pas ?

Parce que si vous dépassez certains seuils alors il faut faire un plan social et tout le tralala qui va avec.

Le monde du travail en France est d'une hypocrisie terrible.

### **Vous savez ce qu'il va se passer ?**

Les nuls qui n'atteignent pas les objectifs retourneront travailler, fayoter. Certains auront même des promotions, et deviendront les petits chefaillons à l'esprit étriqué qui tuent à petit feu ce pays et ses forces créatrices.

Les bons, eux, iront télé-travailler, ils deviendront indépendants, ils factureront des prestations.

Les uns auront une vie agréable, les autres une vie contrainte.

Les uns choisiront leur localisation, les autres la paieront au prix fort.

Mais au bout du compte, les compétences cela se paye, cela se paye en monnaie mais aussi en qualité de vie que vous permettez aux âmes dont vous avez la charge.

Les entreprises qui voudront de vraies compétences, devront s'adapter au fait que non, « ils ne veulent pas retourner travailler ».

Pour tous les autres bullshit jobs, le monde n'a jamais manqué d'esclaves volontaires pour leur propre asservissement.

Au bout du compte, ce confinement aura servi à beaucoup à se rendre compte que la véritable richesse n'est pas l'argent, mais le temps, l'espace et la liberté...

Le reste n'est qu'aliénation.

Nous sommes nés pour ne vivre qu'un temps ce qui le rend si précieux, pour vivre dans de grands espaces, et pour vivre libre.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

### **Le Docteur Fauci (USA) dit que la propagation du coronavirus est son « pire cauchemar » devenu réalité et « n'est pas encore terminé »**

Le Docteur Fauci est aux Etats-Unis ce qu'est un peu notre Professeur Delfraissy qui est le président du conseil scientifique. Et le Docteur Fauci vient de déclarer sur CNN que le Covid-19 est son « pire cauchemar » !

Le coronavirus est « mon pire cauchemar », à certains égards plus qu'Ebola ou le VIH, a déclaré mardi le Dr Anthony Fauci.

« Ebola était effrayant, mais Ebola ne s'est jamais facilement transmis », a déclaré Fauci, directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses. Les épidémies d'Ebola sont également toujours très locales. « Le VIH, aussi important soit-il, a été prolongé et sur une longue période de temps », a ajouté Fauci, qui s'exprimait via une vidéo enregistrée à la Convention internationale de la Biotechnology Innovation Organization. Beaucoup ne se sont jamais sentis menacés par la maladie car elle a toujours été une menace « selon qui vous êtes, où vous êtes, où vous vivez ».

Dans le passé, lorsque les gens demandaient à Fauci de décrire une maladie potentielle qu'il craignait le plus, il disait qu'il la décrivait souvent comme quelque chose qui était une toute nouvelle infection respiratoire qui avait probablement sauté d'un animal et avait un très haut degré de transmissibilité.

Le monde a connu des épidémies qui présentent au moins certaines de ces caractéristiques, a-t-il déclaré, mais Covid-19 avait toutes ces caractéristiques combinées.

« Maintenant, nous avons quelque chose qui s'est avéré être mon pire cauchemar », a déclaré Fauci. « En quatre mois, cela a dévasté le monde ».

La pandémie a tué plus de 111 700 personnes aux États-Unis et près de 409 000 dans le monde, selon l'Université Johns Hopkins . Partout dans le monde, plus de 7 millions de personnes ont été infectées.

« Il a juste conquis la planète », a ajouté Fauci, « et ce n'est pas encore terminé. »

Fauci a également déclaré qu'il y avait encore beaucoup à apprendre sur les effets négatifs à long terme de l'infection Covid-19 sur les patients.

« La chose que nous n'apprécions pas encore pleinement, c'est ce qui se passe lorsque vous êtes infecté et que vous contractez une maladie grave et que vous récupérez. Quels sont les effets négatifs durables à long terme de cette infection ? » Dit Fauci.

Fauci a expliqué que, comme il n'y a toujours pas assez d'expérience avec le virus, les scientifiques ne savent pas à quoi ressembleront les patients qui se sont rétablis dans six mois.

« Nous ne connaissons pas l'étendue de la récupération complète ou partielle, nous avons donc beaucoup à apprendre », a-t-il déclaré.

Fauci a salué la réponse rapide « sans précédent » des sociétés pharmaceutiques en travaillant à un vaccin et à une thérapeutique pour le coronavirus, disant qu'elle « a même dépassé la réponse de santé publique à certains égards, que vous voyez généralement en face ».

Fauci a déclaré qu'il espérait que le travail qui est fait pour lutter contre Covid-19 apporterait à l'avenir « un degré de capacité et de préparation pour répondre encore mieux que ce que nous avons répondu en ce moment ».

Le médecin a déclaré qu'il ne pensait pas imposer un contrôle des prix sur les vaccins avant qu'ils ne soient développés, et a plutôt appelé le gouvernement à travailler de « bonne foi » avec les sociétés pharmaceutiques pour développer des traitements lors des urgences de santé publique.

Non, la pandémie n'est pas terminée.

Les choses peuvent sembler plus calme, mais ce calme peut être trompeur et d'ailleurs certains signaux faibles commencent à clignoter. Je vous en parlerai dans le dossier stratégie à venir consacré à la seconde vague...

**Charles SANNAT**

## **Faillites bancaires. Le spectre. La BCE veut (encore) sauver les banques et va créer une « bad bank » européenne !**

D'après l'agence Reuters toujours bien informée, la BCE, la Banque centrale européenne, craint une flambée des défauts de paiement après l'épidémie...

Cela signifie que les emprunteurs ne vont pas rembourser leurs crédits car ils seront en faillite.

Et si les emprunteurs ne remboursent pas les banques, les banques ont un problème.

Si les banques ont un problème, alors notre épargne a un problème et donc si les banques ont un problème, nous avons un problème et un sérieux problème même !!

### **1 000 milliards ou la faillite !**

C'est dans ce contexte que la Banque centrale européenne (BCE) prépare une structure de défaisance pour y transférer des centaines de milliards d'euros de prêts qui risquent de ne pas être remboursés en raison de la crise du coronavirus.

*« Ce projet vise à protéger les banques d'une deuxième lame dans la crise économique provoquée par l'épidémie de COVID-19, l'envolée attendue du chômage risquant de mettre de nombreux ménages en difficulté et de les rendre incapables de rembourser leurs prêts ».*

Et nous avons même un premier montant de ces montants justement qui ne seront jamais remboursés... « Le montant des créances dans la zone euro dont on estime qu'elles ne seront probablement jamais remboursées intégralement dépasse déjà 500 milliards d'euros, selon les statistiques officielles, qui portent aussi bien sur les crédits à la consommation que sur les prêts immobiliers ou automobiles. D'après les sources, ce montant devrait encore augmenter sous l'effet de l'épidémie et pourrait même doubler à 1 000 milliards d'euros, fragilisant un peu plus le bilan des banques et limitant leur capacité à distribuer du crédit »...

Et voilà le montant est lâché, 1 000 milliards, et en poussant un peu on devrait même pouvoir faire un peu plus !

### **Mais comme d'habitude, l'Allemagne renâcle...**

Comme le mentionne l'agence Reuters, « pour que ce projet voit le jour, le soutien de l'Allemagne, première économie de la zone euro, est indispensable. Or Berlin s'y oppose depuis des années, rejetant toute idée d'une responsabilité partagée sur les dettes ».

Alors la BCE cherche à faire rentrer du carré dans du rond ou l'inverse on ne sait plus très bien et se retrouve à envisager une nouvelle usine à gaz en ressortant de la naphthaline le MES, le mécanisme européen de stabilité « dont le rôle est de fournir une aide financière aux pays de la zone euro ou aux banques en difficulté, en tant que garant de cette « bad bank ». Cette structure de défaisance émettrait alors des obligations que les banques achèteraient en échange de portefeuilles de prêts non remboursés. Les banques pourraient ensuite déposer en collatéral ces obligations auprès de la BCE pour obtenir des financements, a expliqué l'une des sources ».

En Allemagne le point de vue est très simple.

Très clair.

Limpide...

Il est résumé par Markus Ferber, *député allemand au Parlement européen*, a rappelé que l'Allemagne restait opposée à une mutualisation des garanties. « La première étape devrait être des bad banks nationales », a-t-il dit.

Autant dire que si les bad banks sont nationales, cela veut dire... chacun pour soi et dieu pour tous.

La zone euro n'existe donc plus dans les faits !

Préparez-vous à la faillite des banques et c'est le moment pour tous les abonnés à la lettre STRATEGIES de relire le flash consacré à ce sujet ([tous les renseignements ici](#))... Et de corréliser ce que je disais à ce que vous venez de lire !!! L'étape la plus dangereuse pour nos banques se situera à partir de 2021. Je confirme donc les prévisions de ce flash.

Charles SANNAT

## **Éditorial: en route pour la catastrophe man-made. Nous serons victime une fois de plus de la complaisance. Votre confiance est mal placée.**

Bruno Bertez 11 juin 2020



Personne n'a osé cuisiner Bernanke et exigé qu'il réponde à la question: pourquoi n'avez-vous pas vu arriver la Grande Crise financière -GFC1-.

Ben Bernanke a par la suite osé se vanter d'avoir sauvé le monde .

Lui et ses complices : « we saved the world! »

Bernanke avait écarté la notion même d'une panique monétaire mondiale.

*Même après que la crise ait commencé à montrer des signes évidents de gravité extrême, il les a ignorés en assénant le maintenant célèbre: « le subprime est contenu ». Peu avant il avait nié la possibilité d'une bulle immobilière.*

*Voici la réponse apportée par Bernanke seulement deux semaines avant l'effondrement des taux à la borne inférieure du zéro en décembre 2008:*

*« Moi et d'autres nous nous sommes trompés au début en disant que la crise des subprimes serait contenue. La relation de cause à effet entre le problème du logement et le vaste système financier était très complexe et difficile à prévoir ».*

**Ecoutons Ronald Coase, prix Nobel:**

*« Ces universitaires ne parlent que du charabia parce qu'ils ont renoncé depuis longtemps à essayer de comprendre l'économie réelle dans la poursuite de la quantification des licornes et des moulins à vent ».*

\*\*\*

Les responsables de la conduite des affaires ne cessent de se tromper et de nous tromper. Ils éludent leur responsabilité dans la survenue des événements négatifs. Encore heureux quelquefois qu'ils ne nous les imputent pas!

Encore que... si on les écoute, on sent bien qu'en filigrane, à mots couverts ils suggèrent que nous sommes en partie responsables de tout ce qui nous arrive.

Ainsi certains osent suggérer que nous ne consommons pas assez, que nous aurions un excès d'épargne et que c'est pour ces raisons que nos économies ne tournent pas rond et que l'inflation n'est pas assez forte. Il ne leur vient pas à l'idée que si on a besoin de plus d'inflation c'est pour euthanasier/neutraliser l'excès de dettes qu'eux, créent, produisent à longueur de décennies.

Ah les braves gens. Bientôt ils vont nous accuser de produire du Co2 en respirant!

Nous sommes gérés, commandés par des imposteurs. Ils se vantent de faux savoirs, de théories non vérifiées, de signes mathématiques cabalistiques qui, lorsque vous y regardez de plus près sont des tautologies: on n'y retrouve que ce que l'on y met.

Mais ces gens bénéficient de l'ignorance des sots et corrompus qui constituent la population des médias, ils bénéficient de la complicité des gouvernements car ils fournissent le pognon de leur largesses démagogiques et bien sûr ils sont encensés par la communauté spéculative car ils la gavent de plus values sans risque tombées du ciel des printing press digitales.

On pourrait s'étonner de l'attitude des gens qui sont supposés être de gauche; comment peuvent-ils passer à côté de ces situations/gestions scandaleuses dans lesquelles une minorité déjà riche s'enrichit encore plus sans rien faire, sans prendre de risque, sans miser de véritable argent, sans même financer les investissements productifs? Comment ne s'indignent ils pas de l'élargissement sans fin du gouffre des inégalités?

D'abord parce qu'il n'y a plus de vraie gauche depuis que la référence marxiste a été discréditée par le socialisme réel et ensuite parce que les gauches ont traditionnellement une position favorable à l'inflation, c'est leur alliée.

Les gauches adorent l'inflation, c'est culturel et c'est hérité du passé.

Par construction les gauches dépensent plus qu'elles n'osent prélever, donc elles sont obligées toujours de recourir au déficits, aux dettes et donc à la dérive monétaire; **les gauches aiment ce dont elles ne peuvent se passer; l'illusion du crédit et de la monnaie.**

Les gauches, ou plutôt les élus de gauche car il ne faut pas confondre les élus avec ceux qui les manipulent ou encore avec la base, les gauches croient que les riches ont de l'argent et que l'inflation les pénalise: c'est faux les riches n'ont pas d'argent ils ont des dettes et des biens réels, ce sont les pauvres qui ont de la monnaie.

**Quand on dit qu'il faut fabriquer de l'inflation on ne dit rien d'autre que ceci: il ne faut pas que les pauvres puissent maintenir la valeur de leur épargne; il faut que les riches voient en continu, leurs dettes s'alléger.**

A notre époque toutes les gauches sont fabiennes, c'est à dire qu'elle sont ralliées aux idéologies imposées par les ultra-riches, celles qui favorisent la mise en place de sociétés à deux vitesses, sans classes moyennes.

La gauche fabienne c'est celle qui, inspirée de la philosophie du grand conservateur qu'était Keynes a mis en pratique ses découvertes pour, grâce à des subterfuges permettent de dépasser les contradictions du capitalisme et en particulier celle de la suraccumulation qui entraîne l'érosion inéluctable du taux de rentabilité. Keynes permet par ses découvertes sur les moyens de lutter contre le chômage, de créer de la fausse demande et du faux profit; voilà sa découverte et elle permet en effet de lutter contre les crises.

Elle promet de reproduire et prolonger le système en le divisant en deux sous systèmes.

Deux sous systèmes coexistent:

-Le marché pseudo libéral qui met en concurrence les travailleurs entre eux afin de faire baisser les salaires et hausser le taux d'exploitation,

-mais le socialisme pour les riches et ultra-riches afin qu'ils fassent leur plein grâce à la finance.

Le socialisme fabien, qui est en fait de plus en plus notre régime économique-social, repose sur la maîtrise par les élites de l'outil monétaire et bancaire puisque c'est cet outil qui bonifie la plus value, économise le capital car on le complète par la dette, multiplie le profit par le levier et permet de prendre le maximum de risque puisque le risque est couvert/assuré par le couple Banque Centrale/Trésor Public, c'est à dire la collectivité.

Le « **capitalisme monopolistique d'état crony de copains et coquins et de banque centrale réunis** », ce capitalisme c'est le capitalisme fabien.

C'est le capitalisme qui prétend réaliser la fin de l'Histoire.

Il est prométhéen car il prétend rivaliser avec les dieux, il prétend qu'il n'y a pas de limite à son pouvoir, il fait croire que l'accumulation du capital peut-être infinie, sans limite et sans contradiction, que tous les conflits peuvent être résolus par la manipulation des signes qu'ils soient de la monnaie ou de la Communication.

C'est un système faustien, diabolique qui a vendu son âme au diable pour repousser les limites de l'humain... à son profit et sur le dos des autres.

C'est un système scélérat dans lequel les uns se coltinent le poids du réel et les autres s'envoient en l'air, dans les nuages de l'imaginaire. Dans les bulles. Car je soutiens que le système des bulles dépasse très largement la

sphère financière. En particulier il y a une bulle de crédibilité des élites, une bulle de confiance. Ils, les élites, et leurs alliés nous gouvernent et nous dominent d'une façon générale par le système des bulles. Ce qui est une autre façon de dire ce que je dis habituellement, à savoir qu'ils nous font vivre dans un monde imaginaire.

Je propose une autre définition, un élargissement de la notion d'exploitation qui dépasse largement celle qui découlait des découvertes marxistes et qui faisaient des prolétaires les damnés de la terre. Ici dans ce système radicalement faustien, les damnés de la terre, ce sont tous les autres, tous ceux qui n'en croquent pas, qui ne participent pas à la grande fête des élites.

Ce n'est pas seulement le travail des damnés de la terre que l'on exploite mais leur vie même, le sens de leur vie, sens dont on les dépossède, car ils sont utiles même quand ils ne produisent pas puisqu'ils consomment et reproduisent la demande qui fait tourner la machine qui secrète le profit pour les ploutocrates, et valide leurs dettes.

Le sinistre Bruno Le Maire engageait les Français il y a quelques jours à consommer, à ne pas épargner, vous comprenez pourquoi?

Pour faire rouler la bicyclette ! Il faut que les masses consomment, se précarisent, acceptent de se démunir, tirent la charrue, fassent tourner la roue du puits afin que le crédit dont vivent les riches et ultra riches ne se révèle pas être ce qu'il est irrecouvrable.

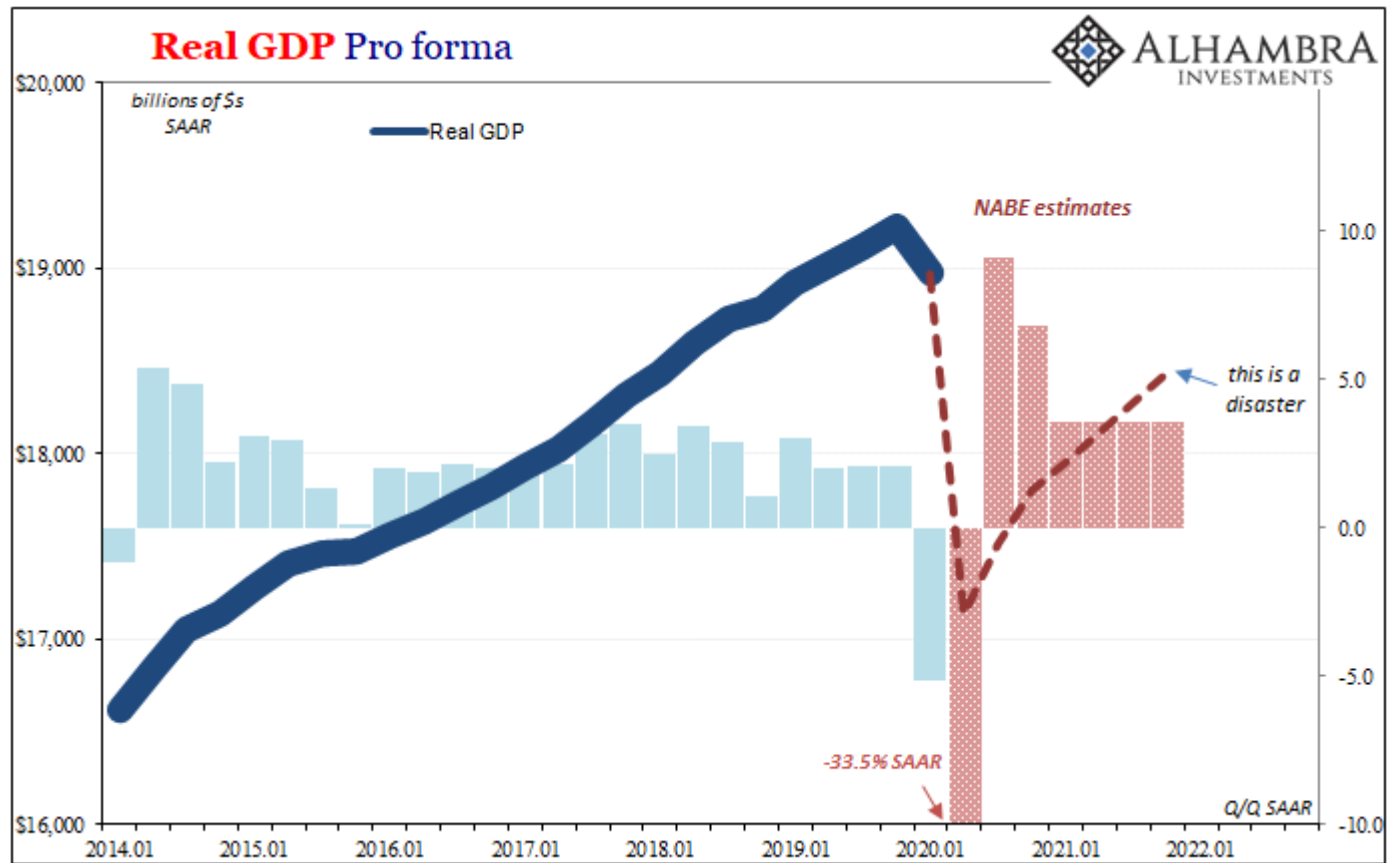
Il ne faut pas qu'il soit révélé que ce capital des créanciers est un capital fictif. Ce qui en passant est la vraie raison, keynésienne pour laquelle un jour il y aura le revenu universel: pour valider les dettes des riches.

Les gouvernements et les banques centrales nous vendent actuellement la salade de la reprise économique qui va résoudre tous les problèmes, y compris celui de la montagne de dettes qui s'est accumulé.

Surtout ne les croyez pas, la reprise sera encore plus médiocre que celle qui a suivie la crise de 2008: tout est plus grave, au carré, au cube. Les obstacles à la reprise auto-entretenu sont colossaux.

Il n'y a qu'une hypothèse qui permettrait d'envisager une reprise forte, une reprise en « V », c'est l'hypothèse ou délibérément les autorités joueraient cyniquement le dérapage de l'inflation, mais cette hypothèse qui certes est envisageable, est peu probable à ce stade, il est trop tôt pour qu'il soit déjà trop tard. Les autorités n'ont pas encore intérêt à jouer la politique du pire. Les autorités vont tenter de refaire un tour du manège enchanté.

*Il ne peut y avoir de reprise en « V »; sauf à courir le risque du dérapage, mais il est trop tôt pour cela.*



Personne ne conteste la parole des autorités, personne ne leur porte la contradiction. C'est de cette absence de contradiction que viendra le drame. C'est parce qu'on les aura laissé faire que se produira le drame, je pèse mes mots, je dis bien le drame. La catastrophe man-made.

Nous seront victimes de la complaisance, de la pensée de groupe. Comme en 2008, en magnifié!

## **Le bilan de la Fed à 7,2 trillions, de l'argent gratuit à perte de vue.**

Bruno Bertez 10 juin 2020

### **[TRADUCTION]**

- La Réserve fédérale a voté mercredi pour maintenir les taux de référence à court terme près de zéro. En plus de l'évolution des taux, la Fed a déclaré qu'elle continuerait d'acheter des obligations, visant 80 milliards de dollars par mois en Treasuries et 40 milliards de dollars en titres adossés à des hypothèques.
- En ce qui concerne l'économie, la Fed voit le PIB chuter de 6,5 % en 2020 mais rebondir à un gain de 5 % en 2021.
- La Réserve fédérale a maintenu les taux d'intérêt près de zéro et a indiqué que c'est là qu'ils resteront lorsque l'économie se remettra de la pandémie de coronavirus.
- Parallèlement à la décision sur les taux, les banquiers centraux ont prévu mercredi que l'économie se contractera de 6,5 % en 2020, année qui a vu un arrêt sans précédent de l'activité des entreprises dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus.

- Toutefois, l'année 2021 devrait afficher une hausse de 5 %, suivie de 3,5 % en 2022, deux chiffres bien supérieurs à la tendance à long terme de l'économie.

La banque centrale a réitéré son engagement pris lors de la réunion d'avril, à savoir qu'elle "prévoit de maintenir cette fourchette cible jusqu'à ce qu'elle soit convaincue que l'économie a résisté aux événements récents et qu'elle est en voie d'atteindre ses objectifs maximums en matière d'emploi et de stabilité des prix".

La Fed a également déclaré qu'elle continuera à augmenter ses avoirs en obligations, en ciblant des achats du Trésor à 80 milliards de dollars par mois et des titres adossés à des créances hypothécaires à 40 milliards de dollars.

Le Comité fédéral de l'Open Market s'est réuni cette semaine alors que les États commencent à rouvrir et que le chômage a connu la pire baisse mensuelle de son histoire, suivie de la plus forte hausse. En outre, la réunion a lieu la même semaine où le National Bureau of Economic Research a déclaré qu'une récession avait commencé en février, mettant fin à la plus longue expansion de l'histoire des États-Unis.

Le président Jerome Powell a déclaré que les projections économiques ont été faites avec "l'attente générale d'une reprise économique commençant au second semestre de cette année et s'étendant sur les deux prochaines années, soutenue par des taux d'intérêt qui restent à leur niveau actuel proche de zéro".

Au début du mois de mars, la Fed a réduit la fourchette cible pour son taux des fonds au jour le jour à 0-0,25 %, là où elle se trouvait la dernière fois pendant la crise financière. Ce taux sert de référence pour les emprunts bancaires à court terme et sert également de guide pour la plupart des emprunts des consommateurs.

Les responsables de la Fed n'ont pas publié leurs projections économiques trimestrielles lors des réunions de mars, car l'incertitude régnait quant à la durée du maintien des États-Unis en mode "stay-at-home" et à l'ampleur des dégâts.

Ils ont publié leurs prévisions cette semaine. Voici les chiffres clés pour 2020, suivis des deux prochaines années et de la projection à long terme :

Taux des fonds fédéraux : 0%-0,25% jusqu'en 2022, avec un taux à long terme de 2,5%.

PIB : -6,5 % en 2020, 5 %, 3,5 %, 1,8

Chômage : 9,3 %, 6,5 %, 5,5 %, 4,1 %.

Inflation globale : 0.8%, 1.6%, 1.7%, 2%.

Inflation de base : 1%, 1.5%, 1.7%.

Les marchés ont réagi positivement à l'annonce de la nouvelle, les actions ayant bien quitté leur creux de la journée et se rapprochant d'un territoire positif.

"L'analyse des projections économiques de la Fed à ce moment où une grande partie de l'économie est encore ouverte est truffée d'incertitudes. C'est une récession économique sans précédent", a déclaré Danielle DiMartino Booth, PDG de Quill Intelligence et ancien conseiller de la Fed de Dallas.

Les investisseurs avaient observé la déclaration pour savoir dans quelle mesure la Fed continuerait à maintenir sa politique. Les achats d'obligations ont été considérés comme essentiels étant donné que la Fed a fortement réduit ses achats. Les achats sont passés d'un pic de 300 milliards de dollars par mois dans les Treasuries au début de la crise du coronavirus à 20 milliards de dollars par semaine plus récemment.

Dans une déclaration séparée, la Fed a déclaré qu'elle maintiendrait ses achats "au moins au rythme actuel pour soutenir le bon fonctionnement des marchés de ces titres, favorisant ainsi une transmission efficace de la politique monétaire à des conditions financières plus larges".

Cependant, même avec la décélération, le bilan de la Fed, où elle conserve ses actifs, a explosé à plus de 7,2 billions de dollars.

Par leurs projections individuelles, les membres ont indiqué une position résolument dovish à l'avenir.

"Nous ne pensons pas à augmenter les taux. Nous ne pensons même pas à augmenter les taux", a déclaré M. Powell. "Ce à quoi nous pensons, c'est au soutien de l'économie. Nous pensons que cela va prendre un certain temps".

Le "pointillé" des attentes des membres de la commission montre peu de dissensions sur le maintien des taux jusqu'en 2022. Les 17 membres du comité ont unanimement estimé que la position proche de zéro se maintiendra jusqu'en 2021, et seuls deux d'entre eux s'attendent à ce qu'elle augmente en 2022. Aucun membre n'a indiqué de taux négatifs, une question qui a été soulevée à maintes reprises par les responsables de la Fed lors de leurs apparitions publiques.

\* \* \*

**Mon hypothèse de travail est la même que celle d'Albert, c'est à dire celle d'un nouveau tour de manège qui butera sur le mur de la « debt saturation », provoquera un nouveau risque de déflation terrible, face à ce nouveau risque de déflation, les apprentis sociers abandonneront toute retenue et c'est ainsi que la rupture inflationniste se produira, elle ne se produira pas par les mécanismes habituels car rien n'est habituel**



## **La FED en route vers le chaos**

**rédigé par [Philippe Béchade](#) 11 juin 2020**

**Wall Street est parti un peu dans tous les sens mercredi soir** : pas seulement à cause d'une alternance de phases d'euphorie et de trous d'air au cours des 2 dernières heures de cotation mais également parce que **les indices américains ont divergé de façon radicale dès les premiers échanges (le [Nasdaq](#) d'un côté, le [Dow Jones](#) et le [Russell2000](#) de l'autre) et ils n'ont cessé de creuser les écarts au fil des heures, y compris après la publication du communiqué final de la FED à 20H.**

Le Nasdaq qui avait fait une entame de séance fracassante a doublé la mise en quelques minutes peu après 20H et gagné plus de 1,5% : **le Nasdaq Composite a flambé jusque vers 10 087 et le Nasdaq100 s'est envolé de +2% jusque vers 10 155 (+1,3% au final à 10 095, soit +50% depuis le plancher de la mi-mars) dans le sillage des 7 FANGMAN qui affichaient des gains moyens supérieurs à 3%. La capitalisation de ces 7 valeurs dépasse désormais 6 370Mds\$ (3 fois le PIB de la France !).**



Les capitalisations retenues sont celles correspondant à la valeur algébrique arrondie au dollar inférieur lors de la culmination de chacune de ses valeurs :

Facebook : 570Mds\$

Apple : 1 533Mds\$

Nvidia : 234Mds\$

GOOG/Alphabet: 1 000Mds\$ (tout rond)

Microsoft : 1 500Mds\$

Amazon : 1 340Mds\$

Netflix : 195Mds\$.

**Avec le déclenchement d'une vague de prises de bénéfices par les day traders, les gestions indicielles classiques se sont rabattues sur la courte liste de valeurs constituant des achats prioritaires : cela cible une douzaine de leaders incontournables -dont les 7 FANGMAN.**

Chaque fois que le Nasdaq reprend l'avantage sur les valeurs cycliques et industrielles, on assiste invariablement depuis 11 semaines à l'activation de programmes "quantitatifs" qui surpondèrent les "titans" à plus de 1 000Mds\$ de capitalisation du Nasdaq et du S&P500.

A la clôture, le contraste entre le Nasdaq100 d'une part (+1,28%) et le Dow Jones (-1,04%) ou le Russell2000 (-2,6%) était saisissant.

**Le chaos instaure l'imprévisible**

**La bulle s'est brusquement dégonflée sur les valeurs bancaires, la distribution, le loisir/tourisme (hôtels, casinos, croisières) et les valeurs pétrolières (certaines ayant doublé la semaine dernière).**

**Il s'agit d'une cinquantaine de valeurs au bord du dépôt de bilan et qui ne doivent leur survie qu'aux largesses de la FED** (qui participe aux émissions obligataires de ces entreprises qui seraient incapables de trouver un seul créancier dans le contexte actuel).

D'expérience, lorsque les intervenants les plus avides se jettent sur ce genre de "papiers" avec un opportunisme assumé (acheter parce que ça grimpe, renforcer tant que ça grimpe et pérenniser le mouvement...et sortir dès que le funiculaire s'arrête), c'est un véritable coup de poker. Mais le coup est joué dans le même esprit et par des centaines de milliers de joueurs : à la sortie, il ne reste qu'un seul vainqueur à la table : celui qui les a convaincus de leur invulnérabilité afin qu'ils misent jusqu'à leur dernier jeton.

Pour l'heure, le proverbe "quand tout le monde pense la même chose et agit de façon identique, c'est que tout le monde se plante" semble pris en défaut... tout comme à la veille de l'éclatement de toutes les plus grandes bulles de l'histoire.

**Et certains pensent que la "bulle de tout" actuelle n'éclatera pas car "cette fois c'est différent".**

**Et les krachs, c'est une situation de chaos qui s'empare du marché... or nous savons tous qu'il n'y a plus de "marché" puisque la FED (ou la BCE, ou la BoJ) fait le "marché":** pouvez-vous imaginer une banque centrale devenir chaotique ?

La FED n'est pas chaotique, en revanche, elle a peut-être choisi la voie du chaos, celle qui consiste à abolir le marché dans une économie où l'écrasante majorité des acteurs (citoyens, entreprises, enseignants, épargnants) continuent de vivre dans l'illusion que c'est le marché qui détermine les choix les plus pertinents et la valeur future des entreprises humaines.

**Une autre façon de voir les choses : le chaos instaure l'imprévisible.... et 100% des évolutions des indices boursiers depuis que leur rebond a dépassé 62% du montant de la perte initiale sont imprévisibles, puisque la probabilité d'occurrence était de zéro, comme 8 gaps consécutifs sur le CAC40, comme 50% de hausse du Nasdaq100 entre 6 771 et 10 155, comme 55 de PER médian pour les FANGMAN avec 8% de récession sous-jacente (lesquelles pèsent plus de 55% du Nasdaq100 et un tiers du PIB américain).**

L'ordre nouveau (le chaos) imposé par les banques centrales met "l'ancien monde" K-O !

## **Vers une disparition de "l'état d'urgence" le 10 juillet, mais pas des mesures restrictives des libertés !**

rédigé par [Philippe Béchade](#) 10 juin 2020

De nombreuses voix s'élèvent parmi les économistes pour lever au plus vite l'état d'urgence sanitaires: le gouvernement fait savoir que ce sera chose faite le 10 juillet.

Mais si l'expression "état d'urgence" disparaît la plupart des mesures qui caractérisent une forte réduction des libertés publiques -et notamment celle du droit de manifester- sont maintenues et prolongées jusqu'au 10 novembre.

Selon les éléments dont dispose le journal "Le Monde", parmi les restrictions les plus stratégiques, demeureront celles qui concernent la "mobilité" : l'état se réserve le droit de « réglementer ou interdire la circulation des personnes et des véhicules », ainsi que « l'accès aux moyens de transport et les conditions de leur usage ».

En ce qui concerne les loisirs, spectacles, rencontres sportives, l'état se réserve la possibilité d'autoriser ou d'ordonner la fermeture provisoire de plusieurs catégories d'établissements recevant du public ainsi que des lieux de réunion, en fixant un effectif maximal.

Et bien sûr, les autorisations de rassemblement de plus de 10 personnes vont évoluer (afin de rendre possible les mariages, les célébrations familiales) mais les attroupements et les manifestations impliquant un nombre élevé de participants (à redéfinir) continueront d'être fortement encadrées ou interdites.

## **Les illusions populaires et la folie des foules**

**Brian Maher 9 juin 2020**

Les opprimés se relèvent. Les policiers se mettent à genoux. Le silence est une violence.

Et la violence, c'est la parole.

D'une mer à l'autre, d'un continent à l'autre... les protestations font rage.

Une injustice quelque part dans une rue de Minneapolis menace manifestement la justice partout.

Elle menace certainement la paix partout.

Ici, à Baltimore, les façades des magasins de Charles Street et de la rue Charles Street sont barricadées contre des briques :





Y a-t-il un plus grand symbole d'espoir, d'amour, qu'une feuille de contreplaqué tendue sur une vitrine ?

Nous n'en avons pas encore rencontré dans ce monde.

**"Quand un homme entre dans une foule, il quitte la civilisation"**

Nous n'avons rien à dire contre les protestations, bien sûr. Si un homme souhaite marcher contre une injustice perçue, qu'il le fasse... de peur que le ciel ne tombe.

Pourtant, notre disposition spacieuse et tolérante nous place dans un bocal à cornichons. Car un homme qui proteste, c'est un homme dans la foule...

Et quand un homme entre dans une foule, il quitte la civilisation.

Il entre, son sang monte... et sa raison s'éteint.

Comme l'a fait remarquer M. Nietzsche, la folie est rare chez les individus - mais elle est la règle dans les foules.

Ou comme le soutenait M. Charles Mackay, auteur du classique de 1841, *Extraordinary Popular Delusions and the Madness of Crowds* :

*Les hommes, a-t-on bien dit, pensent en troupeaux ; on verra qu'ils deviennent fous en troupeaux, alors qu'ils ne retrouvent leurs sens que lentement, et un par un.*

**"Une foule ne court pas sur la pensée mais sur les hormones"**

Un homme dans une foule cesse d'être un homme mais un visage.

Il cesse d'être une unité indépendante, mais un rouage d'une machine folle.

Un homme dans la foule ne pense pas par lui-même. La foule pense pour lui.

C'est-à-dire que l'homme cesse de penser quoi que ce soit.

Car une foule ne fonctionne pas par la pensée mais par les hormones.

Les convoitises de la foule deviennent les convoitises de l'homme, sa volonté devient sa volonté, ses démons deviennent ses démons.

Ce sont ces démons - en fait - qui unissent la foule.

### **Une foule a besoin d'un diable**

Ces diables peuvent apparaître sous la forme de policiers, de blancs, de noirs, de musulmans, de chrétiens, de chinois, de russes, de conservateurs, de progressistes, de capitalistes, d'anticapitalistes, de gaz à effet de serre, de mangeurs de viande.

Une foule a son diable. Une deuxième foule, une autre. Une troisième, un diable à elle seule.

Surtout :

La haine d'une foule pour le diable dépasse largement son amour pour les anges.

Les anges ne font pas monter le sang. Les anges ne font pas bouillonner les hormones. Les anges n'enroulent pas les doigts dans les poings.

Les diables font monter le sang. Les diables font bouillonner les hormones. Les diables enroulent les doigts dans leurs poings.

Et dans toute l'Amérique, dans les régions du monde au-delà...

Le sang est actuellement en hausse, les hormones sont en bulle, les doigts s'enroulent en poings.

Beaucoup de ces poings s'écrasent sur la tête.

C'est-à-dire que la foule se dirige contre son diable.

### **Une foule n'est pas nécessairement une foule de rue**

Mais selon nos normes globales, une foule n'est pas simplement une masse dans une rue.

Une nation est une sorte de foule - une surpopulation.

Et il n'y a pas de plus grande menace qu'une surpopulation à la poursuite d'un démon.

Elle est donnée aux mêmes folies que la foule de la rue... seules ses folies sont amplifiées par les dizaines, par les centaines, par les milliers et par les millions.

Elles laissent souvent derrière elles des "rivières de sang" et une "récolte de gémissements et de larmes".

De ces délires populaires extraordinaires et de la folie des foules :

*En lisant l'histoire des nations, nous constatons que, comme les individus, ils ont leurs caprices et leurs particularités ; leurs saisons d'excitation et d'insouciance, quand ils ne se soucient pas de ce qu'ils font. Nous constatons que des communautés entières se fixent soudain sur un objet et deviennent folles dans sa poursuite ; que des millions de personnes sont simultanément impressionnées par une illusion et courent après elle jusqu'à ce que leur attention soit attirée par une nouvelle folie plus captivante que la première. Nous voyons une nation soudainement saisie, du plus haut au plus bas de ses membres, d'un désir féroce de gloire militaire ; une autre comme devenant soudainement folle d'un scrupule religieux, et aucune des deux ne retrouvant ses sens avant d'avoir versé des rivières de sang et semé une récolte de gémissements et de larmes, pour être récoltée par sa postérité.*

## **La folie des foules du marché**

Un marché aussi est une foule... et tout aussi susceptible de folie.

M. Mackay consacre page après page le délire des tulipes (1636-37), la bulle du Mississippi (1718-20) et la bulle des mers du Sud (1720) qui lui est associée.

Il est dommage que l'homme n'écrive plus.

La bulle boursière de 1929, la bulle technologique de 2000 et la bulle immobilière de 2008 ont ajouté des chapitres entiers à la littérature sur le délire de masse.

D'autres chapitres - sans doute - attendent d'être écrits.

Voici l'élément commun qui unit la protestation de rue, la nation en guerre, les marchés en écume :

L'homme dans la foule.

Un homme en dehors de la foule lancerait-il des briques à la police... partirait-il à la guerre... achèterait-il des actions au plus fort d'une bulle ?

Il ne le ferait pas.

Seul l'homme sous l'influence de la foule le fait.

## **L'homme doit choisir entre la liberté et le bonheur**

L'humanité est confrontée à un choix, soutenait George Orwell en 1984. Il doit choisir entre la liberté et le bonheur.

Et la masse des hommes préfère le bonheur à la liberté :

*Le choix pour l'humanité se situe entre la liberté et le bonheur et que, pour la grande majorité de l'humanité, le bonheur est meilleur.*

Par nos lumières, la grande majorité des hommes recherchent la paix et le contentement de la vie en troupeau - de la vie dans une foule.

Et peut-être même que leur choix est le bon choix.

La liberté est trop chaude pour la plupart des mains, comme l'a décrit Mencken - ou trop froide pour la plupart des épines, comme l'a décrit Nietzsche.

Quoi qu'il en soit, la liberté atteint des températures trop extrêmes pour la plupart des constitutions.

**"La liberté comprend la liberté de mourir de faim"**

La foule offre la sécurité. La force du nombre. La solidarité. La camaraderie.

L'homme libre doit aller sur son propre crochet, gratter à sa propre vapeur, tisser son propre filet de sécurité, faire face seul à un destin cruel.

Ne pas oublier :

La liberté comprend la liberté de mourir de faim.

Nous n'avons donc pas de reproche à faire à l'homme qui préfère le bonheur à la liberté.

Nous profitons nous-mêmes du bonheur. Et de la sécurité. Et de la sécurité.

Les extrêmes de chaleur et de froid, en attendant, nous immiscent.

Et - malgré toutes les preuves - nous apprécions la compagnie.

Nous confessons néanmoins un grand respect pour l'homme qui ne se promène jamais dans une foule, pour l'homme qui n'afflue pas.

Car nous préférons l'humanité par lots d'un seul.

L'exemple de l'homme libre est l'aigle, l'aigle libre et noble.

**"L'aigle n'afflue pas. Vous le trouvez un par un"**

Nous imiterions l'aigle solitaire au-dessus des oiseaux qui se rassemblent - au-dessus des oiseaux qui s'entassent.

Car l'aigle ne se déplace pas en masse. Vous le trouvez un par un.

C'est-à-dire que l'aigle adopte un point de vue individuel. D'après notre expérience, cette vue est souvent la vue supérieure, la vue supérieure.

L'homme libre, c'est l'aigle haut dans le ciel, roulant sur des ailes immobiles, sur des ailes stables, sur des ailes confiantes.

Il est libre de mourir de faim, c'est vrai. Mais il est également libre de s'envoler.

Et l'homme dans la foule ?

Comme l'oiseau dans un troupeau... il n'est libre que de suivre...

## **Pour que l'économie reparte, c'est les salaires qu'il faut soutenir**

rédigé par [Bruno Bertez](#) 11 juin 2020

*Les mesures de relance employées par les banques centrales en ce moment vont à rebours du bon sens – mais personne ne s'en offusque...*



Nous l'avons [vu hier](#) : la rentabilité et les rendements boursiers font concurrence à la profitabilité que l'on peut espérer de la vraie production.

Le jour où produire de vraies richesses sera plus rentable que de jouer en Bourse, ce jour-là les économies repartiront, et dare-dare... car le capital ne peut se permettre de rater le coche du profit. Les détenteurs de capitaux sont en concurrence entre eux.

Ce ne sont pas les valeurs du capital boursier qu'il faut étayer pour soutenir les économies, ce sont les salaires.

Les salaires, c'est l'économie ; ils représentent une part et une importance beaucoup plus grande et surtout décisive pour l'activité et la croissance.

Les salaires font rouler la bicyclette, le poids du capital la fait tomber.

### **Qu'est-ce qui est le plus condamnable ?**

On doit s'interroger : qu'est-ce qui est le plus condamnable, la tentative de la BCE de s'arroger le droit de faire du budgétaire sans le consentement des peuples... ou bien la veulerie des gouvernements censés représenter les peuples et donc avoir le contrôle de la fiscalité... ou encore les partis populaires ou les syndicats qui baissent la tête et la bouclent ?

Même les partis de droite, de la droite juste, intelligente s'il y en a une, celle qui refuse le capitalisme devenu scélérat, devraient s'indigner quand on parle d'enrichir les déjà riches en soutenant et en faisant monter les cours de Bourse avec de l'argent public.

Ce n'est plus de l'économie de marché, c'est de l'économie de marché de dupes ! C'est la forêt de Bondy, on détrousse les pauvres au profit des riches et tout le monde se tait.

Si la banque centrale achète des actions, elle en fait monter le prix, elle augmente la fortune des déjà riches par un cadeau tombé du ciel.

Peu de gens ont un portefeuille en Europe, donc on donne à ces riches un pouvoir d'achat supplémentaire alors que les salariés, eux, n'en ont pas. Cela signifie qu'on dilue, on abaisse le pouvoir d'achat relatif des salaires par rapport au capital. On augmente par une opération du Saint-Esprit le pouvoir de prélèvement des riches sur la production et le patrimoine national.

## Il ne faut jamais dire jamais ?!

« Il ne faut jamais dire jamais », répond Robert Holzmann, membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, à la question de savoir si la BCE pourrait un jour élargir ses rachats de titres aux actions, et ne plus seulement les limiter aux obligations souveraines ou d'entreprises.



La BCE a décidé jeudi d'augmenter de 600 Mds€, pour le porter à 1 350 Mds€, le montant de son programme d'achats de dettes sur les marchés visant à soutenir l'économie de la Zone euro face au choc provoqué par la pandémie de coronavirus.

« Il ne faut jamais dire jamais. Si la nécessité est là, cette discussion devra assurément avoir lieu. Mais actuellement cette discussion n'existe pas », a dit Robert Holzmann à *Die Presse*, en réponse à une question sur la possibilité pour la BCE de commencer à acheter aussi des actions.

Voilà. Nous avons désormais à la Banque centrale européenne un gouverneur qui dit : nous envisageons d'acheter des actions après avoir acheté des obligations, nous envisageons d'accroître la fortune de ceux qui possèdent les actions, de gonfler plus encore la valeur du capital des ploutocrates et... personne ne relève !

# Un pays, deux systèmes

rédigé par [Bill Bonner](#) 11 juin 2020

*Le « système à deux systèmes » américain fonctionne bien... pour une infime partie de la population. Pour les autres, des temps difficiles s'annoncent.*



Un pays. [Deux systèmes.](#)

L'un financier. L'autre économique.

L'un pour l'industrie financière. L'autre pour l'économie réelle.

L'un pour les élites. L'autre pour le reste du monde.

L'un est une fraude. L'autre est une arnaque.

En deux mots (un raccourci dangereusement bref et délibérément provocateur), les « riches » ont obtenu une partie de leur richesse de façon honnête.

Le reste, ils l'ont eu en escroquant les pauvres et les classes moyennes, grâce à [leur système de fausse monnaie.](#)

Dans les faits, après 2008, ils ont eu accès à une quantité de crédit quasi-illimitée, à des taux artificiellement bas, ce qui leur a donné une part croissante de la richesse réelle du pays.

Qui s'en est aperçu ? Ils ont dit que la Réserve fédérale « stimulait » l'économie.

Mais ce « système à deux systèmes » fait désormais des ravages dans l'économie des Etats-Unis, leur société et leur gouvernement... tout en conduisant l'ensemble au désastre.

Revenons un peu en arrière...

## **Et nos enfants ?**

Le système à deux systèmes fonctionne pour nous – les 10% les plus riches qui en profitent. Nombre d'entre nous sont retraités : que nous importe qu'il n'y ait plus d'emploi ?

Nous avons des actifs financiers (actions, obligations, immobilier, *cash*, or) ; nous sommes ravis de voir que la Fed s'emploie à les faire grimper.

Nous ne sommes même pas embêtés (pour l'instant) par le confinement et le verrouillage de l'économie : nous n'avons pas besoin d'aller travailler, de toute façon.

Mais qu'en est-il des autres ? Les 90% ? Nos fils et nos filles ?

Ceux qui n'ont pas fait d'études... les pauvres... ceux qui n'ont rien... qui gagnent le salaire minimum... qui ont besoin d'un emploi... qui se lancent dans la vie professionnelle et fondent une famille alors qu'ils sont déjà chargés de centaines de milliers de dollars de dettes – prêts étudiants, prêts immobiliers, prêts automobiles, sans oublier leur part de la dette nationale ?

N'oubliez pas les classes moyennes d'âge mûr – généralement, ce sont ceux du « milieu » qui souffrent le plus quand un pays perd la tête.

Ces gens ont des choses à perdre... mais pas assez de richesse ou de connaissances financières pour se protéger.

Et il y a de bonnes chances qu'ils perdent tout dans l'effondrement économique/folie monétaire/bouleversement politique qui se profile.

## Construit sur un mensonge

Si un tel désastre est si évident (pour nous en tout cas), comment se fait-il que d'autres ne le voient pas ? Comment se fait-il qu'ils n'anticipent pas cet affreux avenir – et le changent avant qu'il ne se produise ?

Après tout, c'est eux qui ont créé le système à deux systèmes. Eux, et seulement eux, peuvent le changer.

Eh bien, que pensez-vous de ceci, comme raison...

Les décideurs, les influenceurs, les économistes, les éditorialistes, les politiciens, les universitaires, les capitaines d'industrie et les sergents d'associations caritatives pleines de bonnes intentions – aucun d'entre eux ou presque ne comprend ce qu'il se passe vraiment.

Pourquoi pas ? Parce que c'est stupéfiant, tout ce qu'on ne voit pas quand notre richesse dépend de notre aveuglement.

Tous – démocrates, républicains, qu'ils aiment Trump ou le détestent – font partie des 10% les plus riches. Ils profitent tous de ce système frauduleux de fausse monnaie... et aucun ne veut y réfléchir trop intensément.

Ils ont construit leur carrière, leur réputation et leur fortune sur un mensonge. Ils ne vont pas ouvrir les yeux maintenant.

Par ailleurs – tout comme nous –, ils sont pris dans la tempête.

Politique, racisme, fascisme, keynésianisme... TMMisme... réchauffementplanétairisme... coronavirusisme... il suffit de lire notre courrier !

Nous avons décrit cela comme un « effondrement du contexte ». Les règles... les traditions... les idées auxquelles nous pensions pouvoir faire confiance... cèdent soudain.

L'air chaud nous soufflète si violemment que nos pieds quittent le sol... nous avons le vertige... puis la nausée.

## Effondrement du contexte

Réfléchissez simplement à ce qu'il s'est produit ces derniers mois.

L'économie américaine a été « éteinte », dans les faits... avec une chute de 50% du PIB... et le chômage à 20%.

... La Fed a « imprimé » 3 000 Mds\$ au cours des trois derniers mois.

... Entre avril 2019 et avril 2020, les recettes fiscales fédérales ont chuté de près de 1 000 Mds\$.

... De nouvelles « forces de défense » non-identifiées – équipées comme des robots flics dans un film de science-fiction – sont apparues dans les rues de Washington.

... Et un président américain a eu si peur de son propre peuple qu'il a dû se cacher dans un bunker ? Le *Washington Post* :

*« Le périmètre de sécurité autour de la Maison Blanche continue de s'étendre. De hautes grilles noires sont installées quasiment toutes les heures. Des gardes armés, des tireurs d'élite et des troupes sont omniprésents. »*

Il y a trois mois, tout cela aurait été considéré comme impossible – mais aujourd'hui, tout est possible... aussi bizarre, grotesque et invraisemblable que ce soit.

A présent, alors que le centre de nos croyances « normales » s'affaisse, à la marge, les positions se durcissent.

On installe des grilles... mais les barrières de la conduite civilisée sont mises à bas.